

CONSEIL COMMUNAL DU 17 DECEMBRE 2012
GEMEENTERAAD VAN 17 DECEMBER 2012

SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE ZITTING

Présents - Aanwezig

M. Michel Eylenbosch, Président/Voorzitter;
M. Françoise Schepmans, Bourgmestre/Burgemeester;
M. Sarah Turine, M. Ahmed El Khannouss, M. Patricia Vande Maele, M. Abdelkarim Haouari,
M. Karim Majoros, M. Jan Gypers, M. Ann Gilles-Goris, M. Olivier Mahy, M. Annalisa
Gadaleta, Echevins/Schepenen;
M. Christian Magérus, M. Jamal Ikazban, M. Abdellah Achaoui, M. Houria Ouberri, M.
Mohammadi Chahid, M. Badia El Belghiti, M. Pierre Vermeulen, M. Paulette Piquard, M.
Jamel Azaoum, M. Amet Gjanaj, M. Jef Van Damme, M. Khadija El Hajjaji, M. Olivia P'tito, M.
Dina Bastin, M. Danielle Evraud, M. Luc Léonard, M. Mohamed El Abboudi, M. Lhoucine Ait
Jeddig, M. Dirk De Block, M. Dirk Berckmans, M. Michaël Vossaert, M. Nader Rekik, M.
Farida Tahar, M. Hassan Rahali, M. Shazia Manzoor, M. Tania Dekens, M. Georges Van
Leeckwyck, M. Leonidas Papadiz, M. Nicole Linders - Duboccage, M. Roland Vandenhove,
M. Laurie Careme-Palanga, M. Youssef Lakhroufi, M. Khadija Tamditi, M. Laura Pinti,
Conseillers/Gemeenteraadsleden;
M. Jacques De Winne, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris;

Excusés - Verontschuldigd

Absents - Afwezig

1. Objet : Secrétariat communal - Election des membres du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8.7.1976 organique des Centres publics d'action sociale;

Considérant que l'article 12 de ladite loi prévoit que « l'élection des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique un lundi, au plus tôt le deuxième et au plus tard le septième, qui suit l'installation du conseil communal tenu de procéder à l'élection du conseil de l'action sociale » ;

Considérant que, conformément à l'article 6 de la loi du 8.7.1976 précitée, le conseil de l'action sociale de Molenbeek-Saint-Jean est composé de treize membres ;

Considérant que, conformément à l'article 13 de la loi du 8.7.1976, chacun des 45 conseillers dispose de huit voix;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale;

Vu les actes de présentation, au nombre de 7 (sept), introduits conformément à l'article 11 de la loi organique, relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux de l'action sociale;

Considérant que le dépôt des actes a eu lieu le lundi 10 décembre 2012 entre 16 heures et 19 heures :

Considérant que, respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et qu'ils sont signés par les conseillers communaux suivants :

1. **Acte de présentation signé par PTITO OLIVIA, CHAHID MOHAMMADI, IKAZBAN JAMAL, GJANAJ AMET, RAHALI DOUKALI HASSAN, TAHAR FARIDA, REKIK NADER, EL BELGHITI BADIA, AZAOUJ JAMEL, DEKENS TANIA, OUBERRI HOURIA, MAGÉRUS ACHAOUJ ABDELLAH, EL HAJJAJI KHADIJA, PIQUARD PAULETTE, VAN DAMME JEF, Conseillers communaux :**

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
ACHAOUI Abdellah	1.BOMELE Sylvie
	2.RAHALI Hassan
	3.METIOUI Mourad
	4.CAVENAILE François
DEKENS Tania	1.RAHALI Hassan
	2.NO BEN Sandra
	3.AERTS Sylvie
DUMONT Marc	1.METTEWIE Vittorio
	2.PTITO Olivia
	3.AKATSHI ATSHENGENO Ursule
	4.EL BELGHITI Fatima
URBAIN Marvin-Lee	1.PTITO Olivia
	2.TAHAR Farida
	3.REKIK Nader
	4.LIZO Razvan
YACOUBI Kenza	1.KALIMBIRIRO Laetitia
	2.LIZANI Azzedine
	3.CAVENAILE François
	4.METIOUI Mourad

2. Acte de présentation signé par HAOUARI ABDELKARIM, Conseiller communal :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
KITANTOU Jean-Yves	1.EVRARD Sophie
	2.BIETHE KINOTH Marcellin
VANDENHOVE Roland	1.VAN LIL Marie
	2.BEN MALEK Jamil

3. Acte de présentation signé par TURINE SARAH, Conseiller communal :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
MAINJOT Frédérique	1.COEURNELLE Didier
	2.MEIDO-MADIOT Jacqueline

4. Acte de présentation signé par BERCKMANS DIRK Conseiller communal :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
VAN CANEGHEM Luc	1.BIJNENS Maarten
	2.BERCKMANS Dirk

5. Acte de présentation signé par SCHEPMANS FRANCOISE MAHY OLIVIER VANDE MAELE PATRICIA GYPERS JEAN VERMEULEN PIERRE BASTIN GERARDINE MANZOOR SHAZIA EYLENBOSCH MICHEL EVRAUD DANIELLE EL ABOUDI MOHAMED VAN LEECKWYCK GEORGES DUBOCCAGE NICOLE PAPADIZ LEONIDAS PALANGA LOREDANA LEONARD LUC Conseillers communaux.

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
BASTIN Gérardine	1.LEONARD Luc
	2.EYLENBOSCH Michel
BENBELKHEIR Naima	1.VAN MERRIS Didier
	2.MBULU AZANGA Lazare
DE BACKER Arlette	1.CARLÉ Ilse
	2.VAN der EECKEN Gert
GARDINAL Pascal	1.VAN MERRIS Didier
	2.MBULU AZANGA Lazare
LIEKENDAEL Carine	1.VAN MERRIS Didier
	2.MBULU AZANGA Lazare

6. Acte de présentation signé par AIT JEDDIG LHOUCINE Conseiller communal :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
AIT JEDDIG Lhoucine	

7. Acte de présentation signé par VOSSAERT MICHAËL Conseiller communal :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
VOSSAERT Michaël	URBAIN Marvin-Lee

Vu la liste des candidats établie par le Bourgmestre sur la base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
ACHAOUI Abdellah	1.BOMELE Sylvie
	2.RHALI Hassan
	3.METIOUI Mourad
	4.CAVENAILE François
AIT JEDDIG Lhoucine	/
BASTIN Gérardine	1.LEONARD Luc
	2.EYLENBOSCH Michel

BENBELKHEIR Naima	1.VAN MERRIS Didier
	2.MBULU AZANGA Lazare
DE BACKER Arlette	1.CARLÉ Ilse
	2.VAN der EECKEN Gert
DEKENS Tania	1.RHALI Hassan
	2.NOBEN Sandra
	3.AERTS Sylvie
	4.RAISS Saliha
DUMONT Marc	1.METTEWIE Vittorio
	2.PTITO Olivia
	3.AKATSHI ATSHENGENO Ursule
	4.EL BELGHITI Fatima
GARDINAL Pascal	1.VAN MERRIS Didier
	2.MBULU AZANGA Lazare
LIEKENDAEL Carine	1.VAN MERRIS Didier
	2.MBULU AZANGA Lazare
KITANTOU Jean-Yves	1.EVRARD Sophie
	2.BIETHE KINOTH Marcellin
MAINJOT Frédérique	1.COEURNELLE Didier
	2.MEIDO-MADIOT Jacqueline
URBAIN Marvin-Lee	1.PTITO Olivia
	2.TAHAR Farida
	3.REKIK Nader
	4.LIZO Razvan
VAN CANEGHEM Luc	1.BIJNENS Maarten
	2.BERCKMANS Dirk
VANDENHOVE Roland	1.VAN LIL Marie
	2.BEN MALEK Jamil
VOSSAERT Michaël	1.URBAIN Marvin-Lee
YACOUBI Kenza	1.KALIMBIRIRO Laetitia
	2.LIZANI Azzedine
	3.CAVENAILE François
	4.METIOUI Mourad

Considérant qu'il ressort des vérifications faites par les services communaux concernant les conditions d'éligibilité prévues par l'article 7 de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976 des candidats effectifs et suppléants à l'élection du conseil de l'aide sociale que Madame RAISS Saliha, née le 10/04/1988, quatrième suppléante de la candidate DEKENS Tania, n'a pas sa résidence principale dans le ressort du centre et ne réunit donc pas toutes les conditions d'éligibilité au mandat de conseiller de l'action sociale ;

Qu'il y a donc lieu d'écarter sa candidature et de la déclarer irrecevable ;

Qu'il y a donc lieu de ne pas faire figurer RAISS Saliha sur le bulletin de vote pour l'élection des conseillers de l'action sociale ;

Constate que les conseillers communaux les moins âgés, assistent la Bourgmestre lors des opérations du scrutin et du recensement des voix en qualité d'assesseurs ;

Considérant que Monsieur Michaël Vossaert, conseiller communal le moins âgé, est également candidat à l'élection ; qu'il s'indique qu'il ne siège pas comme assesseur ;

Considérant dès lors que Madame Laura Pinti et Monsieur Karim Majoros-conseillers communaux les moins âgés qui ne sont pas candidats à la présente élection-assistent Madame la Bourgmestre dans les opérations de vote et de dépouillement ;

Va procéder, en SÉANCE PUBLIQUE ET AU SCRUTIN SECRET, à l'élection des membres effectifs et de leurs suppléants du conseil de l'action sociale ;

45 (quarante-cinq) conseillers prennent part au scrutin et reçoivent chacun 8 (huit) bulletins de vote ; 360 (trois cent soixante) bulletins sont distribués ;

Sur chaque bulletin de vote, les conseillers communaux ne peuvent voter que pour un seul membre effectif. Les conseillers communaux ont la liberté d'émettre leur vote à leur gré : il peut s'agir d'un vote pour n'importe quel candidat ou d'un vote blanc.

Madame la Bourgmestre invite chaque membre du Conseil à vérifier le nombre de bulletins reçus ; aucune remarque n'est formulée.

Les conseillers sont invités à exprimer leur vote

Chaque conseiller communal dépose à tour de rôle les huit bulletins de vote dans l'urne.

Le recensement des voix donne le résultat suivant :

2 bulletins non valables

2 bulletins blancs

356 bulletins valables

Les suffrages exprimés sur les 360 bulletins de vote valables, se répartissent comme suit :

Nom et prénom des candidats membres effectifs	Nombre de voix obtenues
ACHAOUI Abdellah	31
AIT JEDDIG Lhoucine	9
BASTIN Gérardine	33
BENBELKHEIR Naima	21
DE BACKER Arlette	17
DEKENS Tania	28
DUMONT Marc	26
GARDINAL Pascal	26
KITANTOU Jean-Yves	25
LIEKENDAEL Carine	25
MAINJOT Frédérique	25
URBAIN Marvin-Lee	26
VAN CANEGHEM Luc	0
VANDENHOVE Roland	27
VOSSAERT Michaël	8
YACOUBI Kenza	28
Nombre total de suffrages	356

Constate que les suffrages ont été exprimés au nom de candidats membres effectifs régulièrement présentés;

Constate que candidats membres effectifs, qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, sont élus ;

Par conséquent, la Bourgmestre constate que :

sont élus membres effectifs du conseil de l'action sociale	les candidats présentés à titre de suppléants pour chaque membre effectif mentionné ci-contre, sont, de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, suppléants de ces membres effectifs élus.
--	--

ACHAOUI Abdellah Date de naissance :23/08/1965 Profession : directeur financier administrateur	1.BOMELE MOLINGO Sylvie Date de naissance : Profession :directrice
	2.RAHALI DOUKALI Hassan Date de naissance :20/11/1966 Profession : journaliste-réalisateur
	3.METIOUI Mourad Date de naissance :20/07/1967 Profession : employé
	4.CAVENAILE François Date de naissance : 27/12/1985 Profession : attaché SPF Finances
BASTIN Gérardine Date de naissance : 18/03/1943 Profession: /	1.LEONARD Luc Date de naissance :05/03/1969 Profession: /
	2.EYLENBOSCH Michel Date de naissance : 06/03/1957 Profession: /
BENBELKHEIR Naima Date de naissance :08/07/1977 Profession: /	1.VAN MERRIS Didier Date de naissance : 03/11/1982 Profession: /
	2.MBULU AZANGA Lazare Date de naissance :24/05/1972 Profession: /
DE BACKER Arlette Date de naissance : 14/01/1953 Profession : /	1.CARLÉ Ilse Date de naissance : 25/03/1972 Profession: /
	2.VAN der EECKEN Gert Date de naissance : 22/03/1964 Profession: /
DEKENS Tania Date de naissance :02/02/1971 Profession : fonctionnaire	1.RAHALI Hassan Date de naissance : 20/11/1966 Profession : journaliste-réalisateur
	2.NOBEN Sandra Date de naissance :27/02/1976 Profession : sans emploi
	3.AERTS Sylvie Date de naissance :27/03/1964 Profession : fonctionnaire
DUMONT Marc Date de naissance :17/06/1956 Profession : assistant social	1.METTEWIE Vittorio Date de naissance :23/04/1975 Profession : employé
	2.PTITO Olivia Date de naissance :25/08/1973 Profession : juriste
	3.AKATSHI ATSHENGENO Ursule Date de naissance :16/06/1977 Profession : employée
	4.EL BELGHITI Fatima Date de naissance :10/04/1965 Profession : conseillère politique
GARDINAL Pascal Date de naissance:20/04/1962 Profession: /	1.VAN MERRIS Didier Date de naissance : 03/11/1982 Profession: /

	2.MBULU AZANGA Lazare Date de naissance :24/05/1972 Profession: /
KITANTOU Jean-Yves Date de naissance:24/04/1983 Profession:collaborateur politique	1.EVRARD Sophie Date de naissance:26/07/1985 Profession: fonctionnaire
	2.BIETHE KINOTH Marcellin Date de naissance: 09/02/1959 Profession: assistant logistique
LIEKENDAEL Carine Date de naissance:18/05/1980 Profession: /	1.VAN MERRIS Didier Date de naissance : 03/11/1982 Profession: /
	2.MBULU AZANGA Lazare Date de naissance :24/05/1972 Profession: /
MAINJOT Frédérique Date de naissance: 07/06/1978 Profession: gestionnaire de dossier à l'ONAFTS	1.COEURNELLE Didier Date de naissance:07/04/1962 Profession: juriste
	2.MEIDO-MADIOT Jacqueline Date de naissance: 23/08/1948 Profession: expert coopération internationale
URBAIN Marvin-Lee Date de naissance :26/08/1986 Profession : étudiant	1.PTITO Olivia Date de naissance : 25/08/1973 Profession : juriste
	2.TAHAR Farida Date de naissance :20/11/1977 Profession : coordinatrice – assistante sociale
	3.REKIK Nader Date de naissance :10/02/1978 Profession : directeur de projet
	4.LIZO Razvan Date de naissance :09/09/1967 Profession : agent contractuel – communauté européenne
VANDENHOVE Roland Date de naissance: 03/07/1960 Profession: assistant social	1.VAN LIL Marie Date de naissance: 06/01/1941 Profession: licenciée en histoire et en sciences politiques et sociales
	2.BEN MALEK Jamil Date de naissance:06/08/1980 Profession: comptable-fiscaliste
YACOUBI Kenza Date de naissance : 28/09/1977 Profession : criminologue	1.KALIMBIRIRO Laetitia Date de naissance :24/01/1953 Profession : employée
	2.LIZANI Azzedine Date de naissance :03/10/1960 Profession : enseignant
	3.CAVENAILE François Date de naissance :27/12/1985 Profession : attaché SPF Finances
	4.METIOUI Mourad Date de naissance :20/07/1967 Profession : employé

Constate que les conditions d'éligibilité sont remplies par les 13 (treize) candidats-membres effectifs élus.

La présente délibération sera envoyée en deux exemplaires au Collège juridictionnel de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, conformément à la loi du 8.7.1976 organique des Centres publics d'action sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE.

Par ordonnance,
Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Jacques DE WINNE.

Françoise SCHEPMANS.

Les Conseillers communaux assesseurs,

Laura PINTI

Karim MAJOROS

1. Betreft :Gemeentelijk Secretariaat - Verkiezingen van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

De Raad,

Gelet op de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat artikel 12 van deze bepaalt dat "de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaats heeft in openbare vergadering, op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van de gemeenteraad die tot de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn moet overgaan";

Overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8.7.1976, samengesteld is uit 13 (dertien) leden;

Overwegende dat elk van de 45 (vijfenvestig) gemeenteraadsleden overeenkomstig artikel 13 van de wet van 8.7.1976 over 8 stemmen beschikt;

Gelet op de voordrachtakten ten getalle van 7 (zeven), ingediend overeenkomstig artikel 11 van de organieke wet betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat het indienen van de voordrachtsakten op maandag 10 december 2012, tussen 16 en 19 uur plaats heeft gehad;

Overwegende dat, respectievelijk deze akten de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende gemeenteraadsleden :

1. Akte van voordracht ondertekend door PTITO OLIVIA, CHAHID MOHAMMADI, IKAZBAN JAMAL, GJANAJ AMET, RAHALI DOUKALI HASSAN, TAHAR FARIDA, REKIK NADER, EL BELGHITI BADIA, AZAOUM JAMEL, DEKENS TANIA, OUBERRI HOURIA, MAGÉRUS ACHAOUI ABDELLAH, EL HAJJAJI KHADIJA, PIQUARD PAULETTE, VAN DAMME JEF, Gemeenteraadsleden :

KANDIDATEN EFFECTIEVE LEDEN	KANDIDATEN OPVOLGERS
ACHAOUI Abdellah	1.BOMELE Sylvie 2.RAHALI Hassan 3.METIOUI Mourad 4.CAVENAILE François
DEKENS Tania	1.RAHALI Hassan 2.NOBEN Sandra 3.AERTS Sylvie 4.RAISS Saliha
DUMONT Marc	1.METTEWIE Vittorio 2.PTITO Olivia 3.AKATSHI ATSHENGENO Ursule 4.EL BELGHITI Fatima
URBAIN Marvin-Lee	1.PTITO Olivia 2.TAHAR Farida 3.REKIK Nader 4.LIZO Razvan
YACOUBI Kenza	1.KALIMBIRIRO Laetitia 2.LIZANI Azzedine 3.CAVENAILE François 4.METIOUI Mourad

2. Akte van voordracht ondertekend door HAOUARI ABDELKARIM., Gemeenteraadslid

:

KANDIDATEN EFFECTIEVE LEDEN	KANDIDATEN OPVOLGERS
KITANTOU Jean-Yves	1.EVRARD Sophie 2.BIETHE KINOTH Marcellin
VANDENHOVE Roland	1.VAN LIL Marie 2.BEN MALEK Jamil

3. Akte van voordracht ondertekend door TURINE SARAH, Gemeenteraadslid :

MEMBRES EFFECTIFS	MEMBRES SUPPLEANTS
MAINJOT Frédérique	1.COEURNELLE Didier 2.MEIDO-MADIOT Jacqueline

4. Akte van voordracht ondertekend door BERCKMANS DIRK Gemeenteraadslid:

KANDIDATEN EFFECTIEVE LEDEN	KANDIDATEN OPVOLGERS
VAN CANEGHEM Luc	1.BIJNENS Maarten 2.BERCKMANS Dirk

**5. Akte van voordracht ondertekend door SCHEPMANS FRANCOISE MAHY OLIVIER
 VANDE MAELE PATRICIA GYPERS JEAN VERMEULEN PIERRE BASTIN GERARDINE
 MANZOOR SHAZIA EYLENBOSCH MICHEL ECRAUD DANIELLE EL ABBOUDI
 MOHAMED VAN LEECKWYCK GEORGES DUBOCCAGE NICOLE PAPADIZ LEONIDAS
 PALANGA LOREDANA LEONARD LUC Gemeenteraadsleden:**

KANDIDATEN EFFECTIEVE LEDEN	KANDIDATEN OPVOLGERS
BASTIN Gérardine	1. LEONARD Luc
	2. EYLENBOSCH Michel
BENBELKHEIR Naima	1. VAN MERRIS Didier
	2. MBULU AZANGA Lazare
DE BACKER Arlette	1. CARLÉ Ilse
	2. VAN der EECKEN Gert
GARDINAL Pascal	1. VAN MERRIS Didier
	2. MBULU AZANGA Lazare
LIEKENDAEL Carine	1. VAN MERRIS Didier
	2. MBULU AZANGA Lazare

6. Akte van voordracht ondertekend door AIT JEDDIG LHOUCINE Gemeenteraadslid:

KANDIDAAT EFFECTIEF LID	KANDIDAAT OPVOLGER
AIT JEDDIG Lhoucine	

7. Akte van voordracht ondertekend door VOSSAERT MICHAËL Gemeenteraadslid :

KANDIDAAT EFFECTIEF LID	KANDIDAAT OPVOLGER
VOSSAERT Michaël	URBAIN Marvin-Lee

Gelet op de kandidatenlijst door de Burgemeester opgemaakt op grond van gezegde voordrachtakten en luidend als volgt:

<u>MEMBRES EFFECTIFS – WERKENDE LEDEN</u>	<u>MEMBRES SUPPLEANTS – LEDEN OPVOLGERS</u>
ACHAOUI Abdellah	1. BOMELE Sylvie
	2. RAHALI Hassan
	3. METIOUI Mourad
	4. CAVENAILE François
AIT JEDDIG Lhoucine	/
BASTIN Gérardine	1. LEONARD Luc
	2. EYLENBOSCH Michel
BENBELKHEIR Naima	1. VAN MERRIS Didier
	2. MBULU AZANGA Lazare
DE BACKER Arlette	1. CARLÉ Ilse
	2. VAN der EEKEN Gert
DEKENS Tania	1. RAHALI Hassan
	2. NOBEN Sandra
	3. AERTS Sylvie
	4. RAISS Saliha
DUMONT Marc	1. METTEWIE Vittorio
	2. PTITO Olivia
	3. AKATSHI ATSHENGENO Ursule
	4. EL BELGHITI Fatima
GARDINAL Pascal	1. VAN MERRIS Didier
	2. MBULU AZANGA Lazare
KITANTOU Jean-Yves	1. EVRARD Sophie
	2. BIETHE KINOTH Marcellin
LIEKENDAEL Carine	1. VAN MERRIS Didier
	2. MBULU AZANGA Lazare

MAINJOT Frédérique	1.COEURNELLE Didier
	2.MEIDO-MADIOT Jacqueline
URBAIN Marvin-Lee	1.PTITO Olivia
	2.TAHAR Farida
	3.REKIK Nader
	4.LIZO Razvan
VAN CANEGHEM Luc	1.BIJNENS Maarten
	2.BERCKMANS Dirk
VANDENHOVE Roland	1.VAN LIL Marie
	2.BEN MALEK Jamil
VOSSAERT Michaël	1.URBAIN Marvin-Lee
YACOUBI Kenza	1.KALIMBIRIRO Laetitia
	2.LIZANI Azzedine
	3.CAVENAILE François
	4.METIOUI Mourad

Overwegende dat uit een controle gedaan op de verkiesbaarheidsvoorwaarden van de kandidaten leden en van de kandidaten opvolgers voor de verkiezing tot de raad van maatschappelijk welzijn voorzien bij artikel 7 van de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, door de gemeentelijke diensten blijkt dat Mevrouw RAISS Saliha, geboren op 10/04/1988, vierde opvolgster van de effectieve kandidate DEKENS Tania, haar hoofdverblijf niet heeft in de gebiedsomschrijving van het centrum en dus niet al de verkiesbaarheidsvoorwaarden voor het mandaat van lid van de raad van maatschappelijk welzijn;

Overwegende dus dat haar kandidatuur te verwijderen en deze ontontvankelijk te verklaren;

Overwegende dus dat Mevrouw RAISS Saliha niet op het stembiljet voor de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn moet verschijnen;

Overwegende dat de twee jongste gemeenteraadsleden de Burgemeester bijstaan in de kiesverrichtingen en de tellingsverrichtingen in de hoedanigheid van bijzitters;

Overwegende dat Mijnheer VOSSAERT Michaël, jongste gemeenteraadslid, kandidaat is voor deze verkiezing; dat het past dat hij niet als bijzitter zetelt;

Overwegende dus dat Mevrouw PINTI Laura en Mijnheer MAJOROS Karim-jongste gemeenteraadsleden die niet kandidaat zijn voor deze verkiezing-Mevrouw de Burgemeester bijstaan in de kies- en tellingsverrichtingen;

Gaat over in OPENBARE VERGADERING EN BIJ GEHEIME STEMMING, tot de verkiezing van de effectieve leden en hun opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn :

45 (vijfenveertig) raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder 8 (acht) stembiljetten; 360 stembiljetten worden uitgedeeld;

Op elk stembiljet mogen de raadsleden slechts voor één effectief kandidaat stemmen. De raadsleden mogen hun stem uitbrengen zoals het hen past; zij mogen voor om het even welke kandidaat stemmen of een blanco stem uitbrengen;

Mevrouw de Burgemeester nodigt elk gemeenteraadslid uit het aantal ontvangen stembiljet na te zien; geen opmerking wordt geformuleerd.

Elk gemeenteraadslid wordt uitgenodigd zijn stem uit te brengen

De stemopneming van deze biljetten geeft volgend resultaat :

2 nietige stembiljetten

2 blanco stembiljetten

356 geldige stembiljetten

De op deze 360 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt :

Naam en voornaam van de kandidaat effectieve leden	Aantal bekomen stemmen
ACHAOUI Abdellah	31
AIT JEDDIG Lhoucine	9
BASTIN Gérardine	33
BENBELKHEIR Naima	21
DE BACKER Arlette	17
DEKENS Tania	28
DUMONT Marc	26
GARDINAL Pascal	26
KITANTOU Jean-Yves	25
LIEKENDAEL Carine	25
MAINJOT Frédérique	25
URBAIN Marvin-Lee	26
VAN CANEGHEM Luc	0
VANDENHOVE Roland	27
VOSSAERT Michaël	8
YACOUBI Kenza	28
Totaal aantal stemmen :	356

Stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaten effectieve leden;

Stelt vast dat 13 (dertien) kandidaten effectieve leden, die het grootste aantal stemmen hebben bekomen, verkozen worden;

Bijgevolg stelt de burgemeester vast dat :

Verkozen zijn tot effectief lid van de raad voor maatschappelijk welzijn :	De kandidaten, die als opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen effectieve leden.
ACHAOUI Abdellah Geboortedatum : 23/08/1965 Beroep: financieel directeur afgevaardigde	1.BOMELE Sylvie Geboortedatum: Beroep: directrice
	2.RAHALI Hassan Geboortedatum:20/11/1966 Beroep: journalist realisator
	3.METIOUI Mourad Geboortedatum:20/07/1967 Beroep:bediende
	4.CAVENAILE François Geboortedatum: 27/12/1985 Beroep: attaché FOD Foinanciën
BASTIN Gérardine Geboortedatum: 18/03/1943 Beroep: /	1.LEONARD Luc Geboortedatum:05/03/1969 Beroep: /
	2.EYLENBOSCH Michel Geboortedatum: 06/03/1957 Beroep: /
BENBELKHEIR Naima Geboortedatum:08/07/1977 Beroep: /	1.VAN MERRIS Didier Geboortedatum: 03/11/1982 Beroep: /
	2.MBULU AZANGA Lazare Geboortedatum:24/05/1972 Beroep: /

DE BACKER Arlette Geboortedatum: 14/01/1953 Beroep: /	1.CARLÉ Ilse Geboortedatum: 25/03/1972 Beroep: /
	2.VAN der EECKEN Gert Geboortedatum: 22/03/1964 Beroep:/
DEKENS Tania Geboortedatum:02/02/1971 Beroep: ambtenaar	1.RAHALI Hassan Geboortedatum: 20/11/1966 Beroep: journaliste-réalisateur
	2.NOBEN Sandra Geboortedatum:27/02/1976 Beroep: zonder beroep
	3.AERTS Sylvie Geboortedatum:27/03/1964 Beroep: ambtenaar
DUMONT Marc Geboortedatum:17/06/1956 Beroep: maatschappelijk werker	1.METTEWIE Vittorio Geboortedatum:23/04/1975 Beroep: bediende
	2.PTITO Olivia Geboortedatum:25/08/1973 Beroep: jurist
	3.AKATSHI ATSHENGENO Ursule Geboortedatum:16/06/1977 Beroep: bediende
	4.EL BELGHITI Fatima Geboortedatum:10/04/1965 Beroep: politieke raadgefster
GARDINAL Pascal Geboortedatum: Beroep:/	1.VAN MERRIS Didier Geboortedatum: 03/11/1982 Beroep:/
	2.MBULU AZANGA Lazare Geboortedatum:24/05/1972 Beroep:/
KITANTOU Jean-Yves Geboortedatum:24/04/1983 Beroep: politiek medewerker	1.EVRARD Sophie Geboortedatum:26/07/1985 Beroep: ambtenaar
	2.BIETHE KINOTH Marcellin Geboortedatum : 09/02/1959 Beroep: logistiek assistent
LIEKENDAEL Carine Geboortedatum: 18/05/1980 Beroep:/	1.VAN MERRIS Didier Geboortedatum: 03/11/1982 Beroep:/
	2.MBULU AZANGA Lazare Geboortedatum:24/05/1972 Beroep:/
MAINJOT Frédérique Geboortedatum: 07/06/1978 Beroep: gestionnaire de dossier à l'ONAFST	1.COEURNELLE Didier Geboortedatum:07/04/1962 Beroep: juriste
	2.MEIDO-MADIOT Jacqueline Geboortedatum: 23/08/1948 Beroep: deskundige internationale samenwerking
URBAIN Marvin-Lee Geboortedatum:26/08/1986 Beroep: student	1.PTITO Olivia Geboortedatum: 25/08/1973 Beroep: jurist

	2.TAHAR Farida Geboortedatum:20/11/1977 Beroep: coordinatrice – maatschappelijk werkster
	3.REKIK Nader Geboortedatum:10/02/1978 Beroep: projectdirecteur
	4.LIZO Razvan Geboortedatum:09/09/1967 Beroep: contractueel beambte europese gemeenschap
	2.BERCKMANS Dirk Geboortedatum:09/08/1960 Beroep: ambtenaar
VANDENHOVE Roland Geboortedatum: 03/07/1960 Beroep: maatschappelijk werker	1.VAN LIL Marie Geboortedatum: 06/01/1941 Beroep: licenciée en histoire et en sciences politiques et sociales
	2.BEN MALEK Jamil Geboortedatum:06/08/1980 Beroep: comptable-fiscaliste
YACOUBI Kenza Geboortedatum: 28/09/1977 Beroep: criminoloog	1.KALIMBIRIRO Laetitia Geboortedatum:24/01/1953 Profession : bediende
	2.LIZANI Azzedine Geboortedatum:03/10/1960 Profession : leerkracht
	3.CAVENAILE François Geboortedatum:27/12/1985 Beroep: attaché FOD Financien
	4.METIOUI Mourad Geboortedatum:20/07/1967 Beroep: bediende

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door de 13 (dertien) verkozen kandidaten effectieve leden.

Deze beraadslaging zal overeenkomstig de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in dubbel exemplaar naar het Rechtscollege van het Administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad worden gezonden.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN OPENBARE ZITTING.

Op bevel,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Jacques DE WINNE.

Françoise SCHEPMANS.

De Raadsleden-bijzitters,

Laura PINTI

Karim MAJOROS

2. #Objet : Finances - Fabrique d'église Anglicane unifiée - Budget 2012. #

Le Conseil communal,

Considérant que la commune d'Ixelles nous a fait parvenir pour avis le budget 2012 de l'église Anglicane unifiée ;

Considérant que ce budget se présente comme suit:

	Total des Recettes	Total des Dépenses	Résultat
Budget 2012	308.950,00 EUR	308.950,00 EUR	-

Considérant que ce budget est en équilibre sans intervention communale ;

Considérant que la circonscription de cette église s'étend sur le territoire de la commune ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la proposition du Collège échevinal du 28 novembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'émettre un avis favorable sur le budget 2012 de l'église Anglicane unifiée.

2. Betreft: Financiën - Kerkfabriek Eéngemaakte Anglicaanse kerk - Begroting 2012

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeente Elsene ons de begrotingen van de dienstjaar 2012 van de Eéngemaakte Anglicaanse kerk heeft laten geworden;

Overwegende dat deze begrotingen zich als volgt voorstellen ;

	Totaal Ontvangsten	Totaal Uitgaven	Resultaat
Begroting 2012	308.950,00 EUR	308.950,00 EUR	-

Overwegende dat deze begroting in evenwicht is, zonder tussenkomst van de gemeente ;

Overwegende dat de omschrijving van deze kerkfabriek zich over het grondgebied van de gemeente uitstrekt ;

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het Schepencollege van 28 november 2012 ;

besluit eenparig :

Enig artikel

een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2012 van de Eéngemaakte Anglicaanse kerk.

3. #Objet : Finances - Fabrique d'église Saint-Rémi - Budget 2012. #

Le Conseil communal,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Rémi nous a fait parvenir son budget pour l'exercice 2012 ;

Considérant que le montant de 16.021,50 EUR que la fabrique d'église a inscrit à l'article 52 des dépenses extraordinaires (déficit présumé de l'exercice courant) doit être supprimé ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire à l'article 20 des recettes extraordinaires (excédent présumé de l'exercice courant) le montant de 8.796,93 EUR ;

Considérant qu'une erreur de calcul c'est glissée dans le total du chapitre 1 des dépenses, le total est de 15.450 EUR au lieu de 13.650 EUR.

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église doit inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 51.903,07 EUR au lieu de 74.921,50 EUR, suite aux corrections précédentes ;

Considérant que ce budget corrigé se présente comme suit :

RECETTES	68.250 EUR
DEPENSES	68.250 EUR
RESULTAT	---

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre la ville de Bruxelles et les communes de Jette et de Molenbeek-Saint-Jean,

Considérant que la quote-part de notre commune s'élève à :

Subside total	Part communale
51.903,07 EUR	51.903,07 EUR X 14.280 : 15.692 = 47.232,71 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la proposition du Collège échevinal du 28 novembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article 1

d'émettre, moyennant corrections, un avis favorable sur le budget 2012 de la fabrique d'église Saint-Rémi ;

Article 2

d'accorder à la fabrique d'église un subside de 47.232,71 EUR pour l'année 2012 et d'engager la dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2012.

Expédition de la présente décision sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

3. Betreft: Financiën - Kerkfabriek Sint-Remigius - Begroting 2012.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Remigius ons haar begroting van het dienstjaar 2012 heeft laten geworden;

Overwegende dat het bedrag van 16.021,50 EUR dat de kerkfabriek heeft ingeschreven op artikel 52 van de buitengewone uitgaven (vermoedelijk tekort van het lopende dienstjaar) moet geschrapt worden ;

Overwegende dat het nodig is om op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (vermoedelijk overschot van het lopende dienstjaar) een bedrag in te schrijven van 8.796,93 EUR ;

Overwegende dat een optelfout werd gemaakt in het totaal van hoofdstuk 1 van de uitgaven, het totaal bedraagt 15.450 EUR i.p.v. 13.650 EUR ;

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 51.903,07 EUR dient in te schrijven i.p.v. 74.921,50 EUR en dit ingevolge de voorafgaande verbeteringen ;

Overwegende dat de verbeterde begroting zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	68.250 EUR
UITGAVEN	68.250 EUR
RESULTAAT	---

Overwegende dat de gemeentelijke toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Brussel, Jette en Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het aandeel van onze gemeente bedraagt:

Totale subsidie	Gemeentelijk aandeel
51.903,07 EUR	51.903,07 EUR X 14.280 : 15.692 = 47.232,71 EUR

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het Schepencollege van 9 mei 2012 ;

besluit eenparig :

Artikel 1

mits verbeteringen, een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2012 van de kerkfabriek Sint-Remigius ;

Artikel 2

aan de kerkfabriek Sint-Remigius een toelage van 47.232,71 EUR. toe te kennen voor 2012 en deze uitgave aan te wenden op artikel 7900/332/03 van de gewone begroting van het dienstjaar 2012.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

4. #Objet : Taxes - Taxe additionnelle au précompte immobilier - Renouvellement pour 2013. #

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 260 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464, al.1 ;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Sur proposition du Collège échevinal du 5 décembre 2012 ;

Par 27 OUI, 1 NON, 17 abstentions, décide :

Article unique

Il sera perçu pour l'exercice 2013, au profit de la commune DEUX MILLE HUIT CENT QUARANTE-HUIT (2848) centimes additionnels au précompte immobilier.

4. Betreft: Belastingen - Opcentiemen bij de onroerende voorheffing - Vernieuwing voor 2013.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 117 en 260 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, voornamelijk het artikel 464, al. 1;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Met 27 JA, 1 NEEN, 17 onthoudingen, besluit :

Enig artikel

Voor het dienstjaar 2013 zullen ten bate van de gemeente TWEEDUIZEND ACHTHONDERD ACHTENVEERTIG (2848) opcentiemen bij de onroerende voorheffing worden geheven.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

5. #Objet: Taxes - Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Renouvellement pour 2013. #

Le Conseil communal,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 260 de la Nouvelle Loi communale;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 464 à 470 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Sur proposition du Collège échevinal du 5 décembre 2012 ;

Par 27 OUI, 1 NON, 17 abstentions, décide :

Article 1

Il est établi pour l'exercice 2013 une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune.

Article 2

La taxe est fixée à SIX ET DEMI POUR CENT (6,5 %) de la partie, calculée conformément aux articles 466 à 468 du code des impôts sur les revenus 1992, de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice.

Article 3

L'établissement et la perception de la taxe additionnelle communale s'effectueront par les soins de l'Administration des contributions directes, comme il est stipulé à l'article 469 du code des impôts sur les revenus 1992.

5. Betreft: Belastingen - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Vernieuwing voor 2013.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 260 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, vooral de artikelen 464 tot 470;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 5 december 2012;

Met 27 JA, 1 NEEN, 17 onthoudingen, besluit :

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2013 een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting gevestigd ten laste van de rijksinwoners die belastbaar zijn in de gemeente.

Artikel 2

De belasting wordt vastgesteld op ZES EN EEN HALF PERCENT (6,5 %) van het volgens artikelen 466 tot 468 van het wetboek van de inkomstenbelasting 1992 berekende gedeelte van de aan het Rijk voor hetzelfde dienstjaar verschuldigde personenbelasting.

Artikel 3

De vaststelling en de inning van de aanvullende gemeentebelasting zullen door toedoen van het bestuur der directe belastingen geschieden, overeenkomstig het bepaalde in artikel 469 van het wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

6. #Objet : Taxes - Logements déclarés insalubres ou inhabitables - Renouvellement pour 2013 à 2016. #

Le Conseil communal,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation dans les provinces et les communes ;

Considérant que les logements déclarés insalubres ou inhabitables ne satisfont pas aux exigences élémentaires de sécurité et de salubrité ;

Revu le règlement de la taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables établi par décision du Conseil communal du 24 janvier 2008, pour les exercices 2008 à 2012 inclus et rendu exécutoire le 04 février 2008 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la présente taxe vise également les propriétaires indécents qui n'effectuent pas les travaux indispensables dans les logements déclarés insalubres ou inhabitables pour les mettre en location ;

Sur proposition du Collège échevinal du 12 décembre 2012 ;

Par 28 OUI, 17 abstentions, décide :

Article 1

Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par:

Demande de permis d'urbanisme : la demande qui a fait l'objet d'une notification de la part de l'administration à l'égard du demandeur lui signalant le caractère complet de sa demande;

Travaux nécessitant un permis d'urbanisme : la réalisation de toutes les opérations prévues par le permis d'urbanisme, réalisées en conformité avec celui-ci par un entrepreneur agréé, et exécutées sans discontinuité durant la période pour laquelle est demandée l'exonération ;

Travaux ne nécessitant pas de permis d'urbanisme : la réalisation de toutes les opérations exécutées sans discontinuité durant la période pour laquelle est demandée l'exonération ;

Logement : l'immeuble ou la partie d'immeuble, destiné à l'habitation du preneur ou de toute autre personne qui en la jouissance soit en exclusivité, soit en communauté avec d'autres habitants du bâtiment ;

Logement insalubre ou inhabitable : logement faisant l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou d'inhabitabilité pris par le Bourgmestre en vertu de son pouvoir de police.

Article 2

Il est établi au profit de la commune, à partir du 1^{er} janvier 2013, pour les exercices 2013 à 2016 inclus, une taxe sur les logements insalubres ou inhabitables.

Sont soumis à cette taxe le ou les logement(s) déclaré(s) insalubre(s) ou inhabitable(s) tel(s) que défini(s) à l'article 1, sous réserve des causes d'exonération visées à l'article 4 du présent règlement.

Le montant de la taxe annuelle est fixé à 2.000,00 EUR par logement.

La taxe est due par année entière quelle que soit la date de l'arrêté visé à l'article 1.

Article 3

La taxe est due par la ou les personnes physiques ou morales qui possèdent un droit réel sur le logement inhabitable ou insalubre. L'enrôlement se fait au nom d'un des titulaires d'un droit réel.

Article 4

- La personne qui a acquis un immeuble ou une partie d'immeuble concerné par le présent règlement est exonérée de la taxe:
- en cas de demande de permis d'urbanisme, si les travaux à effectuer le requièrent, lorsque la demande est formulée dans les 3 mois de l'acte authentique d'acquisition. Cette exonération ne vaut que pour l'exercice d'imposition au cours duquel la demande a été introduite.
- en cas d'exécution des travaux effectués conformément au permis d'urbanisme, lorsqu'ils sont poursuivis durant l'année au cours de laquelle le permis d'urbanisme a été délivré.
Ces travaux devront être justifiés par une liste reprenant les travaux effectués et par la production des factures y afférentes. Le montant des travaux facturés, hors TVA, doit atteindre au moins le montant de la taxe annuelle, par exercice d'imposition.
L'exonération ne pourra être invoquée que pour une période maximale de 2 exercices consécutifs, le premier correspondant à l'exercice au cours duquel le permis d'urbanisme a été délivré.
Ce délai pourra être prorogé si l'inachèvement des travaux résulte d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique, ou d'un cas de force majeure. Le refus de délivrance de permis d'urbanisme ne pourra en aucun cas être invoqué comme « résultant d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique » pour obtenir la prorogation du délai précité.
- en cas d'exécution des travaux qui ne requièrent pas de permis d'urbanisme, lorsqu'ils sont effectués dans les 3 mois de la passation de l'acte authentique d'acquisition.
- La personne titulaire d'un droit réel sur le logement est exonérée de la taxe:
- en cas de demande de permis d'urbanisme, si les travaux à effectuer le requièrent, lorsque la demande est formulée dans les 3 mois de l'arrêté déclarant le logement insalubre ou inhabitable.

Cette exonération ne vaut que pour l'exercice d'imposition au cours duquel la demande a été introduite.

- en cas d'exécution des travaux effectués conformément au permis d'urbanisme, lorsqu'ils sont poursuivis durant l'année au cours de laquelle le permis d'urbanisme a été délivré. Ces travaux devront être justifiés par une liste reprenant les travaux effectués et par la production des factures y afférentes. Le montant des travaux facturés, hors TVA, doit atteindre au moins le montant de la taxe annuelle, par exercice d'imposition. L'exonération ne pourra être invoquée que pour une période maximale de 2 exercices consécutifs, le premier correspondant à l'exercice au cours duquel le permis d'urbanisme a été délivré.
Ce délai pourra être prorogé si l'inachèvement des travaux résulte d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique, ou d'un cas de force majeure. Le refus de délivrance de permis d'urbanisme ne pourra en aucun cas être invoqué comme « résultant d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique » pour obtenir la prorogation du délai précité.
- en cas d'exécution des travaux qui ne requièrent pas de permis d'urbanisme, lorsqu'ils sont effectués dans les 3 mois de l'arrêté déclarant le logement insalubre ou inhabitable.
- La taxe n'est pas due si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ou gouvernemental.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une au plus tard le 1er décembre de l'exercice d'imposition concerné. La déclaration devra parvenir à l'administration communale au plus tard pour le 31 décembre de cet exercice.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement ;
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 % ;
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %.

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 6

Le redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Le bien faisant l'objet de la taxation doit être rendu accessible aux représentants de l'administration, munis de leur lettre de désignation, par le titulaire de la taxe en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par la loi du 24 décembre 1996 et par l'A.R. du 12 avril 1999 sont applicables dans leur intégralité.

Article 9

Le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Ce règlement remplace à partir de l'exercice 2013 le règlement de la taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables établi par décision du Conseil communal du 24 janvier 2008.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

6. Betreft: Belastingen - Woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn - Vernieuwing voor 2013 tot 2016.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet de wet van 24 december 1996 betreffende de vaststelling en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake het indienen van een bezwaarschrift in provincies en gemeenten;

Overwegende dat de woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn, niet voldoen aan de basisvereisten inzake veiligheid en gezondheid;

Gelet op het belastingsreglement betreffende de ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2008, voor de dienstjaren 2008 tot 2012 inbegrepen, en uitvoerbaar verklaard op 4 februari 2008;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt

om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat de huidige belasting eveneens de oneerlijke eigenaars beoogt die de noodzakelijke werken niet uitvoeren in hun ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen om deze te verhuren;

Op voorstel van het Schepencollege van 12 december 2012;

Met 28 JA, 17 onthoudingen, besluit :

Artikel 1

In de zin van dit reglement, dient verstaan te worden onder:

Aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning: de aanvraag die betekend werd door het gemeentebestuur ten aanzien van de aanvrager, die er het volledige karakter van zijn aanvraag aan gemeld heeft;

Werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is: de verwezenlijking van alle operaties die door de stedenbouwkundige vergunning voorzien zijn, en door een erkend ondernemer verwezenlijkt werden in overeenstemming met deze vergunning en onafgebroken uitgevoerd werden tijdens de periode waarvoor de vrijstelling aangevraagd was;

Werken waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning vereist is: de verwezenlijking van alle operaties die onafgebroken uitgevoerd werden tijdens de periode waarvoor de vrijstelling aangevraagd was;

Woning: het gebouw of het deel van het gebouw dat bestemd is voor de huisvesting van de huurder, of van gelijk welke andere persoon die er het genot over heeft, hetzij exclusief, hetzij in gemeenschap met andere inwoners van het gebouw;

Ongezonde of onbewoonbare woning: een woning die het voorwerp uitmaakt van een ongezondheids- of onbewoonbaarheidsbesluit dat door de Burgemeester krachtens zijn politiemacht genomen werd”.

Artikel 2

Vanaf 1 januari 2013, wordt er een jaarlijkse belasting geheven ten bate van de gemeente op de ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Zijn aan deze belasting onderworpen het gebouw of de gebouwen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn door de Burgemeester zoals bepaald in artikel 1, met de beperkingen gesteld in artikel 4 van onderhavig reglement.

De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 2.000,00 EUR per woning.

De belasting is verschuldigd voor heel het jaar ongeacht de datum van het besluit bedoeld in artikel 1.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of morele personen die houder zijn van een zakelijk recht over de onbewoonbare of ongezonde woning. Het ten kohier brengen gebeurd op naam van één van de houders van het zakelijke recht.

Artikel 4

- Personen die een gebouw of een deel van het gebouw gekocht hebben waar dit reglement betrekking op heeft, zijn vrijgesteld van de belasting:

- ingeval van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, als de uit te voeren werken het vereisen, wanneer de aanvraag geformuleerd wordt binnen de 3 maanden na de authentieke aankoopakte. Deze vrijstelling geldt slechts voor het dienstjaar waarin de aanvraag ingediend werd.
- ingeval van uitvoering van de werken die uitgevoerd zijn overeenkomstig de stedenbouwkundige vergunning, wanneer ze voortgezet worden tijdens het jaar waarin de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd werd.
Deze werken moeten gerechtvaardigd worden door een lijst waarin de uitgevoerde werken opgenomen zijn en door de desbetreffende facturen voor te leggen.
De vrijstelling mag slechts worden ingeroepen voor een maximumperiode van 2 opeenvolgende dienstjaren, de eerste stemt overeen met het dienstjaar waarin de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd werd.
Deze termijn mag worden verlengd als het feit dat de werken niet afgerond zijn, voortvloeit uit een beslissing of een akte van de overheid, of in geval van overmacht. De weigering om de stedenbouwkundige vergunning af te leveren, mag in geen geval ingeroepen worden als zijnde "het resultaat van een beslissing of van een akte van de overheid", om de verlenging van voornoemde termijn te verkrijgen.
- ingeval van uitvoering van de werken waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning vereist is, wanneer ze uitgevoerd worden binnen de 3 maanden na de gunning van de authentieke aankoopakte.
- De persoon houder van een zakelijk recht over de woning wordt van de belasting vrijgesteld :
- ingeval van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, als de uit te voeren werken het vereisen, wanneer de aanvraag geformuleerd wordt binnen de 3 maanden na de authentieke aankoopakte. Deze vrijstelling geldt slechts voor het dienstjaar waarin de aanvraag ingediend werd.
- ingeval van uitvoering van de werken die uitgevoerd zijn overeenkomstig de stedenbouwkundige vergunning, wanneer ze voortgezet worden tijdens het jaar waarin de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd werd.
Deze werken moeten gerechtvaardigd worden door een lijst waarin de uitgevoerde werken opgenomen zijn en door de desbetreffende facturen voor te leggen.
De vrijstelling mag slechts worden ingeroepen voor een maximumperiode van 2 opeenvolgende dienstjaren, de eerste stemt overeen met het dienstjaar waarin de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd werd.
Deze termijn mag worden verlengd als het feit dat de werken niet afgerond zijn, voortvloeit uit een beslissing of een akte van de overheid, of in geval van overmacht. De weigering om de stedenbouwkundige vergunning af te leveren, mag in geen geval ingeroepen worden als zijnde "het resultaat van een beslissing of van een akte van de overheid", om de verlenging van voornoemde termijn te verkrijgen.
- ingeval van uitvoering van de werken waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning vereist is, wanneer ze uitgevoerd worden binnen de 3 maanden na de gunning van de authentieke aankoopakte."
- De belasting is niet verschuldigd indien blijkt dat het gebouw gelegen is in de nabijheid van een onteigeningsplan goedgekeurd bij koninklijk- of regeringsbesluit.

Artikel 5

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is

gehouden er één aan te vragen vóór 1 december van het betreffende belastingjaar. De aangifte zal vóór 31 december van het dienstjaar tot het gemeentebestuur geraken.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen zoals volgt:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 6

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde, daartoe speciaal aangewezen ambtenaren. Deze ambtenaren worden aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 7

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingskohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

De regels betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999 zijn van toepassing.

Artikel 9

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

Dit reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2013 het belastingsreglement betreffende de woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn, ingesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2008.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

7. #Objet : Taxes - Panneaux publicitaires - Renouvellement pour 2013 à 2016. #

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu l'article 170 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation dans les provinces et les communes ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004 publié au Moniteur Belge le 26 mai 2004 ;

Revu le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires établi par décision du Conseil communal du 25 février 2010, pour les exercices 2010 à 2012 inclus et rendu exécutoire le 5 mars 2010 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que le présent règlement a comme objectif de réduire les nuisances visuelles portées à l'espace public et qu'il est manifeste que la Commune a des compétences en matière urbanistique et environnementale ;

Considérant que les exonérations visées par le présent règlement sont justifiées eu égard à l'intérêt général poursuivi ;

Par 27 OUI, 18 abstentions, décide :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2013 à 2016 inclus, une taxe annuelle sur les panneaux publicitaires exploités à des fins commerciales.

Article 2

Par panneau publicitaire, on entend toute construction en quelque matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert visible de la voie publique, destinée à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou par tout autre moyen à l'exclusion de celle figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;

Article 3

Le taux de la taxe est fixé à :

- 26,00 EUR par m² / dispositif de moins de 1 m²/ an ;
- 50,00 EUR par m² / dispositif / an ;
- 75,00 EUR par m² / dispositif / an pour les dispositifs situés en ZICHEE, zone de protection d'un site classé ou espace structurant comme défini au PRAS ;
- 100,00 EUR par m² / dispositif / an pour les dispositifs placés sans autorisation ou n'ayant plus d'autorisation ;

Le taux de la taxe est calculé par m² de surface utile, c'est à dire la surface susceptible d'être utilisée pour l'affichage, à l'exclusion de l'encadrement.

Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

Pour les dispositifs publicitaires équipés d'un système permettant la succession ou le défilement de plusieurs publicités sur une même face, le taux de la taxe est doublé.

Lorsque la surface du dispositif publicitaire diffère de la surface publicitaire visible, la taxe est calculée sur base de la surface publicitaire visible.

Article 4

La taxe est due en entier pour toute l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a utilisation du panneau.

Il ne sera accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe est due principalement par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'autorisation de placement du dispositif a été donnée par l'Autorité communale compétente.

A défaut d'autorisation de placement de l'Autorité communale compétente, la taxe est mise à charge de la personne physique ou morale au nom de laquelle est établie la publicité.

Le propriétaire, personne physique ou morale, du bien bâti ou non bâti, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 6

Sont exonérés :

- Les panneaux installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploitent ;
- Les panneaux utilisés pour leur compte personnel par une personne morale de droit public, une ASBL ou un organisme d'utilité publique ne poursuivant aucun but lucratif ;
- Les panneaux placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
- Les panneaux électoraux placés par la commune.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

Le redevable est tenu, le cas échéant, de notifier à l'administration communale, les modifications, déplacements ou suppressions de panneaux intervenus en cours d'exercice.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par la loi du 24 décembre 1996 et par l'A.R. du 12 avril 1999 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace à partir de l'exercice 2013 le règlement de la taxe sur les panneaux publicitaires établi par décision du Conseil communal du 25 février 2010.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

7. *Betreft: Belastingen - Reclameborden - Vernieuwing voor 2013 tot 2016.*

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake het indienen van een bezwaarschrift in provincies of gemeenten;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 26 mei 2004;

Gelet op het belastingsreglement betreffende de reclameborden goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 25 februari 2010, voor de dienstjaren 2010 tot 2012 inbegrepen en uitvoerbaar verklaard op 5 maart 2010;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Overwegende dat bij het onderhavig reglement wordt gestreefd naar een vermindering van de visuele hinder voor de openbare ruimte, en dat de Gemeente uiteraard bevoegdheden heeft op stedenbouwkundig en milieuvlak;

Overwegende dat de vrijstellingen bedoeld door het onderhavig reglement gerechtvaardigd worden gelet op het beoogde algemeen nut;

Op voorstel van het Schepencollege van 5 december 2012;

Het reglement betreffende de belasting op de reclameborden als volgt vast te stellen voor de dienstjaren 2013 tot 2016:

Met 27 JA, 18 onthoudingen, besluit :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op reclameborden die voor commerciële doeleinden gebruikt worden.

Artikel 2

Onder reclamebord wordt iedere constructie verstaan, in om het even welk materiaal, die zich langsheen de openbare weg bevindt, of op om het even welke plaats in de open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, bestemd om er publiciteit op aan te brengen door aanplakking, hechting, beschildering of door gebruik van om het even welk ander middel, met uitzondering van de constructies die men aantreft als uithangborden en signalisatie van wegen, locaties en instellingen van algemeen nut, of met een toeristische bestemming;

Artikel 3

De basisbelasting wordt vastgesteld op:

- 26,00 EUR per m² / reclamebord van minder dan 1 m²/ jaar;
- 50,00 EUR per m² / reclamebord / jaar;
- 75,00 EUR per m² / reclamebord / jaar voor reclameborden die geplaatst zijn in GCHEWS, een zone ter bescherming van een geklasseerde site of structurerende ruimte zoals bepaald in het GBP;
- 100,00 EUR per m² / reclamebord / jaar voor reclameborden die aangebracht zijn zonder toestemming, of waarvoor geen toestemming meer verleend is;

Het bedrag van de belasting wordt berekend per m² van de nuttige oppervlakte, dat wil zeggen de oppervlakte die kan gebruikt worden voor reclame, met uitzondering van de omlijsting.

Voor de reclameborden voorzien van meerdere zijden met reclame, wordt het bedrag van de belasting vermenigvuldigd met het aantal zijden met reclame.

Voor reclameborden uitgerust met een systeem waarmee meerdere reclames op eenzelfde zijde achtereenvolgens worden getoond, wordt de belasting verdubbeld.

Indien de oppervlakte van het reclamebord verschillend is dan de zichtbare oppervlakte met reclame, wordt de belasting berekend op basis van de zichtbare oppervlakte met reclame.

Artikel 4

De belasting is geheel verschuldigd voor het hele lopende jaar, ongeacht sinds wanneer en tot wanneer het reclamebord gebruikt wordt.

Er wordt geen enkele vermindering of teruggave toegestaan ongeacht de reden.

Artikel 5

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon in wiens naam de vergunning voor het plaatsen van het reclamebord afgeleverd werd door de bevoegde gemeentelijke overheid.

Bij gebrek aan vergunning van de bevoegde gemeentelijke overheid, wordt de belasting gevestigd ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de publiciteit aangeplakt werd.

De eigenaar, natuurlijke of rechtspersoon, van het bebouwde of niet-bebouwde goed, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 6

Worden vrijgesteld:

- De reclameborden die op een bepaalde plaats de uitoefening van een handel of een bedrijf aankondigen;
- De borden gebruikt voor eigen rekening, door een publiekrechtelijke persoon, door een VZW of door een instelling van openbaar nut die geen winstoogmerk nastreeft;
- De borden geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten;
- De verkiezingspanelen geplaatst door de gemeente.

Artikel 7

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, die dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de erin vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar.

De belastingplichtige betekent, in voorkomend geval, aan het Gemeentebestuur, de wijzigingen, verplaatsingen of verwijderingen van borden die in de loop van het jaar plaatsvonden.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

De belastingen die ambtshalve worden ingekohierd, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10

De regels aangaande de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999 zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Dit reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2013 het belastingsreglement betreffende de reclameborden, ingesteld door het besluit van de Gemeenteraad van 25 februari 2010.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

8. #Objet : Taxes - Taxe sur les terrains non bâtis - Modification pour 2013 à 2016. #

Le Conseil communal,

Vu l'article 170 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, modifiée par la loi du 17 février 2000 ;

Vu l'A.R. du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 13 mai 2004 ;

Revu le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011, pour les exercices 2012 à 2016 inclus et rendu exécutoire le 26 novembre 2011 ;

Vu que quelques erreurs matérielles se sont glissées dans le texte du règlement mentionné ci-dessus, notamment dans les Articles 1 et 2 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Sur proposition du Collège échevinal du 5 décembre 2012 ;

Par 27 OUI, 1 NON, 17 abstentions, décide :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2013 à 2016 inclus, une taxe annuelle sur les terrains non bâtis.

Par terrain non bâti, il y a lieu d'entendre :

- Soit tout bien immobilier non bâti dont la parcelle cadastrale est l'unité d'identification, conformément aux articles 471 et 472 du CIR 1992 ;
- Soit le bien immobilier repris comme terrain non bâti, d'après la carte de la situation existante de fait du PRAS entré en vigueur le 29 juin 2001 modifiée suivant les autorisations par permis d'urbanisme délivrées ultérieurement à la date d'entrée en vigueur du PRAS.

Article 2

Le taux de la taxe est fixé à 2,00 EUR par mètre carré de superficie et par an tel qu'indiqué dans la matrice cadastrale du terrain concerné.

Une imposition minimale est fixée à 300,00 EUR par terrain non bâti mentionné comme tel dans l'article 1er.

Article 3

La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition, soit par l'emphytéote ou le superficiaire et, subsidiairement par le propriétaire.

Article 4

Sont exonérés de la taxe :

- les terrains appartenant à des personnes de droit public ;
- les terrains non bâtissables tels que définis au PRAS (zones d'espaces verts et zones agricoles, prescriptions particulières – point F) ou dans les PPAS en vigueur.

N'est pas exonéré de la taxe, le propriétaire ayant obtenu une autorisation par permis d'urbanisme à durée limitée comme défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif du 29 janvier 2004.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite

formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans le recouvrement de la taxe.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluider la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluider la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Les règles relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes communales fixées par la loi du 24 décembre 1996 et par l'A.R. du 12 avril 1999 sont applicables dans leur intégralité.

Article 11

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Ce règlement remplace à partir de l'exercice 2013 le règlement de la taxe sur les terrains non bâtis établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

8. Betreft: Belastingen - Belasting op de niet-bebouwde gronden - Wijziging voor 2013 tot 2016.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, gewijzigd door de wet van 17 februari 2000;

Gelet op het K.B. van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake het indienen van een bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het Brusselse Wetboek Inzake Ruimtelijke Ordening van 13 mei 2004;

Gelet op het belastingsreglement op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad dd. 17 november 2011, voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen en uitvoerbaar verklaard op 26 november 2011;

Gelet op enkele materiële fouten die zich voorgedaan hebben in de tekst van het reglement hierboven vermeld, namelijk in Artikels 1 en 2;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Op voorstel van het Schepencollege van 5 december 2012;

Met 27 JA, 1 NEEN, 17 onthoudingen, besluit :

Het reglement betreffende de niet-bebouwde gronden voor de dienstjaren 2013 tot 2016 als volgt vast te stellen:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2013 tot 2016 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de niet-bebouwde gronden.

Onder een niet-bebouwde grond verstaat men:

- Hetzij ieder onbebouwd onroerend goed waarvan het kadastraal perceel de identificatie-eenheid is, overeenkomstig de artikels 471 en 472 van het WIB 1992;
- Hetzij het onroerend goed opgenomen als niet-bebouwde grond, volgens de kaart van de bestaande toestand van het GBP, van kracht geworden op 29 juni 2001, gewijzigd volgens de vergunningen per bouwvergunning geleverd na de datum van de inwerkingtreding van het GBP.

Artikel 2

De belastingvoet is vastgesteld op 2,00 EUR per vierkante meter per oppervlakte en per jaar zoals vermeld in de kadastrale gegevens van de betreffende grond.

Er is een minimale aanslag van 300,00 EUR vastgesteld per niet-bebouwde grond zoals vermeld in artikel 1.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het dienstjaar door de erfpacht, de houder van de oppervlakte of subsidiair door de eigenaar van de grond.

Artikel 4

Worden van de belasting vrijgesteld:

- de gronden die behoren tot publiekrechtelijke personen;
- de niet bouwbare gronden zoals beschreven in het GBP (groene zones en landbouwgronden, bijzondere voorschriften – punt F) of in de BBP's van kracht.

Wordt niet van de belasting vrijgesteld, de eigenaar die een vergunning gekregen heeft per bouwvergunning van beperkte duur zoals beschreven in het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 januari 2004.

Artikel 5

Het gemeentebestuur stuurt een verklaringsformulier naar de belastingplichtige, dat dit document, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarin vermelde vervaldatum, dient terug te sturen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende dienstjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 6

De belastingschuldige is verplicht het gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend schrijven, van alle veranderingen die de invordering van de belasting zouden kunnen wijzigen.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De belastingen die ambtshalve ten kohier gebracht worden, worden als volgt verhoogd overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaalt; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

De regels aangaande de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen vastgesteld door de wet van 24 december 1996 en het K.B. van 12 april 1999 zijn van toepassing.

Artikel 11

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Huidig reglement vervangt vanaf het dienstjaar 2013 het reglement van de belasting op de niet-bebouwde gronden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad dd. 17 november 2011, voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

9. #Objet : Informatique - Achats de matériel et logiciels informatique - GIAL - Approbation des dépenses #

Le Conseil communal,

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 21 novembre 2012 par laquelle il a été décidé de procéder à l'achat de matériel et logiciel informatique via la centrale de marché GIAL ASBL :

- pour un montant de 13.793,26 EUR TVAC à l'article 7340/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 1.346,67 EUR TVAC à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;
- pour un montant de 810,66 EUR TVAC à l'article 1390/123/13 du budget ordinaire de l'exercice 2012 financé par des fonds d'emprunts ;

Vu l'arrête royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées ;

Par 43 OUI, 2 abstentions, décide :

Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

9. Betreft: Informatica - Aankoop van informatica materiaal en logiciëlen - GIAL - goedkeuring van de financieringswijzen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2012 waarbij besloten werd over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal en logiciëlen via de aankoopcentrale van GIAL ASBL :

- voor een bedrag van € 13.793,26 BTWI op artikel 7340/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van € 1.346,67 BTWI op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;
- voor een bedrag van € 810,66 BTWI op artikel 1390/123/13 van de gewone begroting van 2012 gefinancierd door leningsfondsen;

Met 43 JA,2 onthoudingen, besluit :

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

10. Betreft: Nederlandstalig onderwijs - Verlenging Beleidscontract Centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB) van 1.9.2012 tot en met 31.8.2014 voor de scholen Regenboog, Paloke, Tijn Uylenspiegel, Windroos en Windekind.

De Gemeenteraad,

Gelet op het gemeentedecreet, artikel 42;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117;

Gelet op het decreet van 1 december 1998 betreffende de centra voor leerlingenbegeleiding, inzonderheid hoofdstuk V, afdeling 2, artikel 38;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op het beleidscontract met het centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) goedgekeurd bij het besluit van de gemeenteraad in datum van 25 februari 2009 voor de scholen Windekind en Tijn Uylenspiegel/Windroos en in datum van 23 april 2009 voor de scholen Regenboog en Paloke;

Overwegende dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 19 mei 2005 besloten heeft een scholengemeenschap te vormen met de volgende gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen van Sint-Jans-Molenbeek :

- School Regenboog, Ulenstraat 83 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 3798);
- School Paloke, Ninoofsesteenweg 1001 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4151);
- School Windekind, J-B Decockstraat 54 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4135);
- School Tijn Uylenspiegel, De Koninckstraat 65 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4143);

Overwegende dat het college in zijn zitting van 23 november 2010 en de gemeenteraad in zijn zitting van 24 december 2011 een principebeslissing voor de splitsing van school Tijn

Uylenspiegel met 3 vestigingsplaatsen (Tijl Uylenspiegel, Tijltjes en Windroos) op te splitsen in Tijl Uylenspiegel en Windroos;

Overwegende dat een nieuw instellingsnummer voor school Tijl Uylenspiegel werd aangevraagd en dat op datum van 1 september 2011 een nieuw instellingsnummer werd toegekend voor school Tijl Uylenspiegel;

Overwegende dat de Scholengemeenschap 1080 besloten heeft een nieuwe scholengemeenschap te vormen met de volgende gemeentelijke Nederlandstalige basisscholen van Sint-Jans-Molenbeek :

- School Regenboog, Ulenstraat 83 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 3798);
- School Paloke, Ninoofsesteenweg 1001 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4151);
- School Windekind, J-B Decockstraat 54 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 4135);
- School Tijl Uylenspiegel, De Koninckstraat 65 te Sint-Jans-Molenbeek (nr. 129023);
- School Windroos, Kortrijkstraat 52 te Sint-Jans-Molenbeek (4143);

Gelet op het akkoord van het CLB (CLB van de Vlaamse Gemeenschapscommissie), inrichtende macht van het huidige centrum voor leerlingenbegeleiding over de aanpassingen aan het beleidscontract gegeven in datum van 25 februari 2009 voor de scholen Windekind en Tijl Uylenspiegel/Windroos en in datum van 23 april 2009 voor de scholen Regenboog en Paloke;

Overwegende dat een inrichtende macht voor elk van zijn scholen die behoren tot het gewoon basisonderwijs een beleidscontract met een centrum voor leerlingbegeleiding moet hebben;

Overwegende dat het beleidscontract met het centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) goedgekeurd bij het besluit van de gemeenteraad van 25 februari 2009 voor de scholen Windekind en Tijl Uylenspiegel/Windroos en in datum van 23 april 2009 voor de scholen Regenboog en Paloke werd gesloten voor 3 schooljaren;

Overwegende dat het decreet van 1 juni 2011 betreffende de scholengemeenschappen in het basisonderwijs voorziet in een éénmalige overgangperiode waarin een beleidscontract voor twee schooljaren dient te worden afgesloten;

Overwegende dat artikel 1 (§3, punt 2) van dit contract voorziet in een stilzwijgende verlenging tenzij het contract voor 31 december 2013 aangetekend wordt opgezegd;

Overwegende dat een evaluatie tussen besturen zoals voorzien in artikel (35, §2, 1°) van het beleidscontract heeft plaatsgevonden op 23 augustus tijdens het directiecomité van de Scholengemeenschap 1080 met het oog op eventuele aanpassingen aan het beleidscontract;

Gezien het Schepencollege in datum van 21 november 2012;

besluit eenparig :

Enig artikel

Het beleidscontract met het centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) goedgekeurd bij het besluit van de gemeenteraad van 25 februari 2009 voor de scholen Windekind en Tijl Uylenspiegel/Windroos en in datum van 23 april 2009 voor de scholen Regenboog en Paloke stilzwijgend te verlengen voor de periode van 1.9.2012 tot en met 31.8.2014.

11. #Objet : CLES - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) courant du 01/07/2012 au 30/06/2013 - Prolongation simple du PSSP 2007-2010 - Approbation du plan. #

Le Conseil communal,

Considérant qu'un contrat de Sécurité et de Prévention a été conclu par notre commune depuis 1992 avec le Ministère de l'Intérieur et la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Arrêté Royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité ;

Considérant que le Conseil des Ministres du 30 et 31 mars 2004 a décidé des lignes de force des plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Vu l'Arrêté Royal du 7 décembre 2006 relatif aux Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2007 relatif à l'introduction des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;

Considérant que tous les engagements réalisés dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention s'inscrivent dans un plan de politique de prévention intégré et contribuent à une amélioration du climat de sécurité et à une amélioration des conditions de vie du citoyen;

Considérant que le plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007- 2010 a été approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 26 avril 2007 ainsi que la convention y afférente en sa séance du 5 juillet 2007 ;

Vu l'Arrêté Royal du 21 juin 2012 relatif à la prolongation 2012 - 2013 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010 et des dispositifs Gardiens de la Paix ;

Vu la décision du Collège Echevinal du 3 octobre 2012 de prolonger les dispositifs de son Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007 – 2010 et des dispositifs Gardiens de la Paix pour une période de 12 mois à partir du 1^e juillet 2012 jusqu'au 30 juin 2013 ;

Sur proposition du Collège Echevinal du 28 novembre 2012

Par 42 OUI, 1 NON, 2 abstentions, décide :

Article unique

D'approuver et de signer le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention couvrant la période 01/07/2012 – 30/06/2013.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

colleg. 1

Plan stratégique de sécurité et de prévention

MOLENBEEK ST JEAN : PSSP Molenbeek-Saint-Jean 01/07/12-30/06/

periode : 01-07-2012 - 30-06-2013

Entre d'une part :

L'Etat représenté par le Ministre de l'Intérieur, établi Rue de la Loi 2 à 1000 Bruxelles et le Ministre de l'Emploi, établi Rue Ernest Biérot 1 à 1070 Bruxelles, ci-après dénommé L'Etat,

Et d'autre part :

La Commune de MOLENBEEK ST JEAN, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent Monsieur Philippe Moureaux, Bourgmestre et Monsieur Jacques De Winne, Secrétaire communal, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du / / , ci-après dénommée la Commune.

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 8 juin 2012.

Est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

1. Sur base du plan stratégique de sécurité et de prévention et eu égard aux dispositions de l'Arrêté royal et sous réserve des crédits disponibles, un montant annuel de 600.302,08 EUR est attribué à la Commune de MOLFENBEEK ST JEAN.

Le montant de 600.400,00 EUR est alloué au PSSP ;

le montant de 54.118,40 EUR est alloué aux Gardiens de la paix contingent complémentaire Activa 346 ;

le montant de 5.783,68 EUR est alloué aux Gardiens de la paix dispositif 90 Activa

2. Le présent contrat entre en vigueur le 1er juillet 2012 et se termine le 30 juin 2013.

3. Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de l'Etat fédéral de la manière la plus efficace et la plus efficiente, conformément aux dispositions de l'arrêté du 21 juin 2012 et à fournir à la demande toute information utile sur l'affectation de ces subsides, à permettre tout contrôle et à prêter toute l'assistance nécessaire en la matière.

1. DISPOSITIF DE COORDINATION

1.1. Objectifs généraux

1.1.1. *Mettre en place, promouvoir et piloter une politique de prévention locale intégrée et intégrale*

1.1.2. *Mettre en oeuvre le plan stratégique de sécurité et de prévention*

1.2. Objectifs stratégiques

1.2.1. *Assurer le bon fonctionnement administratif, logistique et financier du plan et le suivi avec les autorités subsidiaires*

Objectifs opérationnels

Planification de la restructuration de certains services

Résultats attendus

- Réalisation du cadre organique par service.
- Description des tâches pour chaque service.

Indicateurs

- Redéfinition des services pour le 31/12/2007.
- Reformulation des missions pour le 31/12/2007.
- Etablissement d'une description des tâches de chaque service pour le 31/12/2007.

Recruter le personnel nécessaire et compétent.

Résultats attendus

- Mise en place d'une procédure de recrutement.
- Recrutement de l'ensemble du personnel prévu dans les 6 mois suivant la conclusion du plan.

Indicateurs

- Recrutement effectué 6 mois après l'ouverture d'un poste.
- Existence d'un profil de fonction pour le recrutement du personnel pour le 31/12/2007.
- Existence d'un Comité de sélection pour le 31/12/2007.

Assurer la formation adéquate du personnel

Résultats attendus

- Elargissement des compétences du personnel

Indicateurs

- Existence d'une procédure relative au choix des formations pour le 31/12/2017
- Nombre de formations suivies / nombre de formations prévues > ou = à 80 %.

- Mettre en place un système de classement propre au plan

Résultats attendus

- Réalisation d'un système de classement spécifique dans les 6 mois suivant la conclusion du plan.

Indicateurs

- Existence d'un système de classement propre

- Mettre en place une comptabilité et un suivi spécifique au plan.

Résultats attendus

- Réalisation d'un système de comptabilité spécifique dans les 6 mois suivant la conclusion du plan.
- Réalisation d'un plan de dépense à court, moyen et long terme dans l'année suivant la conclusion du contrat.

Indicateurs

- Existence d'un système de comptabilité spécifique
- Existence d'un article budgétaire spécifique au plan

- Assurer la communication avec l'autorité subsidiaire

Résultats attendus

- Transmission de toute information relative au plan à l'autorité subsidiaire

Indicateurs

- Connaissance des directives établies par l'autorité subsidiaire.

1.2.2. Assurer une synergie entre les différentes actions de prévention communales et une articulation avec la prévention policière zonale

Objectifs opérationnels

- Organiser des concertations locales

Résultats attendus

- Organisation des réunions GPS (Groupes de Planification Sociale)
- Organisation des réunions « Accrochage Scolaire »

Indicateurs

- Nombre de réunions organisées dans le cadre des GPS : > ou = à 4/an/quartier.

- Nombre de réunions organisées « Accrochage Scolaire » > ou = à 2/an.

- Mettre en place des structures de coordination spécifiques au plan.

Résultats attendus

- Constitution du Conseil Consultatif de Prévention (CCP).

- Préparation et suivi du Conseil Consultatif de Prévention.

- Constitution du Comité de Pilotage.

- Préparation et suivi du Comité de Pilotage.

Indicateurs

- Respect des directives réglementaires concernant la constitution du CCP.

- Respect des directives réglementaires concernant la constitution du Comité de pilotage.

- Nombre de réunions annuelles du CCP : > ou = à 2 à partir de 2008.

- Existence et envoi d'un ordre du jour du CCP envoyé aux participants dans les 2 semaines précédant la semaine plénière.

- Nombre de réunions du Comité de pilotage (à partir de 2008) : > ou = à 2/an.

1.2.3. Assurer un processus d'évaluation permanente du plan

Objectifs opérationnels

- Développer des outils d'accompagnement et de suivi.

Résultats attendus

- Réalisation d'outils d'accompagnement et de suivi dans les 6 mois suivant la conclusion du plan.

- Mise à jour des tableaux de bord fournis par l'autorité subsidiaire.

- Réalisation de rapports en conformité avec les directives réglementaires.

Indicateurs

- Existence d'outils d'accompagnement et de suivi : oui/non.

- Réalisation des tableaux de bord dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu) : oui/non.

- Production de rapports d'évaluation intermédiaires et finals dans le respect des directives réglementaires (délai/forme/structure/contenu) : oui/non.

- Mise en place de structures de concertation propres à l'évaluation.

Résultats attendus

- Mise en place de réunions internes semestrielles relatives à l'évaluation.

Indicateurs

- Nombre de réunions annuelles relatives à l'évaluation > ou = à 2/an.

- Suivi et Mise à jour du Diagnostic Local de Sécurité (DLS).

Résultats attendus

- Actualisation annuelle du DLS.
- Mise en place l'équipe de rédaction.

Indicateurs

- Production annuelle d'un état des lieux relatif au DLS.
- Désignation des membres pour le 31/06/2007.
- Nombre de réunions du comité de rédaction (en 2007 > ou = à 1/an / à partir de 2008 > ou = à 2/an).

1.2.4. Assurer une information à la population

Objectifs opérationnels

- Développer des outils spécifiques de communication concernant les initiatives prises au niveau local en matière de prévention.

Résultats attendus

- Réalisation d'un état des lieux relatif aux divers supports/canaux de communication existant au niveau local dans les 6 mois suivant la conclusion du plan.
- Utilisation rationnelle des différents supports de communication.

Indicateurs

- Existence d'un état des lieux dans les 6 mois suivant la conclusion du plan.
- Existence de brochures de présentation du service.

- Assurer une visibilité des services de prévention.

Résultats attendus

- Utilisation rationnelle des différents supports de communication.
- Identification spécifique du service communal de prévention au sein des autres services communaux.

Indicateurs

- Place et statut du service de prévention au sein de l'organigramme communal.

- Existence de brochures de présentation du service d'ici janvier 2008.

- Visibilité du bâtiment hébergeant le service de prévention d'ici septembre 2007.

2. VOL DE ET DANS VÉHICULES

Bien que d'après les statistiques criminelles 2005, le vol avec violence dans les véhicules (principalement sac-jacking) a légèrement diminué, les conséquences de tels actes criminels sont extrêmement importantes pour les victimes et, par delà, leurs entourages familial et social.

D'une part, notre souhait est de poursuivre le travail accompli via le projet KICOT qui a pour objectif d'encadrer et de sensibiliser les sac-jackers (multirécidivistes) au travers des actions citoyennes et humanitaires. Le groupe sera composé de 6 à 8 jeunes ayant acquis un « statut » par leurs méfaits. Ce projet s'inscrit dans la recherche - action, à savoir : l'exécution des différentes actions du projet est fonction de la capacité des jeunes à percevoir les actions initiées à son encontre et y à répondre de manière adéquate. Le projet tel que conçu, s'adapte au contexte événementiel, à la motivation et au rythme imprimé par ces jeunes.

D'autre part, nous souhaitons agir sur ces phénomènes via une présence préventive de nos APS aux endroits stratégiques.

2.1. Objectifs généraux

2.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol de et dans véhicules et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

2.2. Objectifs stratégiques

2.2.1. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

- Prévenir ce type de vols par une présence physique des APS aux endroits stratégiques.

Résultats attendus

- Délimitation des espaces à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) d'ici janvier 2008.
- Présence minimale des gardiens de la paix en nombre, jour et heures prescrites

Indicateurs

- Délimitation des espaces à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) : oui/non.
- Affectation effective de 6 gardiens de la paix sur le terrain
- Prescription par les gardiens de la paix d'un minimum de 45h par mois de présence sur le terrain.
- Minimum 3 rondes gardiens de la paix par jour ouvrable.

2.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Informer les autorités compétentes des questions touchant la problématique.

Résultats attendus

- Meilleure connaissance du phénomène.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluatrice interne.
- Elaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'Autorité subsidiaire.

2.2.3. Favoriser la resocialisation des jeunes en difficultés

Objectifs opérationnels

- Aller à la rencontre des auteurs de ce type de vols.

Résultats attendus

- Etablissement de contacts avec les principaux sac-jackers.

Indicateurs

- Nombre de jeunes ayant eu un contact direct avec les éducateurs du projet KICOT (> ou = à 10 par an).
- Nombre de jeunes touchés de manière indirecte par le projet Kicot (> ou = à 30 par an).
- Proposer aux jeunes ayant commis de tels actes, un accompagnement individualisé visant leur réinsertion sociale.

Résultats attendus

- Inscription des jeunes dans des démarches citoyennes et humanitaires.

Indicateurs

- Nombre de personnes ayant bénéficié d'un suivi visant la réinsertion sociale : > ou = à 5/an
- Nombre de projets organisés pour les bénéficiaires du projet Kicot : > ou = à 2/an.
- Nombre de contacts structurés et formels (réunion, préparation de projet...) entre les animateurs et le groupe de jeunes faisant partie du projet Kicot : > ou = à 12/an.

3. VOL À LA TIRE

La commune de Molenbeek-Saint-Jean a depuis plus de quinze ans mis en place une stratégie de redéveloppement du tissu commercial sur l'ensemble de son territoire. Précisons toutefois que le centre de la commune, également appelé le Molenbeek historique, connaît quotidiennement une affluence importante. Dès lors, les noyaux commerciaux constituent des endroits stratégiques pour les personnes commettant des vols à la tire. C'est pourquoi, il est important de garantir la sécurité de la population fréquentant ces noyaux commerciaux. Par une présence quotidienne principalement aux heures d'affluence, nous souhaitons lutter activement contre cette forme de délinquance dommageable pour notre stratégie communale de développement économique et commercial.

3.1. Objectifs généraux

3.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol à la tire et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

3.2. Objectifs stratégiques

3.2.1. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

- Prévenir ce type de vols par une présence physique des APS aux endroits stratégiques.

Résultats attendus

- Délimitation des espaces dits à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) d'ici janvier 2008.
- Présence minimale des gardiens de la paix en nombre, jours et heures prestées.

Indicateurs

- Délimitation des espaces dits à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) ou non
- Affectation effective de 6 gardiens de la paix sur le terrain.
- Prestation par les gardiens de la paix d'un minimum de 45h par mois de présence sur le terrain.
- Minimum 3 rondes gardiens de la paix par jour ouvrable.

3.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Instaurer des concertations avec d'autres partenaires (tels les agents STIB, les agents de techno prévention...).

Résultats attendus

- Meilleure approche du phénomène.

Indicateurs

- Nombre de réunions de coordination : \geq ou $=$ à 3 /an]

- Informer les usagers des transports en commun.

Résultats attendus

- Améliorer l'information des usagers.

Indicateurs

- Nombre de campagnes de distribution de tracts : \geq ou $=$ à 2 par an.

- Informer les autorités compétentes des questions touchant la problématique.

Résultats attendus

- Meilleure connaissance du phénomène.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluatrice interne.

- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'Autorité subsidiaire

A. VOL À L'ÉTALAGE

Molenbeek-Saint-Jean, comme il a été stipulé dans le cadre du phénomène 2 (vol à la tire) souhaite poursuivre sa stratégie de développement économique. La présence d'APS si elle permet de prévenir des vols à la tire, permet également de prévenir les vols à l'étalage. Il est en effet primordial que les commerçants puissent compter sur la présence dissuasive des APS pour « protéger » les biens de leur commerce.

4.1. Objectifs généraux

4.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol à l'étalage et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

4.2. Objectifs stratégiques

4.2.1. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

- Prévenir ce type de vols par une présence physique des APS aux endroits stratégiques.

Résultats attendus

- Délimitation des espaces dits à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) d'ici janvier 2008.
- Présence minimale des gardiens de la paix en nombre, jours et heures prestées

Indicateurs

- Délimitation des espaces dits à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) : oui/non.
- Affectation effective de G gardiens de la paix sur le terrain.
- Prestation par les gardiens de la paix d'un minimum de 45h par mois de présence sur le terrain.
- Minimum 3 rondes gardiens de la paix par jour ouvrable.

4.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Informer les autorités compétentes des questions touchant la problématique.

Résultats attendus

- Meilleure connaissance du phénomène.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluation interne.
- Elaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'autorité subsidiaire.

5. VIOLENCE INTRAFAMILIALE

D'une manière générale, nous constatons que depuis une dizaine d'années, les violences intrafamiliales commencent à sortir de la sphère des sujets tabous. Les communications au travers des différents médias, le nombre de plaintes enregistrées relatives à ces violences, ... démontrent qu'il s'agit d'une réalité, malheureusement, trop présente pour bon nombre de citoyens. Par ailleurs, de par le caractère multiculturel de notre commune, il est important de créer des espaces privilégiés pour qu'un travail spécifique puisse être mené avec certaines populations concernant cette problématique. Pouvoir être écouté, informé, conseillé et être assisté dans les démarches est donc primordial afin d'agir directement ou préventivement sur ce phénomène auquel sont principalement exposés les femmes et les enfants. Cette démarche spécifique doit continuer à s'opérer notamment dans une espace privilégié créé par la commune de Molenbeek-Saint-Jean il y a quelques années : la Maison de la Femme.

5.1. Objectifs généraux

5.1.1. Prévenir, détecter et limiter la violence intrafamiliale et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

5.2. Objectifs stratégiques

5.2.1. Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

- *Sensibiliser la population tant féminine que masculine à cette forme de violence.*

Résultats attendus

- Organisation des rencontres-débats.

Indicateurs

- Nombre de débats organisés : > ou = à 2/an.

- Nombre de participants aux débats : > ou = à 25 participants/débat.

- *Proposer un accompagnement psychosocial et juridique aux victimes de violences intrafamiliales.*

Résultats attendus

- Tenue de permanences permettant l'accompagnement psychosocial et juridique.

Indicateurs

- Organisation de minimum 5 demies journées par semaine d'une permanence sociale au cours de laquelle les personnes peuvent s'adresser pour permanences sociale

- Nombre de suivis assurés : > ou = à 40 par an

- Nombre total d'entretiens réalisés dans le cadre de cette problématique : > ou = à 100 par an.

5.2.7. Promouvoir une approche intégrée et intégrale.

Objectifs opérationnels

- Instaurer un partenariat entre les structures communales et parcommunales s'occupant de cette problématique.

Résultats attendus

- Mise en place d'un cadre de concertation d'ici janvier 2008.

Indicateurs

- Nombre de réunions de coordination : > ou = à 2 par an (à partir de 2006).
- Informer les autorités compétentes sur tous les problèmes rencontrés lors de leurs missions.

Résultats attendus

- Meilleure prise en compte du phénomène

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluation interne
- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'autorité subsidiaire

6. VIOLENCE LORS D'ÉVÉNEMENTS ET MANIFESTATIONS PUBLIQUES

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean met en place pour toute manifestation publique importante un dispositif préventif afin d'encadrer certains événements pouvant être propices à des débordements ou troubles de l'ordre public. Ainsi, des événements tels que les tournois sportifs internationaux (football essentiellement), les braderies, le marché, la période de ramadan (nombre important de personnes non molenbeekoise venant faire leurs courses sur l'entité communale), festivités culturelles,... Par ailleurs, ce dispositif peut également agir quand des situations de crise se présentent (mouvement de foule, violence réactionnelle,...).

6.1. Objectifs généraux

6.1.1. Prévenir, détecter et limiter la violence lors d'événements et manifestations publiques et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

6.2. Objectifs stratégiques

6.2.1. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

- Développer une action de prévention secondaire en période de crise, action ciblée sur les personnes perturbatrices et leur entourage.

Résultats attendus

- Maintien du calme dans la commune notamment par la présence préventive des agents sur le terrain.

Indicateurs

- Existence d'un dispositif d'intervention en période de crise d'ici janvier 2008
- Nombre de réunion de briefing du dispositif préventif en période de crise : > ou = à 1
- Nombre de réunion de débriefing du dispositif préventif après une situation de crise > ou = à 1.

- Développer une action de prévention secondaire pour les manifestations prévues afin d'éviter tout débordement

Résultats attendus

- Maintien du calme notamment par la présence préventive des agents sur le terrain.

Indicateurs

- Existence d'un dispositif préventif d'intervention pour des manifestations prévues ou non.
- Nombre de réunion de briefing du dispositif préventif d'intervention pour des manifestations prévues : > ou = à 1.

- Nombre de réunion de débriefing du dispositif préventif d'intervention pour des manifestations prévues : > ou = à 1.

6.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Collaborer avec les différents opérateurs présents lors des manifestations (organisateur, police, ...) qu'elles soient prévues ou en cas de crise.

Résultats attendus

- Amélioration de la collaboration entre tous les opérateurs.

Indicateurs

- Nombre de réunion de briefing entre les différents opérateurs et les membres du dispositif préventif d'intervention pour des manifestations (de crise ou prévues) : > ou = à 1.
- Nombre de réunion de débriefing entre les différents opérateurs et les membres du dispositif du dispositif préventif d'intervention pour des manifestations (de crise ou prévues) : > ou = à 1.
- Informer les autorités compétentes sur tous les problèmes rencontrés lors de leurs missions.

Résultats attendus

- Meilleure prise en compte du phénomène.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluatrice interne.
- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'Autorité subsidiaire.

7. DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Tous les services de la Cellule de Lutte contre l'exclusion Sociale, ayant comme public cible « les jeunes », travaillent dans le cadre de la prévention primaire en matière de délinquance. En effet, que ce soit à travers d'animations socio-sportives, de débats, d'activités socioculturelles, bref par le biais d'outils pédagogiques et éducatifs, notre objectif n'est autre que de permettre à chaque jeune de choisir, d'opter pour des comportements positifs et citoyens au sein desquels prédomine le respect d'autrui quels que soient ses attributs.

Parallèlement à ces actions, il est également essentiel d'apporter une écoute, un soutien et un accompagnement social aux autres jeunes qui pour diverses raisons ont opté pour des comportements délictueux et négatifs. Cet accompagnement ne peut se faire en attendant ces jeunes dans un bureau car il n'est pas dans leur habitude de « toquer » à la porte. Il s'agit plutôt au travers d'une démarche proactive de les rencontrer dans leur milieu de vie (le quartier), de les accrocher socialement, de les sortir de la spirale de la délinquance en leur proposant d'autres alternatives comportementales.

7.1. Objectifs généraux

7.1.1. Prévenir, détecter et limiter la délinquance juvénile et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

7.2. Objectifs stratégiques

7.2.1. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

- Assurer une présence physique des gardiens de la paix aux endroits stratégiques.

Résultats attendus

- Délimitation des espaces dits à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) d'ici janvier 2008.
- Présence minimale des gardiens de la paix en nombre, jours et heures prescrites.

Indicateurs

- Délimitation des espaces dits à risque (chaussées, carrefours sensibles et lieux de rassemblement de jeunes) : oui/non.
- Affectation effective de 6 gardiens de la paix sur le terrain.
- Prestation par les gardiens de la paix d'un minimum de 45h par mois de présence sur le terrain.
- Minimum 3 rondes gardiens de la paix par jour ouvrable.

7.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Informer les autorités compétentes des questions touchant le phénomène.

Résultats attendus

- Meilleure connaissance du phénomène.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluation interne
- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'Autorité subsidiaire.

7.2.3. Favoriser la resocialisation des jeunes en difficultés

Objectifs opérationnels

- Aller à la rencontre des jeunes dits à risques ou auteurs d'actes délictueux.

Résultats attendus

- Établissement de contacts avec les jeunes dits à risques ou auteurs d'actes délictueux par les éducateurs du projet Escot et du Pont.

Indicateurs

- Nombre de jeunes touchés par les éducateurs : > ou = à 30.
- Nombre de jeunes pour lesquels un suivi psychosocial est assuré par les éducateurs > ou = à 10.

8. DÉCROCHAGE SCOLAIRE

La commune de Molenbeek-Saint-Jean, que ce soit au travers de différents projets (Dispositif d'accrochage Scolaire (DAS), Accrochage scolaire (contrat de sécurité - Région de Bruxelles Capitale, Fonds Sommetts Européens, ...) s'est donnée comme objectif de structurer toutes ces actions au sein d'une même cellule dépendant de la CLES (Cellule de Lutte contre l'Exclusion Sociale) afin de proposer à chaque école un programme cohérent visant à lutter contre le décrochage scolaire.

Il va de soi que cet objectif n'est réalisable que si des lieux de dialogue entre tous les partenaires (direction, conseil pédagogique, parents, élèves et/ou étudiants et intervenants externes) existent tout en sachant qu'il faut prendre en compte les compétences et expertises de chacun et tenir compte des contraintes institutionnelles auxquelles chacun est soumis.

Dans le cadre de notre plan stratégique, un service tel qu'Antenne J au travers de ses multiples missions est un partenaire incontournable de ce dispositif.

8.1. Objectifs généraux

8.1.1. Prévenir, détecter et limiter le décrochage scolaire et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

8.2. Objectifs stratégiques

8.2.1. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Créer une coordination locale en matière d'Accrochage Scolaire.

Résultats attendus

- Meilleure approche du phénomène « décrochage scolaire ».

Indicateurs

- En 2007, organisation de réunions visant à la mise en place de cette coordination: >

ou = à 4

- Organisation de réunions de concertations avec les acteurs actifs en matière de décrochage scolaire: > ou = à 4/an (à partir de 2008).

- Informer les autorités compétentes sur tous les problèmes rencontrés lors de leurs missions.

Résultats attendus

- Meilleure prise en compte du phénomène.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluatrice interne.

- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'autorité subsidiaire.

A 2.2 Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

- Informer tout mineur dans le cadre de ses choix scolaires (inscriptions, écoles, filières,...).

Résultats attendus

- Meilleure information des jeunes en matière de choix scolaires.

Indicateurs

- Existence d'une permanence extra-muros au cours de laquelle les demandes des mineurs peuvent être rencontrées : 5 demi-journées par semaine.

- Assurer la médiation en cas de conflit entre l'école et le jeune.

Résultats attendus

- Via la participation au Dispositif d'Accrochage Scolaire, identification et intervention plus rapide des acteurs susceptibles d'agir préventivement en matière de décrochage scolaire.
- Via la participation au Dispositif d'Accrochage Scolaire, identification et intervention plus rapide des acteurs susceptibles d'agir lorsque se présente une situation de décrochage scolaire.

Indicateurs

- Existence d'une liste de partenaires susceptibles d'intervenir préventivement au sein des écoles lorsqu'une situation de décrochage scolaire se présente et ce, en fonction de problématiques spécifiques pour le 31/12/2007.
- Existence d'une liste de partenaires susceptibles d'intervenir au sein des écoles lorsqu'une situation de décrochage scolaire se présente et ce, en fonction de problématiques spécifiques pour le 31/12/2007.
- Nombre d'intervention relative à la prise en charge de situations de décrochage scolaire : lorsqu'il se pose une situation de décrochage scolaire : > ou = à 10 suivis par an (à partir de 2008)

9. NUISANCES PUBLIQUES LIÉES À L'USAGE DE DROGUE

Au cours de cette année 2007, nous souhaitons fusionner le Pont et le SCAPJ afin de pouvoir offrir à tout molenbeekois incarcéré un suivi psychologique, social, et un aide à la (ré)insertion socioprofessionnelle.

Parallèlement à cet offre psychosociale spécialisée, il est nécessaire d'entamer un travail de rue afin d'aller à la rencontre dans les lieux stratégiques (Ribaucourt, parc Bonnevie....) des usagers de drogues non incarcérés afin de leur faire offre de service. Ce travail de maraude s'inspirant des techniques d'approche et d'accompagnement des sans-abris, est essentiel dans une approche intégrée du phénomène « toxicomanie ». Il ne s'agit pas de se contenter d'attendre la demande, mais en allant la susciter chez l'usager au travers de techniques spécifiques permettant de les (re)mettre en projet. Ce type d'approche est identique à celle menée au travers du projet Kicot.

9.1. Objectifs généraux

9.1.1. Prévenir, détecter et limiter les nuisances publiques liées à l'usage de drogue et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

9.2. Objectifs stratégiques

9.2.1. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Planifier la fusion entre les services Scapi et le Pont.

Résultats attendus

- Fusion des deux services pour le 31/12/2007.

Indicateurs

*- Définition du service pour le 31/12/2007 : oui/non.
- Formulation des missions pour le 31/12/2007 : oui/non*

- Assurer une collaboration au projet Transit (accueil d'urgence et hébergement des usagers de drogues).

Résultats attendus

*- Respect de tous les engagements mentionnés dans le cadre de la convention de partenariat avec Transit.
- Participation financière annuelle à la mise en place du projet Transit.*

Indicateurs

- Nombre d'obligations à charge de la commune respectées, dans le cadre de la convention de partenariat avec Transit (respect chaque année de l'ensemble des

obligations prévues) oui/non.

- Respect des engagements financiers : oui/non.

- Promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre professionnels communaux en matière de prévention des drogues (soutien du projet Coordination locale drogues Bruxelles).

Résultats attendus

- Développement de collaborations avec Transk notamment dans le cadre des réunions mises en place par la CLDB.

Indicateurs

- Nombre de réunions organisées par la CLDB auxquelles participent les responsables de projet du service prévention (nombre > ou = à 5 par an).

- Informer les autorités compétentes sur tous les problèmes rencontrés lors de leurs missions.

Résultats attendus

- Meilleure prise en compte du phénomène

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluation interne
- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'Autorité subsidiaire

9.2.2. Favoriser la resocialisation des usagers de drogues

Objectifs opérationnels

- Aller à la rencontre des usagers de drogues dans leur milieu afin d'amorcer le dialogue et de leur proposer une « accroche ».

Résultats attendus

- Assurer un travail de rue afin d'entrer en contact avec cette population

Indicateurs

- Nombre d'heures par semaine consacrées au travail de rue : > ou = à 10 heures par semaine (à partir de 2008)

- Proposer un accompagnement psychosocial à toute personne présentant des problématiques liées à la toxicomanie.

Résultats attendus

- Un accompagnement psychosocial pour tout usager.

Indicateurs

- Nombre d'usagers suivis dans ce cadre : > ou = à 75 usagers par an.

- Orienter, si besoin, tout usager de drogue vers des structures de crise (Transit) ou médicales (hôpitaux de jour, centres thérapeutiques,...)

Résultats attendus

- Orientation, si besoin, des usagers pour une prise en charge par des structures de crise et/ou médicales

Indicateurs

- Minimum 75 % des usagers demandeurs d'une prise en charge ont reçu une proposition d'orientation dans les 10 jours.
- Proposer une aide à la réinsertion socioprofessionnelle à toute personne présentant des problématiques liées à la toxicomanie.

Résultats attendus

- Un accompagnement dans la réinsertion socioprofessionnelle pour tout usager.

Indicateurs

- Nombre d'usagers suivis dans ce cadre : > ou = à 30 usagers par an
- Délai entre une demande de suivi de ce type et le suivi effectif : < 1 mois.

10. NUISANCES SOCIALES

Afin d'améliorer le cadre de vie de chaque molenbeekois, il est essentiel que des réponses puissent être trouvées à la majorité des nuisances sociales. Par le passé, trop de plaintes étaient classées sans suite parce que cela ne constituait pas une priorité pour la Justice. Pourtant, la somme de toutes ces plaintes « moins importantes » contribue significativement à augmenter le sentiment d'insécurité voire l'insécurité dans nos quartiers.

Au travers de cette approche, nous souhaitons insister sur l'importance du dialogue comme outil principal capable d'amener des individus en désaccord à trouver une solution à leur conflit.

C'est pourquoi la commune de Molenbeek-Saint-Jean a créé il y a 5 ans le service de médiation locale qui tente de répondre à l'ensemble des nuisances sociales (sonores, tapage nocturne, actes de vandalisme, incivilités, ...) pénalement punissables, mais rarement poursuivies afin que chacun puisse être entendu par rapport à ses plaintes.

10.1. Objectifs généraux

10.1.1. *Prévenir, détecter et limiter les nuisances sociales et/ou le sentiment d'insécurité y relatif*

10.2. Objectifs stratégiques

10.2.1. *Diminuer les effets négatifs liés à la victimisation*

Objectifs opérationnels

- Proposer une alternative à l'action judiciaire pour des conflits mineurs

Résultats attendus

- Instauration du dialogue dans la résolution des conflits entre les personnes
- Offre d'un espace d'expression et d'écoute des parties à la cause.

Indicateurs

- Nombre de personnes ayant demandé ce service : > ou = à 40.
- Nombre d'entretiens réalisés : > ou = à 100

- Assurer un accompagnement socio-juridique aux justiciables.

Résultats attendus

- Amélioration de l'accompagnement à tous molenbeekois.

Indicateurs

- Nombre de personnes accompagnées dans ce cadre : > ou = à 400.
- Nombre d'entretiens effectués dans ce cadre : > ou = à 800.

10.2.2. *Promouvoir une approche intégrée et intégrale*

Objectifs opérationnels

- Transmettre les informations quant à l'issue de la médiation et ou des suivis aux autorités compétentes.

Résultats attendus

- Meilleure connaissance du phénomène par les autorités.

Indicateurs

- Transmission des rapports trimestriels à l'évaluatrice interne.
- Élaboration d'un rapport annuel à l'attention de l'autorité subsidiaire.

Ce plan stratégique de sécurité et de prévention a été signé à Bruxelles
le / /

Chaque partie intéressée déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour l'Etat fédéral,

Madame Joëlle MILQUET, Ministre de l'Intérieur

et

Madame Monica DE CONINCK, Ministre de l'Emploi

Pour la Commune,

Monsieur Philippe MOUREAUX, Bourgmestre

et

Monsieur Jacques De WINNE, Secrétaire communal

11. Betreft: CBSU - Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 01/07/2012 tot 30/06/2013 - Verlenging van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007-2010 - Goedkeuring van het plan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat onze gemeente sinds 1992 een Veiligheids- en Preventiecontract heeft afgesloten met het Ministerie van Binnenlandse Zaken en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 27 mei 2002 dat de voorwaarden vastlegt waaraan de gemeenten moeten voldoen om te genieten van een financiële toelage binnen het kader van een overeenkomst betreffende criminaliteitspreventie;

Overwegende dat de Ministerraad van 30 en 31 maart 2004 de krachtlijnen van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen bepaald heeft;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 7 december 2006 betreffende de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 15 januari 2007 met betrekking tot de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen;

Overwegende dat alle verbintenissen binnen het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan in het kader passen van een geïntegreerde preventiepolitiek en bijdragen tot een verbetering van het veiligheidsklimaat en de levensomstandigheden van de burger;

Overwegende dat het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007 – 2010 goed gekeurd werd door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 26 april 2007 evenals bijbehorende overeenkomst tijdens de zitting van 5 juli 2007;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 juni 2012 betreffende de verlenging 2012 – 2013 van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen 2007-2010 en de dispositieven Gemeenschapswachten;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 3 oktober 2012 de dispositieven van zijn Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007 – 2010 en de dispositieven Gemeenschapswachten te verlengen voor een periode van 12 maanden, en dit vanaf 1 juli 2012 tot 30 juni 2013;

Op voorstel van het Schepencollege van 28 november 2012;

Met 42 JA, 1 NEEN, 2 onthoudingen, besluit :

Enig artikel

Het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode 01/07/2012 – 30/06/2013 goed te keuren en te ondertekenen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

Ontwerp - Strategisch Veiligheids- en Preventieplan

SINT-JANS-MOLENBEEK : SVPP Sint-Jans-Molenbeek

01/07/12-30/06/13

Periode : 01-07-2012 - 30-06-2013

Tussen enerzijds :

de Staat vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevestigd in de Wetstraat 2 te 1000 Brussel, en door de Minister van Werk, gevestigd in de Ernest Blérot 1 te 1060 Brussel, verder "de Staat" genoemd,

En anderzijds :

De gemeente SINT-JANS-MOLENBEEK, vertegenwoordigd door de Gemeenteraad, waarvoor optreden de Heer Philippe MOUREAUX, Burgemeester en de Heer Jacques De Winne, Gemeentesecretaris, en die handelen in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van ___/___/___, en die verder "de gemeente" worden genoemd

Handelend in uitvoering van de beslissing van de Ministerraad van 6 juni 2012 Wordt

afgesproken wat volgt

Algemene bepalingen

1 Op basis van dit strategisch veiligheids- en preventieplan en rekening houdend met de bepalingen in het Ministerieel Besluit van uitvoering en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, wordt een bedrag van 660.302,08 EUR toegekend aan de gemeente SINT-JANS-MOLENBEEK.

Het bedrag van 600.400,00 EUR wordt toegekend via het SVPP.

Het bedrag van 54.118,40 EUR wordt toegekend via het bijkomend contingent gemeenschapswachten Activa 346.

Het bedrag van 5.783,68 EUR wordt toegekend via het dispositief gemeenschapswachten Activa 90.

2 Dit strategisch veiligheids- en preventieplan treedt in werking op 1 juli 2012 en eindigt op 30 juni 2013.

3 De lokale overheden verbinden er zich toe de subsidies van de federale Staat zo doeltreffend en efficiënt mogelijk te besteden, conform de voorschriften van het besluit van 21 juni 2012 en op verzoek alle mogelijke uitleg over de aanwending van de subsidies te verstrekken. Zij aanvaarden iedere controle en zullen er hun medewerking aan verlenen.

1 DISPOSITIEF COÖRDINATIE

Algemene doelstellingen

- Tot stand brengen, bevorderen en besturen van een lokaal geïntegreerd en integraal preventiebeleid.
- Aanwending van het strategisch veiligheids- en preventieplan.

Strategische doelstelling 1 : Een goede administratieve, logistieke en financiële werking van het plan en opvolging met de subsidiërende autoriteiten verzekeren

Operationele doelstelling 1

- Plannen van de herstructurering van bepaalde diensten.

Te verwachten resultaten

- Realisatie van het organieke kader per dienst.
- Beschrijving van de taken voor elke dienst.

Indicatoren

- Herdefiniëring van de diensten voor 31/12/2007.
- Herformuleren van de opdrachten voor 31/12/2007.
- Opstellen van een taakbeschrijving van elke dienst voor 31/12/2007.

Operationele doelstelling 2

- Het noodzakelijke en bekwaame personeel aanwerven.

Te verwachten resultaten

- Het uitwerken van een aanwervingprocedure.
- Aanwerving van het voltallige voorziene personeel binnen de 6 maanden volgend op het afsluiten van het plan.

Indicatoren

- Aanwerving gerealiseerd 6 maanden na het openstellen van een betrekking.
- Het bestaan van een functieprofiel voor het aanwerven van het personeel voor 31/12/2007.
- Het bestaan van een selectiecomité voor 31/12/2007.

Operationele doelstelling 3

- De adequate vorming van het personeel verzekeren.

Te verwachten resultaat

- Uithouden van de bekwaamheden van het personeel.

Indicatoren

- Het bestaan van een procedure betreffende de keuze van de opleidingen voor 31/12/2007.

- Aantal gevolgde opleidingen : aantal voorzien opleidingen \geq 80 %.

Operationele doelstelling 4

- Een klasseringsstelsel, eigen aan het plan, uitwerken.

Te verwachten resultaat

- Realisatie van een klasseringsstelsel eigen aan het plan binnen de 6 maanden volgend op het afsluiten van het plan.

Indicatoren

- Het bestaan van een klasseringsstelsel eigen aan het plan.

Operationele doelstelling 5

- Een boekhouding en opvolging uitwerken specifiek voor het plan.

Te verwachten resultaten

- Realisatie van een specifiek boekhoudingsstelsel binnen de 6 maanden volgend op het afsluiten van het plan.
- Realisatie van een uitgavenstaat op korte, middellange en lange termijn binnen het jaar volgend op het afsluiten van het plan.

Indicatoren

- Het bestaan van een specifiek boekhoudingsstelsel.
- Het bestaan van een specifiek budgetartikel voor het plan.

Operationele doelstelling 6

- De communicatie met de subsidiërende overheid verzekeren.

Te verwachten resultaat

- Overdracht van alle informatie aangaande het plan aan de subsidiërende overheden.

Indicator

- Kennis van de richtlijnen opgesteld door de subsidiërende overheid.

Strategische doelstelling 2 : Een samenwerkingsverband tussen de verschillende lokale preventieacties en een afstemming met de zonale positionele preventie verzekeren

Operationele doelstelling 1

- Organiseren van lokaal overleg.

Te verwachten resultaten

- Organiseren van GSP-vergaderingen : Groepen voor sociale planning.
- Organiseren van vergaderingen "Schoolverzuim".

Indicatoren

- Aantal georganiseerde vergaderingen in het kader van de GSP : \geq 4/jaar/wijk.
- Aantal georganiseerde vergaderingen "Schoolverzuim" \geq 2/jaar.

Operationele doelstelling 2

- Coördinatiestructuren eigen aan het plan uitwerken.

Te verwachten resultaten

- Oprichting van de Consultatieve Preventieraad (CPR).
- Voorbereiding en opvolging van de Consultatieve Preventieraad.
- Oprichting van het Pilotcomité.
- Voorbereiding en opvolging van het Pilotcomité.

Indicatoren

- Respecteren van de reglementaire richtlijnen aangaande de oprichting van de CPR.
- Respecteren van de reglementaire richtlijnen aangaande de oprichting van het Pilotcomité.
- Aantal jaarlijkse vergaderingen van de CPR : ≥ 2 vanaf 2008.
- Het bestaan en opsturen van een dagorde van de CPR aan de deelnemers binnen de 2 weken voorafgaand aan de bijeenkomst.
- Aantal vergaderingen van het Pilotcomité (vanaf 2008) : ≥ 2/jaar.

Strategische doelstelling 3 : Een permanent evaluatieproces van het plan verzekeren
--

Operationele doelstelling 1

- Begeleidings- en opvolgingsinstrumenten uitwerken.

Te verwachten resultaten

- Het realiseren van begeleidings- en opvolgingsinstrumenten binnen de zes maanden volgend op het afsluiten van het plan.
- Bijwerken van de boordtabellen die door de subsidiërende overheid ter beschikking werden gesteld.
- Uitwerken van rapporten die in overeenstemming zijn met de voorgeschreven richtlijnen.

Indicatoren

- Het bestaan van begeleidings- en opvolgingsinstrumenten : ja/nee.
- Uitwerking van boordtabellen rekening houdende met de voorgeschreven richtlijnen (termijn, vorm, structuur, inhoud) : ja/nee.
- Uitwerking van tussentijdse en finale evaluatierapporten rekening houdende met de voorgeschreven richtlijnen (termijn, vorm, structuur, inhoud) : ja/nee.

Operationele doelstelling 2

- Overlegstructuren installeren eigen aan de evaluatie.

Te verwachten resultaat

- Installeren van interne semestriële vergaderingen betreffende evaluatie.

Indicator

- Aantal jaarlijkse vergaderingen betreffende evaluatie ≥ 2/jaar.

Operationele doelstelling 3

- Opvolging en bijwerking van de lokale veiligheidsdiagnostiek (LVD) .

Te verwachten resultaat

- Jaarlijkse actualisering van de lokale veiligheidsdiagnostiek.
- Oprichten van het redactieteam.

Indicator

- Jaarlijkse uitwerking van een stand van zaken betreffende de lokale veiligheidsdiagnostiek.
- Aanwijzen van de leden voor 31/06/2007.
- Aantal vergaderingen van het redactiecomité (in 2007 ≥ 1/jaar / vanaf 2008 ≥ 2/jaar).

Strategische doelstelling 4 : Verzekeren van informatie naar de bevolking

Operationele doelstelling 1

- Specifieke communicatie-instrumenten ontwikkelen betreffende de initiatieven genomen op het lokale niveau op het gebied van preventie.

Te verwachten resultaten

- Realisatie van een stand van zaken betreffende de steun/kanalen van communicatie die er bestaan op het lokale niveau binnen de zes maanden volgend op het afsluiten van het plan.
- Rationeel gebruik van de verschillende communicatiekanalen.

Indicatoren

- Het bestaan van een stand van zaken binnen de zes maanden volgend op het afsluiten van het plan.
- Het bestaan van brochures van de preventiedienst.

Operationele doelstelling 2

- Een zichtbaarheid van de preventiediensten verzekeren.

Te verwachten resultaten

- Rationeel gebruik van de verschillende communicatiekanalen.
- Specifieke identificatie van de gemeentelijke preventiedienst te midden van de andere gemeentelijke diensten.

Indicatoren

- Plaats en statuut van de preventiedienst te midden van het gemeentelijk organigram.
- Het bestaan van brochures van de preventiedienst vóór januari 2008.
- Zichtbaarheid van het gebouw van de preventiedienst vóór september 2007.

2 : DIEFSTAL VAN EN IN AUTO'S

BESCHRIJVING

Hoewel de diefstal met geweld in voertuigen (hoofdzakelijk sac-jacking) volgens de criminaliteitsstatistieken van 2005 een beetje gedaald is, zijn de gevolgen van dergelijke criminale daden voor zowel de slachtoffers als hun familiale en sociale entourage aanzienlijk.

Wij wensen daarom verder te gaan met het project Kicot met als doelstelling het begeleiden en sensibiliseren van sacjacks (multirecidivist) via humanitaire en burgerdiensten. De groep zal samengesteld zijn uit 6 tot 8 jongeren die door hun wandaden een "statuut" verworven hebben. Dit project ligt in de lijn van nasporing - actie te weten: uitvoering van de verschillende acties van het project in functie van de mogelijkheid van de jongeren het tegen hen genomen optreden weer te nemen en hierop passend te reageren. Het project zoals geconcipieerd is afgestemd op de context van de feiten, de motivatie en het aangemeten nime van de jongeren.

Aan de andere kant wensen wij op deze fenomenen in te gaan via een preventieve aanwezigheid van onze Stadswachten op de strategische plaatsen.

Algemene doelstelling : Voorkomen, opsporen en verminderen van diefstal van en in auto's en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Potentiële daders van overtredingen ontraden

Operationele doelstelling

- Voorkomen van dit soort van diefstallen door een fysieke aanwezigheid van gemeenschapswachten op de strategische plaatsen.

Te verwachten resultaat

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaatsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenscholing) vóór januari 2008.
- Minimale aanwezigheid van de gemeenschapswachten in aantal, gepresteerde dagen en uren.

Indicatoren

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaatsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenscholing) : ja/nee.
- Effectief inzetten van 6 gemeenschapswachten op het terrein.
- Prestatie door de gemeenschapswachten van een minimum van 45u per maand aanwezigheid op het terrein.
- Minimum 3 rondes door de gemeenschapswachten per werkdag.

Strategische doelstelling 2 : Een integrale en geïntegreerde aanpak bevorderen

Operationele doelstelling

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake kwesties die rekenen aan de problematiek.

Te verwachten resultaat

- Betere kennis van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijkse rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidiërende autoriteit.

Strategische doelstelling 3 : De resocialisatie van probleemjongeren bevorderen

Operationele doelstelling 1

- Tegemoet gaan van de ouders van dit soort van diefstallen.

Te verwachten resultaat

- Vastleggen van contacten met de belangrijkste sociale kerst.

Indicatoren

- Aantal jongeren die op een rechtstreekse manier contact gehad hebben met de opvoeders van project KICOT (≥ 10 per jaar).
- Aantal jongeren die op een niet rechtstreekse manier contact gehad hebben met het project Kicot (≥ 30 per jaar).

Operationele doelstelling 2

- Voorstellen van een individuele begeleiding met betrekking tot de re-integratie van jongeren die zulke daden gepleegd hebben.

Te verwachten resultaat

- Inschrijving van jongeren in de pogingen tot burgerschap en humanitair gedrag.

Indicatoren

- Aantal jongeren die een begeleiding hebben genoten naar sociale re-integratie: ≥ 5/jaar.
- Aantal projecten georganiseerd voor de begunstigden van het project Kicot : ≥ 2/jaar
- Aantal gestructureerde en formele contacten (vergaderingen, projectvoorbereiding,...) tussen de animators en de jongeren van het project Kicot : ≥ 12/jaar

3 : GAUWDIEFSTAL

BESCHRIJVING

Sinds meer dan 15 jaar promoveert Sint-Jans-Molenbeek een "herontwikkeling" van het commerciële netwerk op het totale grondgebied van de gemeente. Hierbij moet er benadrukt worden dat het centrum van de gemeente, historisch Molenbeek genoemd, dagelijks een grote toeloop van mensen kent. Het gevolg hiervan is dat deze handelscentra strategische plaatsen zijn voor gauwdieven. Het is daarom belangrijk dat de veiligheid van de mensen die er hun inkopen doen verzekerd wordt. Wij wensen dus, via een dagelijkse aanwezigheid en dan vooral op de uren van toeloop, deze vorm van criminaliteit, schadelijk voor de gemeentelijke strategie van economische ontwikkeling, te bevechten.

Algemene doelstelling : Voorkomen, opsporen en verminderen van gauwdiefstal en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Potentiële daders van overtredingen ontraden

Operationele doelstelling

- Voorkomen van dit soort van diefstallen door een fysieke aanwezigheid van gemeenschapswachten op de strategische plaatsen.

Te verwachten resultaat

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaktsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenschooling) vóór januari 2008.
- Minimale aanwezigheid van gemeenschapswachten in aantal, gepresteerde dagen en uren.

Indicatoren

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaktsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenschooling) : ja/nee.
- Effectief inzetten van 6 gemeenschapswachten op het terrein.
- Prestatie door de gemeenschapswachten van een minimum van 45u per maand aanwezigheid op het terrein.
- Minimum 3 rondes door de gemeenschapswachten per werkdag.

Strategische doelstelling 2 : Een integrale en geïntegreerde aanpak bevorderen

Operationele doelstelling 1

- Organiseren van overleg met andere partners (zoals de agenten van de MIVB, de technopreventieve agenten, ...).

Te verwachten resultaat

- Betere aanpak van het fenomeen.

Indicatoren

- Aantal coördinatievergaderingen (≥3 /jaar).

Operationele doelstelling 2

- Informeren van de gebruikers van het openbaar vervoer.

Te verwachten resultaat

- Verbeteren van de informatie aan de gebruikers.

Indicator

- Aantal campagnes waarbij pamfletten worden uitgedeeld : ≥ 2 per jaar.

Operationele doelstelling 3

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake kwesties die raken aan de problematiek.

Te verwachten resultaat

- Betere kennis van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijkse rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitzwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidiërende autoriteit.

4 : WINKELDIEFSTAL

BESCHRIJVING

Zoals bepaald in fenomeen 2 (gauwdiefstal) wenst Sint-Jans-Molenbeek zijn strategie van economische ontwikkeling verder te zetten. Indien de aanwezigheid van stadswachten het voorkomen van gauwdiefstal bevordert dan zal dit ook het geval zijn voor wat winkeldiefstal betreft. Het is inderdaad belangrijk dat de handelaars kunnen rekenen op de afschrikkende aanwezigheid van stadswachten.

Algemene doelstelling : Voorkomen, opsporen en beperken van winkeldiefstal en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Potentiële daders van overtredingen ontraden

Operationele doelstelling

- Voorkomen van dit soort van diefstallen door een fysieke aanwezigheid van gemeenschapswachten op de strategische plaatsen.

Te verwachten resultaat

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaktsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenschooling) vóór januari 2008.
- Minimale aanwezigheid van gemeenschapswachten in aantal, gepasteerde dagen en uren.

Indicatoren

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaktsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenschooling) : ja/nee.
- Effectief inzetten van 6 gemeenschapswachten op het terrein.
- Prestatie door de gemeenschapswachten van een minimum van 45u per maand aanwezigheid op het terrein.
- Minimum 3 rondes door de gemeenschapswachten per werkdag.

Strategische doelstelling 2 : Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstelling

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake kwesties die raken aan de problematiek.

Te verwachten resultaat

- Betera kennis van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijke rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidierende autoriteit.

5 : INTRAFAMILIAAL GEWELD

BESCHRIJVING

Sinds een tiental jaar kunnen wij vaststellen dat het intrafamiliaal geweld uit de taboesfeer begint te komen. De berichten via de diverse media en het aantal geregistreerde klachten betreffende dit type van gewelddaden tonen meer dan ooit aan dat het inderdaad gaat over een, helaas voor een niet te verwaarlozen aantal burgers, harde realiteit. Gezien het multicultureel karakter van onze gemeente is het daarenboven belangrijk dat bevoorrechte ruimten gecreëerd worden zodat specifiek met sommige bevolkingsgroepen rond deze problematiek gewerkt kan worden. Het luisteren naar, informeren, raadgeven en bijstaan in de administratieve stappen is belangrijk zodat rechtstreeks of preventief op het fenomeen, waaraan vooral vrouwen en kinderen blootgesteld staan, gereageerd kan worden. Deze specifieke benaderingswijze moet voortgezet worden in een bevoorrechte ruimte bedacht door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek enkele jaren geleden: het huis van de vrouw.

Algemene doelstelling : Voorkomen, opsporen en beperken van intrafamiliaal geweld en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel

Strategische doelstelling 1 : Verminderen van risicogedragingen

Operationele doelstelling 1

- Bewustmaken van de bevolking, zowel mannen als vrouwen, van deze vorm van geweld.

Te verwachten resultaat

- Organiseren van ontmoetingen-debatten.

Indicatoren

- Aantal georganiseerde debatten : ≥ 2/jaar.
- Aantal deelnemers aan debatten : ≥ 25 deelnemers/debat.

Operationele doelstelling 2

- Voorstellen van een psychosociale en juridische begeleiding aan de slachtoffers van intrafamiliaal geweld.

Te verwachten resultaten

- Verzekeren van permanenties voor psychosociale en juridische begeleiding.

Indicatoren

- Organiseren van minimum 5 halve dagen per week van een sociale permanentie waar personen zich tot kunnen wenden voor sociale permanentie.
- Aantal verzekerde begeleidingen : ≥ 40 per jaar.
- Totaal aantal gesprekken binnen het kader van deze problematiek : ≥ 100 per jaar.

Strategische doelstelling 2 : Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstelling 1

- Realiseren van een samenwerkingsverband tussen de gemeentelijke en parageemeentelijke structuren die zich met deze problematiek bezighouden.

Te verwachten resultaat

- Invoeren van een overlegkader vóór januari 2008.

Indicatoren

- Aantal coördinatievergaderingen : ≥ 2 per jaar (vanaf 2008).

Operationele doelstelling 2

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake alle problemen die zij tijdens hun opdrachten zijn tegengekomen.

Te verwachten resultaat

- Beter aanspak van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijkse rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidierende autoriteit.

6 : GEWELD TIJDENS EVENEMENTEN EN PUBLIEKE GEBEURTENISSEN

BESCHRIJVING

Teneinde sommige evenementen die gemakkelijk zouden kunnen ontaarden in storend gedrag of zelfs relletjes te begeleiden heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor elke openbare manifestatie een belangrijk preventie dispositief uitgewerkt. Het gaat hier om manifestaties zoals internationale sportwedstrijden (hoofdzakelijk voetbal), braderijen, markten, culturele festiviteiten, Ramadan (tijdens deze periode komen er veel Sint-Molenbekenaren hun inkopen doen in de gemeente).

Dit dispositief is ook operationeel in crisissituaties (volkstoelopen, bij geweld als reactie,....).

Algemene doelstelling: Voorkomen, opsporen en beperken van geweld tijdens evenementen en publieke gebeurtenissen en/of het hiertoe samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Potentiële daders van overtreedingen ontraden

Operationele doelstelling 1

- Opzetten van een secundaire preventie-actie tijdens crisissituaties, actie gericht op de ordeverstoorders en hun omgeving.

Te verwachten resultaat

- Het bewaren van de rust in de gemeente, met name door de preventieve aanwezigheid van de agenten op het terrein.

Indicatoren

- Het bestaan van een interventiedispositief tijdens crisissituaties vóór januari 2008.
- Aantal briefingvergaderingen van het preventie dispositief in crisissituaties : ≥ 1 .
- Aantal debriefings van het preventie dispositief na een crisissituatie : ≥ 1 .

Operationele doelstelling 2

- Opzetten van een secundaire preventie-actie voor geplande manifestaties om relletjes te voorkomen.

Te verwachten resultaat

- Het bewaren van de rust in de gemeente, met name door de preventieve aanwezigheid van de agenten op het terrein.

Indicatoren

- Het bestaan van een preventie dispositief voor geplande manifestaties : ja/nee.
- Aantal briefingvergaderingen van het preventie dispositief voor geplande manifestaties : ≥ 1 .
- Aantal debriefings van het preventie dispositief voor geplande manifestaties : ≥ 1 .

Strategische doelstelling 2 : Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen

Operationele doelstelling 1

- Samenwerken met de verschillende operatoren die tijdens manifestaties aanwezig zijn (organisatoren, politie, ...) ofwel voorzien ofwel in crisissituaties.

Te verwachten resultaat

- Verbetering van de samenwerking tussen alle operatoren.

Indicatoren

- Aantal briefings tussen de verschillende operatoren en de leden van het preventief interventiedispositief voor manifestaties (in crisissituaties of gepland) : ≥ 1 .
- Aantal briefings tussen de verschillende operatoren en de leden van het preventief interventiedispositief voor manifestaties (in crisissituaties of gepland) : ≥ 1 .

Operationele doelstelling 2

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake alle problemen die zij tijdens hun opdrachten zijn tegengekomen.

Te verwachten resultaat

- Beter aanspak van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijkse rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidiërende autoriteit.

7 : JEUGDCRIMINALITEIT

BESCHRIJVING

Gezien het doelpubliek van de Cel ter Bestrijding van Sociale Uitsluiting vooral jongeren betreft, werken de diensten van deze cel binnen het kader van eerstelijnspreventie m.b.t. criminaliteit. Ons doel is, hetzij via sportanimaties, debatten, socioculturele activiteiten of andere pedagogische en educatieve werktuigen, elke jongere de kans te geven te opteren voor een positief en burgergedrag waarbij het respect voor de andere ongeschiedens eigenschappen overheerst.

Gelijklopend met deze acties is het ook belangrijk, deze jongeren die voor diverse redenen geopteerd hebben voor negatief en strafbaar gedrag, te ondersteunen en sociaal te begeleiden. Hierbij is er geen sprake van om te wachten tot wanneer deze jongeren bij de diensten aankloppen. In tegendeel gaat het hier over proactieve stappen; de jongeren opzoeken in hun leefmilieu (hun buurt), hun sociaal aanspreken, hun halen uit de spiraal van criminaliteit en hun andere alternatieve gedragingen voor te stellen.

Algemene doelstelling : Voorkomen, aan het licht brengen en beperken van jeugdcriminaliteit en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Potentiële daders van overtradingen ontraden

Operationele doelstelling

- Voorkomen van dit soort criminaliteit via een fysieke aanwezigheid van gemeenschapswachten op strategische plaatsen.

Te verwachten resultaat

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaatsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenschooling) vóór januari 2008.
- Minimale aanwezigheid van de gemeenschapswachten in aantal, gepresteerde dagen en uren.

Indicatoren

- Afbakenen van de zogenaamde risicoplaatsen (steenweg, gevoelige kruispunten en plaatsen van jongerensamenschooling) : ja/nee.
- Effectief inzetten van 6 gemeenschapswachten op het terrein.
- Prestatie door de gemeenschapswachten van een minimum van 45u per maand aanwezigheid op het terrein.
- Minimum 3 rondes door de gemeenschapswachten per werkdag.

Strategische doelstelling 2 : Een integrale en geïntegreerde aanpak bevorderen

Operationele doelstelling

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake kwesties die raken aan de problematiek.

Te verwachten resultaat

- Beter kennis van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijks rapporten aan de interne evaluatnce.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidiërende autoriteit.

Strategische doelstelling 3 : De resocialisatie van probleemjongeren bevorderen

Operationele doelstelling

- > Tegemoetgaan van zogenaamde risicojongeren of actoren van criminele daden.

Te verwachten resultaat

- Vastleggen van contacten met de zogenaamde risicojongeren of actoren van criminele daden door de opvoeders van het project Kicot en le Pont.

Indicatoren

- Aantal jongeren in contact gekomen met de opvoeders : ≥ 30 .
- Aantal jongeren waarvoor een psychosociale begeleiding is verzekerd door de opvoeders : ≥ 10 .

8 : SCHOOLVERZUIM

BESCHRIJVING

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek heeft zich tot doel gesteld de diverse activiteiten - projecten ((DAS) dispositief strijd tegen schoolverzuim, schoolverzuim (veiligheidscontract - Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Europese toppen fonds)) te structureren binnen eenzelfde cel afhankelijk van de Cel ter Bestrijding van Sociale Uitsluiting zodat aan elke school een samenhangend programma ter bestrijding van schoolverzuim voorgesteld kan worden.

Deze doelstelling is uiteraard alleen haalbaar wanneer er gesprekplaatsen bestaan tussen de verschillende partners (directie, pedagogische raad, ouders, leerlingen en externe interveniënten), wanneer ieders ervaringen en deskundigheid in rekening gebracht worden en er rekening wordt gehouden met de institutionele druk waaraan iedereen onderworpen is.

Binnen het kader van ons strategisch plan is een dienst zoals Antenna J via zijn talrijke opdrachten een onmiskenbare partner in dit dispositief.

Algemene doelstelling: Voorkomen, opsporen en beperken van het schoolverzuim en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Een integrale en geïntegreerde aanpak bevorderen

Operationele doelstelling 1

- Realiseren van een lokale coördinatie inzake Schoolverzuim.

Te verwachten resultaat

- Betere kennis van het fenomeen "Schoolverzuim".

Indicatoren

- In 2007, organiseren van vergaderingen gericht op het opzetten van deze coördinatie : ≥ 4 .
- Organiseren van overlegvergaderingen met de actieve actoren inzake schoolverzuim : ≥ 4 /jaar (vanaf 2008).

Operationele doelstelling 2

- Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake alle problemen die zij tijdens hun opdrachten zijn tegengekomen.

Te verwachten resultaat

- Betere aanpak van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijks rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidiërende autoriteit.

Strategische doelstelling 2 : Verminderen van risicogedragingen

Operationele doelstelling 1

- Informeren van de minderjarigen m.b.t. de schoolkeuzen (inschrijvingen, scholen, richtingen,...).

Te verwachten resultaat

- Betere informatie van de jongeren m.b.t. de schoolkeuzen.

Indicatoren

- Het bestaan van een permanente tijdens dewelke de vragen van minderjarigen kunnen worden beantwoord : 5 halve dagen per week.

Operationele doelstelling 2

- Verzekeren van de bemiddeling in geval van een conflict tussen de school en de jongere.

Te verwachten resultaten

- Via de deelname aan het dispositief schoolverzuim, snellere identificatie en tussenkomst van de actoren verondersteld preventief te reageren m.b.t. schoolverzuim.
- Via de deelname aan het dispositief schoolverzuim, snellere identificatie en tussenkomst van de actoren verondersteld te reageren wanneer er zich een situatie van schoolverzuim voordoet.

Indicatoren

- Het bestaan van een lijst met partners verondersteld preventief tussen te komen binnen scholen wanneer er zich een situatie van schoolverzuim voordoet, en dit in functie van specifieke problematieken voor 31/12/2007.
- Het bestaan van een lijst met partners verondersteld tussen te komen binnen scholen wanneer er zich een situatie van schoolverzuim voordoet, en dit in functie van specifieke problematieken voor 31/12/2007.
- Aantal interventies m.b.t. het aanpakken van situaties van schoolverzuim : wanneer er zich een situatie van schoolverzuim voordoet : ≥ 10 opvolgingen per jaar (vanaf 2008).

9 : DRUGGERELATEERDE MAATSCHAPPELIJKE OVERLAST

BESCHRIJVING

In de loop van 2007 wensen wij de diensten "le Pont" en "Scapi" te fusioneren zodat elke Molenbeekse veroordeelde, die het wenst, een psychologische, sociale en begeleiding bij de socioprofessionele (re)-integratie kan krijgen.

Parallel aan dit psychosociale aanbod moet er ook werk gemaakt worden van straatwerk op strategische plaatsen (Ribaucourt, park Bonnevie) waarbij men niet veroordeelde druggebruikers gaat benaderen teneinde hen een dienstverlening aan te bieden. Dit "schurken" werk is essentieel voor een geïntegreerde benadering van het fenomeen van "toxicomanie"; men legt zich niet neer bij het passief wachten op de vraag maar probeert ze op te roepen bij de gebruikers en dit via specifieke technieken. Dit type van benadering wordt ook toegepast binnen het project Kicot.

Algemene doelstelling : Voorkomen, opsporen en beperken van druggerelateerde maatschappelijke overlast en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Een integrale en geïntegreerde aanpak bevorderen

Operationele doelstelling 1

- Plannen van de fusie van de diensten Scapi en le Pont.

Te verwachten resultaat

- Fusie van de beide diensten voor 31/12/2007.

Indicatoren

- Definitie van de dienst voor 31/12/2007 : ja/nee.
- Geformuleerd zijn van de opdrachten voor 31/12/2007 : ja/nee.

Operationele doelstelling 2

- Verzekeren van een samenwerking met het project Transit (noodonthaal en opvang van druggebruikers).

Te verwachten resultaat

- Naleving van alle engagementen vermeld in het kader van de samenwerkingsovereenkomst met Transit.
- Jaarlijkse financiële bijdrage voor de realisatie van het project Transit.

Indicatoren

- Aantal nagekomen verplichtingen van de gemeente, in het kader van de samenwerkingsovereenkomst met Transit (naleving elk jaar van alle voorziene verplichtingen) : ja/nee.
- Naleving van de financiële engagementen : ja/nee.

Operationele doelstelling 3

- > Bevorderen van de uitwisseling van goede praktijken tussen gemeentelijke professionals inzake drugspreventie (ondersteuning van het project Lokale drugs Coördinatie Brussel).

Te verwachten resultaat

- Opzetten van samenwerkingsverbanden met Transit, met name in het kader van vergaderingen georganiseerd door de LDCB.

Indicator

- Aantal vergaderingen georganiseerd door de LDCB waaraan de projectverantwoordelijken van de preventiedienst deelnemen (aantal \geq 5 per jaar).

Operationele doelstelling 4

- > Informeren van de bevoegde autoriteiten inzake alle problemen die zij tijdens hun opdrachten zijn tegengekomen.

Te verwachten resultaat

- Betere aanpak van het fenomeen.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijkse rapporten aan de interne evaluatrice.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidierende autoriteit.

Strategische doelstelling 2 : De reïncorporatie van druggebruikers bevorderen

Operationele doelstelling 1

- > Tegemoetgaan van druggebruikers in hun eigen milieu, aanknopen van een dialoog en voorstellen van een "zich onthouden van".

Te verwachten resultaat

- Verzakeren van straatwerk om in contact te komen met deze bevolkingsgroep.

Indicator

- Aantal uren per week besteed aan straatwerk : \geq 10 uur per week (vanaf 2008).

Operationele doelstelling 2

- > Psychosociale begeleiding voorstellen aan elke persoon met een toxicomanie problematiek.

Te verwachten resultaat

- Een psychosociale begeleiding voor elke druggebruiker.

Indicator

- Aantal in dit kader begeleide gebruikers : \geq 75 gebruikers per jaar.

Operationele doelstelling 3

- Indien nodig, de druggebruikers oriënteren naar crisis- (Transit) of medische structuren (ziekenhuis, therapeutische centra,...).

Te verwachten resultaat

- Indien nodig, de druggebruikers oriënteren naar crisis- en/of medische structuren.

Indicator

- Minimum 75% van de gebruikers die geholpen willen worden, hebben een oriëntatievoorstel ontvangen binnen de 10 dagen.

Operationele doelstelling 4

- Voorstellen van hulp bij socioprofessionele re-integratie aan elke persoon met een toxicomanie problematiek.

Te verwachten resultaat

- Hulp bij socioprofessionele re-integratie voor elke gebruiker.

Indicator

- Aantal in dit kader begeleide gebruikers : ≥ 30 gebruikers per jaar.
- Tarmijn tussen een verzoek om opvolging van dit type en de effectieve opvolging : < 1 maand.

10 : SOCIALE HINDER

BESCHRIJVING

Teneinde de leefomgeving van ieder Molenbekenaar te verbeteren is het nodig dat er antwoorden kunnen gevonden worden op het merendeel van sociale hinder.

In het verleden zagen veel mensen hun klachten zonder gevolg geklasseerd worden omdat zij geen prioriteit waren voor justitie.

Nochtans draagt de som van al deze "minder belangrijke klachten" bij tot een toename van het gevoel van onveiligheid en zelfs onveiligheid in onze buurten.

Wij wensen via deze benadering aan te dringen op het belang van de dialoog als voornaamste werktuig om individuen die het met elkaar oneens zijn, aan te zetten tot het vinden van een oplossing voor hun conflict.

Dit is de reden waarom de gemeente Sint-Jans-Molenbeek vijf jaar geleden de dienst lokale bemiddeling heeft opgericht. Deze dienst zorgt ervoor dat er naar de klachten van de burgers geluisterd wordt en probeert een oplossing te vinden voor het geheel van sociale overlast (fawaai, nachtkabaal, vandalisme, overlast,...) ; zelden vervolgde strafbare feiten.

Algemene doelstelling : Voorkomen, opsporen en beperken van sociale overlast en/of het hiermee samenhangende onveiligheidsgevoel.

Strategische doelstelling 1 : Verminderen van negatieve gevolgen als gevolg van slachtofferschap

Operationele doelstelling 1

- Voorstellen van een alternatief voor de gerechtelijke actie voor kleine conflicten.

Te verwachten resultaten

- Aanknopen van de dialoog voor het oplossen van conflicten tussen personen.
- Het aanbieden van een plaats om te praten en te luisteren voor beide betrokken partijen.

Indicatoren

- Aantal personen die deze dienst gevraagd hebben : ≥ 40 .
- Aantal gerealiseerde gesprekken : ≥ 100 .

Operationele doelstelling 2

- Verzekeren van een sociojuridische begeleiding aan de justitiabelen.

Te verwachten resultaat

- Verbeteren van de begeleiding van de molenbeekers.

Indicatoren

- Aantal in dit kader begeleide personen : ≥ 400 .
- Aantal in dit kader gerealiseerde gesprekken : ≥ 600 .

Strategische doelstelling 2 : Een integraal en geïntegreerde aanpak bevorderen

Operationele doelstelling

- Overdracht van de informatie m.b.t. de uitkomst van de bemiddeling en/of de opvolgingen aan de bevoegde autoriteiten.

Te verwachten resultaat

- Betere kennis van het fenomeen door de autoriteiten.

Indicatoren

- Overdracht van de driemaandelijkse rapporten aan de interne evaluatie.
- Uitwerken van een jaarverslag bestemd voor de subsidiërende autoriteit.

Dit strategisch veiligheids- en preventieplan werd ondertekend te
Brussel op ____/____/____

Elke betrokken partij verklaart een ondertekend exemplaar te
hebben ontvangen.

Voor de federale Staat

Mevrouw Joëlle MILQUET, Minister van Binnenlandse Zaken

En

Mevrouw Monica De CONINCK, Minister van Werk

Voor de gemeente,

De Heer Philippe MOUREAUX, Burgemeester

En

De Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris

12. #Objet : CLES - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention courant du 01/07/2012 au 30/06/2013 - Prolongation simple du PSSP 2007-2010 - Approbation des conventions entre la Commune et les asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale et Transit.#

Le Conseil communal,

Considérant qu'un contrat de Sécurité et de Prévention a été conclu par notre commune depuis 1992 avec le Ministère de l'Intérieur et la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Arrêté Royal du 27 mai 2002 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité ;

Considérant que le Conseil des Ministres du 30 et 31 mars 2004 a décidé des lignes de force des plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Arrêté royal du 17 janvier 2005 accordant une aide financière à certaines villes et communes dans le cadre d'une convention relative à la prévention des nuisances sociales liées aux drogues et à la coordination locale des initiatives développées en matière de toxicomanie.

Vu l'Arrêté Royal du 7 décembre 2006 relatif aux Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;

Vu l'Arrêté ministériel du 15 janvier 2007 relatif à l'introduction des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention ;

Considérant que tous les engagements réalisés dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention s'inscrivent dans un plan de politique de prévention intégré et contribuent à une amélioration du climat de sécurité et à une amélioration des conditions de vie du citoyen;

Considérant que le plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007- 2010 a été approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 26 avril 2007 ainsi que la convention y afférente en sa séance du 5 juillet 2007 ;

Vu l'Arrêté Royal du 21 juin 2012 relatif à la prolongation 2012-2013 des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention 2007-2010 et des dispositifs Gardiens de la Paix;

Vu la décision du Collège Echevinal du 3 octobre 2012 de prolonger les dispositifs de son Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007 – 2010 et des dispositifs Gardiens de la Paix pour une période de 12 mois, à partir du 1^e juillet 2012 jusqu'au 30 juin 2013;

Considérant que l'approbation des conventions entre la commune et les asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » et « Transit » sera soumise au Conseil communal du 17 décembre 2012 après approbation par le Conseil communal du même jour du Plan Stratégique de sécurité et de Prévention courant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 – Prolongation simple du PSSP 2007-2010 ;

Sur proposition du Collège Echevinal du 28 novembre 2012

Par 42 OUI, 1 NON, 2 abstentions, décide :

Article 1

D'approuver dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) courant du 01/07/2012 au 30/06/2013 – Prolongation simple du PSSP 2007-2010 ;

- la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek » afin de céder la partie des actions à mener par cette asbl et les moyens y afférents ;
- la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « Transit » afin de céder la partie des actions à mener par cette asbl et les moyens y afférents ;

Article 2

De liquider au profit de l'asbl «Transit» pour la période 01/07/2012 - 30/06/2013 la somme de 10.506,98 €, une avance de 70% du montant total des subsides octroyés par l'Etat Fédéral et ce sur base d'une déclaration de créance établi par l'asbl. Le solde de 30% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'Assemblée Générale annuelle.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Commune de Molenbeek-Saint-Jean

CONVENTION

ENTRE

La commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent le Bourgmestre et M. Jacques De Winne, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil Communal du

ET

L'A.S.B.L. « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 », ayant son siège rue Comte de Flandre ,15 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, représentée par le Président, et Madame Sylvie Lahy, Administratrice déléguée

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 conclu entre le Service Public Fédéral Intérieur et la commune de Molenbeek-Saint-Jean, l'a.s.b.l. « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » a pour mission :

De participer à la coordination du contrat par l'engagement d'un évaluateur interne du Plan Stratégique de Prévention et de Sécurité 2007 – 2010.

D'assurer dans le cadre du phénomène « Vol de et dans les véhicules » la réalisation du Projet Kicot visant l'encadrement et la formation de jeunes délinquants par une participation dans un projet humanitaire et la préparation qui précède à cette action par l'engagement d'une personne niveau 2+ à temps plein ainsi que les frais d'action y afférents à ce projet.

D'assurer dans le cadre du phénomène « Violences Intrafamiliales », un travail de sensibilisation et de suivi des victimes de tels actes par l'engagement d'une juriste à temps plein, d'un juriste à ½ temps et d'une assistante sociale à temps plein ainsi que les frais de fonctionnement y afférents.

D'assurer dans le cadre du phénomène « Décrochage scolaire », un suivi des jeunes présentant des risques de décrochage scolaire par l'engagement d'une assistante sociale à temps plein ainsi que les frais de fonctionnement y afférents.

D'assurer dans le cadre du phénomène « Nuisances publiques liées à l'usage de drogues » un accompagnement psychosocial des usagers de drogues par l'engagement d'une criminologue à temps plein ainsi que des frais de fonctionnement y afférents.

D'assurer dans le cadre du phénomène « Nuisances sociales » le suivi de personnes victimes de diverses nuisances sociales par l'engagement d'un juriste à temps plein, d'une assistante sociale à temps plein et d'un animateur à temps plein ainsi que les frais d'actions y afférents.

Pour ce faire, un subside de € 486.467,46 est octroyé par le Service Public Fédéral Intérieur à l'ASBL L.E.S.

Article 2

L'a.s.b.l. « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » engagera le personnel nécessaire pour exécuter ses missions, conformément aux directives du dit Plan Stratégique de Prévention et de Sécurité de la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé ;

Article 3

La commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à rétrocéder à l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 », le montant des subsides alloués par les autorités subsidiantes, aux fins d'exécuter ses missions ;

Article 4

La commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à liquider au profit de l'asbl le montant des subsides prévus à l'article 1 dans le cadre de sa dotation mensuelle à l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » ;

Article 5

La remise des pièces justificatives concernant les dépenses, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » conformément aux directives financières du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention émises par le Service Public Fédéral Intérieur ;

Cette remise de pièces aura lieu au plus tard un mois avant la date de remise des justificatifs par la commune à l'administration concernée.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » et non couvert par des pièces justificatives valables ou reconnues par les pouvoirs subsidants, fera ultérieurement l'objet d'une décision du Collège quant à la restitution éventuelle des montants à la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui en a fait l'avance ;

Article 7

Cette convention est valable pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et annule les conventions précédentes conclues entre l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » et la commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 8

L'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que défini par les Autorités subsidiaires ;

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sera habilité à statuer sur les différends ;

Dans le cas où l'asbl « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - r.p.m. 449.487.409 » ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune de Molenbeek-Saint-Jean se réserve le droit de résilier cette convention ;

Cette convention a été rédigée à Molenbeek-Saint-Jean en quatre exemplaires.

Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Fait à Molenbeek-Saint-Jean, le2012

**POUR L'ASBL « LUTTE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE A
MOLENBEEK - R.P.M. 449.487.409 »,**

Le Président,
déléguée,

L'Administratrice

Sylvie LAHY

Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean,

Le Secrétaire communale
Jacques De Winne

Le Bourgmestre,

Commune de Molenbeek-Saint-Jean

CONVENTION

ENTRE

La commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent le Bourgmestre et Monsieur Jacques De Winne, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur Pierre Mols, Président et Monsieur Ceulemans, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune de Molenbeek-Saint-Jean, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

- d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.
- d'être un centre d'accueil et d'orientation ;
- de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 15 009,98 est octroyé par l'Etat fédéral pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiante, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 70% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 30% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable du 01/07/2012 au 31/06/2013 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune de Molenbeek-Saint-Jean. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par l'autorité subsidiante.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le définit par l'autorité subsidiaire.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune de Molenbeek-Saint-Jean se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Molenbeek-Saint-Jean, en quatre exemplaires.
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Molenbeek-Saint-Jean, le2012.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président,

Pierre Mols

Le Trésorier,

Ronald CEULEMANS

Pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean

Pour le Collège,
Le Secrétaire Communal,

Monsieur De Winne

Le Collège,
Le Bourgmestre,

12. Betreft: CBSU - Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 01/07/2012 tot 30/06/2013 - Verlenging van het SVP 2007-2010 - Goedkeuring van de overeenkomsten tussen de Gemeente en de vzw Lutte contre l'Exclusion sociale en Transit.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat onze gemeente sinds 1992 een Veiligheids- en Preventiecontract heeft afgesloten met het Ministerie van Binnenlandse Zaken en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 27 mei 2002 dat de voorwaarden vastlegt waaraan de gemeenten moeten voldoen om te genieten van een financiële toelage binnen het kader van een overeenkomst betreffende criminaliteitspreventie;

Overwegende dat de Ministerraad van 30 en 31 maart 2004 de krachtlijnen van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen bepaald heeft;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 17 januari 2005 tot toekenning van financiële hulp aan bepaalde steden en gemeenten in het kader van een overeenkomst betreffende de preventie van druggerelateerde maatschappelijke overlast en de lokale coördinatie van initiatieven inzake drugverslaving;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 7 december 2006 betreffende de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 15 januari 2007 met betrekking tot de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen;

Overwegende dat alle verbintenissen binnen het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan in het kader passen van een geïntegreerde preventiepolitiek en bijdragen tot een verbetering van het veiligheidsklimaat en de levensomstandigheden van de burger;

Overwegende dat het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007 – 2010 goed gekeurd werd door de gemeenteraad tijdens zijn zitting van 26 april 2007 evenals bijbehorende overeenkomst tijdens de zitting van 5 juli 2007;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 juni 2012 betreffende de verlenging 2012 - 2013 van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen 2007 - 2010 en de dispositieven van de Gemeenschapswachten;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 3 oktober 2012 de dispositieven van zijn Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007 – 2010 en de dispositieven Gemeenschapswachten te verlengen voor een periode van 12 maanden, en dit vanaf 1 juli 2012 tot 30 juni 2013;

Overwegende dat de goedkeuring van de overeenkomsten tussen de gemeente en de vzw's "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek" en "Transit" zullen voorgelegd worden aan de Gemeenteraad van 17 december 2012 na goedkeuring door de Gemeenteraad van dezelfde dag van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 01/07/2012 tot 30/06/2013 – Verlenging van het SVPP 2007-2010;

Op voorstel van het Schepencollege van 28 november 2012;

Par 42 OUI, 1 NON, 2 abstentions, décide :

Artikel 1

Binnen het kader van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan (SVPP) voor de periode van 01/07/2012 tot 30/06/2013 – Verlenging van het SVPP 2007-2010:

De overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek" goed te keuren teneinde aan de vzw het deel van de te leiden acties en bijbehorende middelen over te laten;

De overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "Transit" goed te keuren teneinde aan de vzw het deel van de te leiden acties en bijbehorende middelen, over te laten;

Artikel 2

Aan de vzw "Transit" voor de periode 01/07/2012 – 30/06/2013 de som van 10.506,98€ , een voorschot van 70% van het totaal van de subsidies toegekend door de Federale Overheid, uit te betalen en dit op basis van een schuldvordering door de vzw "Transit" opgesteld. Het saldo van 30% zal gestort worden op vertoon van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de jaarlijkse Algemene vergadering.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

Gemeente Sint-Jans-Molenbeek

OVEREENKOMST

TUSSEN

De Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door, Burgemeester en Dhr Jacques De Winne, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad genomen ter zitting van

EN

De vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek "rpr 449.487.409," waarvan de zetel gelegen is in de Graaf van Vlaanderenstraat 15 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door, Voorzitter en Mevrouw Sylvie LAHY, Afgevaardigd Bestuurder.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 :

In het kader van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen van 1 juli 2012 tot 30 juni 2013 afgesloten tussen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, heeft de vzw " Lutte contre l' Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409" de volgende opdracht :

Deel te nemen aan de coördinatie van het contract door het aanwerven van een interne evaluator van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen 2007 – 2010.

Binnen het kader van het fenomeen " diefstal van en in voertuigen" de uitvoering van het project KICOT te verzekeren; dit project beoogt de begeleiding en vorming van jonge misdadigers via de deelname aan een humanitair project en aan de voorafgaande voorbereidingen via de aanwerving van een persoon niveau 2+ voltijds en de bijbehorende werkingskosten.

Binnen het kader van het fenomeen "intrafamiliaal geweld" bewustmaking en opvolging van de slachtoffers van dergelijke daden verzekeren via het aanwerven van een jurist voltijds, een jurist halftijds en een maatschappelijk werker voltijds en de bijbehorende werkingskosten.

Binnen het kader van het fenomeen " schoolverzuim" het opvolgen van jongeren die het risico lopen van school af te haken en dit via aanwerving van een maatschappelijk werker voltijds en de bijbehorende werkingskosten.

Binnen het kader van het fenomeen " druggerelateerde maatschappelijke overlast" een psychosociale begeleiding verzekeren van druggebruikers via het aanwerven van een criminologe voltijds en de bijbehorende werkingskosten.

Binnen het kader van het fenomeen "sociale overlast" het opvolgen verzekeren van slachtoffers van diverse sociale overlast via het aanwerven van een jurist voltijds, een maatschappelijk werkster voltijds en een animator voltijds en de bijbehorende werkingskosten.

Voor deze opdrachten wordt een subsidie van € 486.467,46 toegekend door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken aan de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek";

Artikel 2 :

De vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409" zal het nodige personeel aanwerven om deze opdrachten te verzekeren, overeenkomstig de richtlijnen van voornoemd Strategische Veiligheids- en Preventieplannen van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel;

Artikel 3 :

De Gemeente Sint-Jans-Molenbeek verbindt zich ertoe om de subsidies, die door de subsidiërende overheden voor dit doel toegekend werden aan de vzw "Lutte contre l'Exclusion à Molenbeek - rpr 449.487.409" over te maken;

Artikel 4 :

De Gemeente Sint-Jans-Molenbeek verbindt zich ertoe om de subsidies voorzien in artikel 1 binnen het kader van de maandelijksse toelage te storten aan de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409";

Artikel 5 :

De bewijsstukken betreffende de uitgaven zowel m.b.t. de personeelskosten als voor de werkingskosten zullen door de vzw "Lutte contre l' Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409" overgemaakt worden, overeenstemmend met de financiële richtlijnen van de Strategische Veiligheids- en Preventieplannen bepaald door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

Deze afgifte van de stukken zal gebeuren ten laatste één maand voor de datum waarop de Gemeente de bewijsstukken aan de betrokken administratie moet afgeven;

Artikel 6 :

Het totaal bedrag of een gedeelte ervan dat door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek gestort werd, maar dat niet gedekt is door geldige bewijsstukken, zal op basis van een beslissing van het Schepencollege, eventueel volledig of gedeeltelijk terugbetaald moeten worden aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek die dat geld voorgeschoten heeft aan de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek – rpr 449.487.409";

Artikel 7 :

Deze overeenkomst is geldig voor de periode van 1 juli 2012 tot en met 30 juni 2013 en vervangt alle vorige overeenkomsten die tussen de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409" en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek werden afgesloten;

Artikel 8 :

De vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409" verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen om de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheden, mogelijk te maken;

Artikel 9 :

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Geschillen die eruit voortvloeien zullen enkel door de rechtbank van het gerechtelijke arrondissement van Brussel beslecht worden;

Artikel 10 :

De Gemeente Sint-Jans-Molenbeek behoudt zich het recht deze overeenkomst te ontbinden, indien de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - rpr 449.487.409" de principes, zoals uiteengezet in artikel 1, niet zou naleven;

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Sint-Jans-Molenbeek, in vier exemplaren. Elk der contractanten verklaart een ondertekend exemplaar ontvangen te hebben.

Sint-Jans-Molenbeek,2012

Voor de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek" rechtspersonenregister 449.487.409

De Voorzitter,

De Afgevaardigde Bestuurder,

Sylvie LAHY

Voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek

De Gemeentesecretaris,
Jacques DE WINNE

De Burgemeester,
Françoise SCHEPMANS

Gemeente Sint-Jans-Molenbeek

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen Burgemeester, en De Heer De Winne, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer Pierre Mols, Voorzitter, en de Heer Ceulemans, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

- Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;
- een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.
- een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;
- sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van 15.009,98 € voor de periode van 1 juli 2012 tot 30 juni 2013.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

Artikel 4

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 70% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 30% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, die het heeft voorgeschoten, terugbetaald worden.

Artikel 7

Deze overeenkomst geldt van 01/07/2012 tot en met 31/06/2013 en vervangt alle vorige overeenkomsten die tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek werden afgesloten. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Sint-Jans-Molenbeek,2012.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,

Pierre MOLS

Voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek

Voor het College,
De Gemeentesecretaris,

De Heer De Winne

De Penningmeester,

Ronald CEULEMANS

Het College,
De Burgemeester,

.....

Le groupe LB quitte la séance.

De groep LB verlaat de zitting.

13. #Objet : CLES - Asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - Rpm 449.487.409 - Remplacement des membres de l'Assemblée Générale sortants. #

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 12 novembre 1992 relative à la création de l'asbl "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek";

Vu l'article 6 des statuts de l'A.S.B.L. liant la qualité de certains membres au mandat de conseiller communal

Vu la modification des statuts décidée par l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. en sa réunion extraordinaire du 2 décembre 1994 portant sur l'augmentation du nombre d'associés en élargissant l'assemblée générale à un représentant du C.P.A.S. de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations du 2 mai 2002 ;

Vu la refonte des statuts selon la loi du 02/05/2002 décidée par l'Assemblée générale du 16/06/2006 ;

Vu l'article 6 des statuts modifiés suite à l'Assemblée générale du 16/06/2006 stipulant que les membres effectifs sont limités au nombre de 19 ou 20 selon que le Conseil communal aura fait usage ou non de la possibilité qui lui est offerte par l'article 279 de la nouvelle loi communale de désigner un échevin supplémentaire ;

Vu l'installation du nouveau Conseil communal le 3 décembre 2012 ;

Vu la nécessité de pourvoir au remplacement, au sein de l'Assemblée générale, des conseillers communaux sortants perdant de facto la qualité de membre de l'A.S.B.L.;

Sur proposition du Collège Echevinal du 12 décembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

De désigner en son sein comme nouveaux membres de l'A.S.B.L. « Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek rpm 449.487.409 » qui remplaceront les membres sortants :

De facto par leur qualité de membre du Collège des Bourgmestre et Echevins :

1. Madame Françoise SCHEPMANS
2. Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS

3. Madame Sarah TURINE
4. Madame Patricia VANDE MAELE
5. Monsieur Abdelkarim HAOUARI
6. Monsieur Karim MAJOROS
7. Monsieur Jan GYPERS
8. Madame Ann GILLES-GORIS
9. Monsieur Olivier MAHY
10. Madame Annalisa GADALETA

Désignés par le Conseil communal, au scrutin secret ;

11. Monsieur Rachid BEN SALAH par 26 OUI
12. Monsieur Dirk DE BLOCK par 26 OUI
13. Monsieur Youssef LAKHLOUFI par 27 OUI
14. Madame Shazia MANZOOR par 26 OUI
15. Madame Farida TAHAR par 16 OUI
16. Madame Khadija TAMDITI par 24 OUI
17. Madame Houria OUBERRI par 13 OUI
18. Monsieur Luc VAN CANEGHEM par 26 OUI

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

13. Betreft: CBSU - Vzw Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek - Rpr 449.487.409 - Vervanging van de uittredende leden van de Algemene Vergadering.

De Gemeenteraad,

Gelet op de deliberatie van de Gemeenteraad van 12 november 1992 met betrekking tot de oprichting van de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek";

Gelet op artikel 6 van de statuten van de V.Z.W., bepalend dat het lidmaatschap van sommige leden van de vzw verbonden is aan het mandaat van gemeenteraadslid;

Gelet op de wijziging van de statuten beslist tijdens de buitengewone Algemene Vergadering van 2 december 1994 waarbij het aantal leden toeneemt door de uitbreiding van de Algemene Vergadering met een vertegenwoordiger van het O.C.M.W. van Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

Gelet op de herziening van de statuten volgens de wet van 2 mei 2002, beslist door de Algemene Vergadering van 16/06/2006;

Gelet op artikel 6 van de gewijzigde statuten beslist door de Algemene Vergadering van 16/06/2006 bepalend dat de daadwerkelijke leden beperkt zijn tot 19 of 20 al naargelang de Gemeenteraad gebruik zou gemaakt hebben van de mogelijkheid, volgens artikel 279 van de nieuwe gemeentewet, een extra schepen aan te wijzen;

Gelet op de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op 3 december 2012;

Gelet op de noodzakelijkheid, binnen de Algemene Vergadering, de vervanging te voorzien van de uittredende gemeenteraadsliden die de facto de hoedanigheid van lid van de V.Z.W. verliezen;

Op voorstel van het Schepencollege van 12 december 2012;

besluit eenparig :

Enig artikel

Binnen zijn rangen volgende Gemeenteraadsleden als nieuwe leden van de v.z.w. "Lutte contre L'Exclusion Sociale à Molenbeek rpm 449.487.409 " aan te duiden voor de vervanging van de aftredende leden:

De facto, gelet op hun hoedanigheid van Schepenen:

1. Mevrouw Françoise SCHEPMANS
2. Mijnheer Ahmed EL KHANNOUSS
3. Mevrouw Sarah TURINE
4. Mevrouw Patricia VANDE MAELE
5. Mijnheer Abdelkarim HAOUARI
6. Mijnheer Karim MAJOROS
7. Mijnheer Jan GYPERS
8. Mevrouw Ann GILLES-GORIS
9. Mijnheer Olivier MAHY
10. Mevrouw Annalisa GADALETA

Aangeduid door de Gemeenteraad, bij geheime stemming:

11. Mijnheer Rachid BEN SALAH met 26 JA
12. Mijnheer Dirk DE BLOCK met 26 JA
13. Mijnheer Youssef LAKHLOUFI met 27 JA
14. Mevrouw Shazia MANZOOR met 26 JA
15. Mevrouw Farida TAHAR met 16 JA
16. Mevrouw Khadija TAMDITI met 24 JA
17. Mevrouw Houria OUBERRI met 13 JA
18. Mijnheer Luc VAN CANEGHEM met 26 JA

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

Le groupe LB rentre en séance.

De groep LB treedt de zitting binnen.

Monsieur Pierre Vermeulen quitte la séance.

Mijnheer Pierre Vermeulen verlaat de zitting.

14. #Objet : CLES - DAS - Dispositif d'Accrochage Scolaire - Approbation de la Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale - Année scolaire 2012-2013. #

Le Conseil communal,

Vu la délibération du collège échevinal du 23 mai 2012 marquant son accord de principe sur le projet global du Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2012 accordant pour les projets développés dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean une subvention de 190.316,00 € dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Sur proposition du Collège Echevinal du 12 décembre 2012

Par 43 OUI, 1 abstention, décide :

Article unique

D'approuver et de signer la convention de collaboration entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative au Dispositif d'Accrochage Scolaire 2012-2013.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

CONVENTION

ENTRE

La **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**
représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé
des Pouvoirs locaux, Charles PICQUÉ,

ci-après dénommée "la Région"

ET

La **COMMUNE de MOLENBEEK-SAINT-JEAN**
représentée par le Bourgmestre, Monsieur Philippe Moureaux,
et le secrétaire communal, Monsieur Jacques De Wirne,

ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention régle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de 180.316,00 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2012 accordant une subvention de 1.622.964,00 euros pour l'année scolaire 2012-2013 aux communes bruxelloises à titre de soutien aux projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention allouée au bénéficiaire est ventilée, à l'initiative de la cellule de coordination, dans les dépêches communiquées tant à la commune même qu'aux écoles participantes. Une copie des tableaux de répartition du subside par projets est jointe à la présente convention.

Le montant de 180.316,00 euros est destiné à couvrir les frais de vacations pour les projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiaire peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2 : Durée

La convention porte sur la période allant du 1^{er} septembre 2012 au 30 juin 2013.

Article 3 : Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Seuf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés.

Article 4 : Modalités de liquidation

La subvention de 190.316,00 euros est destinée à la prise en charge des frais de vacations liés aux projets et sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 152.252,80 euros, (soit 80 % du subside) sera libérée contre remise d'une déclaration de créance introduite pour le 15 octobre 2012 au plus tard.

Le versement de cette avance est lié à la transmission par le bénéficiaire de la convention signée.

La commune enverra dans les plus brefs délais copie de la délibération approuvant la convention (ou un extrait).

- le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Par ailleurs la Commune s'engage à reverser, dans les 15 jours de leur réception, les montants de l'avance et du solde, qui sont destinés aux écoles et ayants-droit et s'engage à envoyer au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques une copie de ce versement au compte des bénéficiaires dès que celui-ci est effectué. En l'absence d'une telle preuve, la Région pourra réclamer le remboursement de l'avance et/ou du solde concernés.

Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, local 8 119, Rue du Progrès 80, boîte 1, à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Article 9 : Liste et présentation des pièces justificatives

§ 1 Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard pour le 15 septembre 2013 au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques, à l'attention de monsieur Michel Van der Sichele, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Les frais de vacations exposés seront consignés dans les tableaux récapitulatifs annexés à la présente convention.

Les vacations concernent les périodes de cours (heures), à l'exclusion de tout autre frais.
Seront communiqués :

Pour les prestations fournies par des vacataires individuels :

le tableau récapitulatif (1 par projet) certifié sincère, signé et daté :

- par la direction de l'établissement scolaire,

représentant :

- la liste de tous les vacataires,
- leur qualification (étudiant, professeur, expert...),
- le nombre d'heures prestées,
- le barème (forfait) horaire,
- le montant payé.

ou :

Pour les prestations fournies par les associations :

le tableau récapitulatif (1 par projet) certifié sincère, signé et daté :

- par la direction de l'association et contresigné par la direction d'école, des prestations qui ont été fournies ;

représentant :

- le nombre des vacataires concernés,
- par qualification (étudiant, professeur, expert...),
- le nombre d'heures prestées,
- le barème (forfait) horaire,
- le montant payé.

Chacun des tableaux ci-dessus sera contresigné par le (la) coordinateur (trice) communal(e).

Toutes les pièces probantes sont susceptibles d'être réclamées par l'Administration.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité.
Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Les communes s'engagent à transmettre dans les plus brefs délais aux écoles et ayants-droit, les fiches de répartition du subside et les formulaires ainsi que les directives nécessaires.

§ 2 Lorsqu'une dépense est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires sera également reprise.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

5

Toute demande d'information de la part de l'administration doit faire l'objet d'une réponse dans les 10 jours ouvrables.

Article 7 : Évaluation des actions.

Le bénéficiaire veillera à transmettre dans les délais impartis par la Coordination du Dispositif d'Accrochage Scolaire, les données nécessaires qui ont été requises pour permettre une évaluation optimale des projets.

Article 8 : Réclamations.

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

Article 9 : Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Administration des Pouvoirs locaux
Direction des Initiatives Spécifiques
A l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général
City Center – 1^{er} étage
Boulevard du Jardin Botanique, 20
1036 Bruxelles

2. Pour le Bénéficiaire

Au collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean
Rue Comte de Flandre, 20
1080 Bruxelles

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le

Pour la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

Charles PICQUÉ

Pour la **COMMUNE**

le Bourgmestre

le secrétaire communal,

Madame Françoise Schepmans

Monsieur Jacques De Winne

14. Betreft: CBSU - Dispositief schoolverzuim (DAS) - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Schooljaar 2012-2013.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 23 mei 2012 dat principiële instemt met het globaal project van het dispositief schoolverzuim(DAS) voor het schooljaar 2012-2013;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 september 2012 voor de projecten, ontwikkeld in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, een subsidie toe te kennen van 190.316,00 € in het kader van het dispositief schoolverzuim voor het schooljaar 2012-2013;

Op voorstel van het Schepencollege van 12 december 2012;

Met 43 JA, 1 onthouding, besluit :

Enig artikel

De samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest m.b.t. het dispositief schoolverzuim 2012-2013 goed te keuren en te ondertekenen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

Het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**
vertegenwoordigd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast
met Plaatselijke Besturen, Charles PICQUÉ;

hierna "het Gewest" genoemd

EN

De **GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**
vertegenwoordigd door de burgemeester, de heer Philippe Mounaux,
en de gemeentesecretaris, de heer Jacques De Winne;

hierna "de begunstigde" genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 190.316,00 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 september 2012 die aan de Brusselse gemeenten een subsidie van 1 622 064,00 euro toekent voor het schooljaar 2012-2013 om de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

De subsidie die aan de begunstigde wordt toegekend, wordt op initiatief van de coördinatiefceel uitgesplitst, zoals meegedeeld in de brieven die zowel aan de gemeente zelf als aan de deelnemende scholen worden bezorgd. Bij deze overeenkomst wordt een kopie van de verdelingstabellen van de subsidie per project gevoegd.

Het bedrag van 190.316,00 euro is bestemd om de kosten voor de prestaties (teperiodes) van hulp personeel te dekken van de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim.

Bij niet-naleving van een of meerdere bepalingen van de overeenkomst kan de subsidierende overheid beslissen de subsidie te verminderen, op te heffen of geheel of gedeeltelijk terug te vorderen.

Artikel 2: Duur

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode gaande tussen 1 september 2012 en 30 juni 2013.

Artikel 3: Controle van de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2008 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hiernaar *in extenso* weergegeven:

Art 92. Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 (wet tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof) moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93. Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94. Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;*
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;*
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;*
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.*

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95. Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzäumt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan herinnerd worden dat het Rekenhof het recht heeft controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende subsidies.

Artikel 4: Regels voor de uitbetaling

De subsidie van 190.316,00 euro is bestemd om de kosten voor de prestaties (leerploegen) van hulp personeel te dekken die verbond houden met de projecten. De subsidie zal uitbetaald worden in twee schijven:

- Een eerste schijf van 152.252,80 euro (dat is 80% van de subsidie), zal uitbetaald worden tegen afgifte van een schuldvordering die ten laatste voor 15 oktober 2012 moet worden ingediend

De uitbetaling van dit voorschot gebeurt nadat de begunstigde de ondertekende overeenkomst heeft bezorgd.

Een kopie (of een uittreksel) van de beraadslaging houdende goedkeuring van de overeenkomst zal binnen de kortste termijn worden verstuurd.

- Het saldo zal uitbetaald worden na ontvangst en analyse van de bewijsstukken. Zodra de controle van deze stukken is afgerond, zal de begunstigde door de bevoegde ordonnateur worden verzocht binnen de 15 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de uitnodiging een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controleveristen.

De Gemeente verbindt er zich bovendien toe, binnen de veertien dagen nadat ze die ontvangen heeft, de bedragen van het voorschot en het saldo, bestemd voor de scholen en rechthebbenden, over te schrijven. Daarnaast verbindt de gemeente zich ertoe een kopie van deze overschrijving op de rekening van de begunstigde naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven te versturen zodra die heeft plaatsgevonden. Bij gebrek aan dergelijk bewijs, kan het Gewest de terugbetaling van de betrokken voorschotten en/of het saldo vorderen.

Artikel 5: Bij de betalingsaanvraag te bezorgen stukken

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" waarvan het origineel gericht moet worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Comptabiliteit, CCN, lokaal 8.119, Vooruitgangstraat 80, bus 1, te 1035 Brussel.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:

- de betalingsreden;
- het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo: het toegekende eindbedrag);
- het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de administratie;
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Artikel 6: Lijst en voorlegging van de verantwoordingsstukken

§1 De begunstigde moet de bewijsstukken uiterlijk tegen 15 september 2013 bezorgen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, ter attentie van de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal, Kruiswijklaan 20, 1035 Brussel.

De personeelskosten zullen worden ingeschreven in de samenvattende tabellen gevoegd bij de huidige overeenkomst.

De prestaties betreffen lesperiodes met uitsluiting van alle andere kosten.
Ze bevatten de volgende elementen:

Voor de prestaties verstrekt door de afzonderlijke hulppersoneelsleden:

- de door de schooldirectie overzichtstabel (1 per project), voor waar en echt verklaard, ondertekend en gedateerd,

met de volgende elementen:

- de lijst met al het hulppersoneel,
- hun kwalificatie (student, leerkracht, expert, ...),
- het aantal gepresteerde uren,
- het uurloon (forfait),
- het betaalde bedrag.

Of

Voor de prestaties verstrekt door de verenigingen:

- de overzichtstabel van de geleverde prestaties (1 per project), voor waar en echt verklaard, ondertekend en gedateerd, door de directie van de vereniging en medeondertekend door de schooldirectie,

met de volgende elementen:

- het aantal betrokken hulppersoneel,
- met hun kwalificatie (student, leerkracht, expert, ...),
- het aantal gepresteerde uren,
- het uurloon (forfait),
- het betaalde bedrag.

Elk van de bovenvermelde tabellen zal door de gemeentelijke coördinator(trice) worden ondertekend.

Alle bewijsstukken kunnen opgevraagd worden door de Administratie.

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend.
Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

De gemeenten verbinden zich ertoe de fiches houdende verdeling van de subsidie alsook de nodige richtlijnen binnen de kortste termijn aan de betrokken scholen en rechthebbenden te bezorgen.

§2 Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheid mee bezorgd worden.

De controle van deze stukken door de behorende administratieve dienst van het Gewest moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Elke inlichtingsaanvraag vanwege het bestuur moet binnen de 10 werkdagen beantwoord worden.

Artikel 7 : Evaluatie van de acties

De begunstigde dient ervoor te zorgen de nodige gegevens die door de Coördinatie Schoolverzuim gevraagd werden, binnen de gestelde termijn over te maken om de evaluatie van de projecten zo optimaal mogelijk te laten gebeuren.

Artikel 8 : Bezwaren

Als na de controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager ligt dan het toegekende subsidiebedrag, dan zal de subsidie maar uitbetaald worden ten belope van de aanvaarde verantwoordingsstukken.

In ieder geval zal de begunstigde na de controle van het verantwoordingsdossier door het Gewest een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin de begunstigde verzocht binnen een termijn van 15 kalenderdagen een schuldvordering in te dienen voor dit bedrag. Vanaf de ontvangst van die brief beschikt de begunstigde over 15 kalenderdagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

Artikel 9: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen, mededelingen of aanvragen met betrekking tot deze overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden

1. Voor het Gewest

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur Plaatselijke Besturen
Directie Specifieke Initiatieven
Ter attentie van de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal
City Center - 1ste verdieping
Krudtuisaan 20
1035 Brussel

2. Voor de bevoegde

Aan het college van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek
Graaf van Vlaanderenstraat, 20
1080 Brussel

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op

Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen.

Charles PICQUÉ

Voor de GEMEENTE,

de Burgemeester

de Gemeentesecretaris,

Mevrouw Françoise Schepniers

de heer Jacques De Winne

Le point 15 ayant trait à: Affaires juridiques - Demande d'avis positif pour le placement de caméras de surveillance, est retiré.

Punt 15 betreffende: Juridische zaken - Aanvraag positief advies voor het plaatsen van camerabewaking, wordt ingetrokken.

16. #Objet : Affaires juridiques - Sanctions administratives communales - Médiateur - Projet de convention intercommunale - Renouvellement et approbation. #

Le Conseil communal,

Vu l'article 119bis de la Nouvelle loi communale relatif aux sanctions administratives communales ;

Vu l'article 119ter de la Nouvelle loi communale qui stipule que « *Le conseil communal peut prévoir une procédure de médiation dans le cadre des compétences attribuées par l'art. 119bis. Celle-ci est obligatoire au cas où elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis aux moments des faits* »;

Considérant qu'en sa séance du 11 décembre 2007, le Collège de police a fait le choix de la commune de Jette en vue du recrutement et de l'hébergement du médiateur S.A.C; que le Collège de police a dès lors acté que la commune de Jette serait l'employeur légal du médiateur et a chargé la commune de Jette de conclure une convention avec le médiateur précité;

Considérant que le médiateur S.A.C est entré en fonction le 31 octobre 2008 au sein de la commune de Jette; qu'une convention relative à la fonction du médiateur S.A.C, dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du Gouvernement fédéral, a été établie entre la commune de Jette et l'Etat fédéral en 2008-2009 et qu'elle a été renouvelée le 31 octobre 2012 pour une période d'un an;

Considérant que l'article 4 de la convention conclue entre la commune de Jette et l'Etat fédéral entrée en vigueur le 31 octobre 2012 précise qu' « *afin que le médiateur puisse exercer sa mission au niveau de la zone de police Bruxelles-Ouest, la commune s'engage à conclure des partenariats avec les communes de la zone de police Bruxelles-Ouest qui le souhaitent. Les termes dudit partenariat seront précisés dans une convention* »;

Considérant que le Conseil communal de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a, en date du 22 décembre 2011, approuvé et renouvelé la convention intitulée « *Convention de collaboration entre les administrations communales de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral* »;

Considérant que ladite convention de collaboration intercommunale avait été conclue pour une durée d'un an et que cette dernière a pris fin le 30 octobre 2012;

Considérant que l'Etat fédéral a décidé de renouveler le subside du médiateur communal pour une nouvelle durée d'une année;

Considérant que le projet de convention de collaboration intercommunale actualisé ci-joint n'a pas été modifié par rapport à la précédente, si ce n'est que les dates ont été adaptées en calquant la durée de la convention sur la durée du subside et que le préambule a été complété;

Oùï ce qui précède,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 12 décembre 2012;

Par 26 OUI, 1 NON, 17 abstentions, décide :

Article unique

de renouveler la présente convention de collaboration intercommunale pour une durée d'un an et d'approuver le projet de convention réactualisé tel qu'annexé à la présente délibération, intitulée « *Convention de collaboration entre les administrations communales de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren, Jette, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral* ».

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Convention de collaboration entre les administrations
communales de Berchem-Sainte-Agathe, Ganshoren,
Jette, Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean dans le
cadre de la politique de sécurité et de l'approche de
la délinquance juvénile du gouvernement fédéral**

Entre :

L'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe, représentée par Monsieur Riguelle [...], Bourgmestre, et Monsieur Rossignol, Secrétaire Communal, agissant en vertu de la délibération du conseil communal du [...].

L'administration communale de Ganshoren, représentée par Madame Carthé [...], Bourgmestre, et Monsieur Vanhove, Secrétaire Communal, agissant en vertu de la délibération du conseil communal du [...];

L'administration communale de Koekelberg, représentée par Monsieur Pivin [...], Bourgmestre, et Monsieur Degrende Vandeplass, Secrétaire Communal, agissant en vertu de la délibération du conseil communal du [...].

L'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par Monsieur Moursaux [...], Bourgmestre, et Monsieur De Winne, Secrétaire Communal, agissant en vertu de la délibération du conseil communal du [...].

et

L'administration communale de Jette, représentée par Monsieur Doyen [...], Bourgmestre, et Monsieur Empain, Secrétaire Communal, agissant en vertu de la délibération du conseil communal du [...].

Ci-après «les parties»

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La loi du 13 mai 1999 modifiant la nouvelle loi communale permet aux communes de prévoir, sous certaines conditions, des sanctions administratives contre les infractions à ses règlements et ordonnances (art. 119bis NLC).

La loi du 17 juin 2004 insère dans la nouvelle loi communale le recours à la médiation. Le conseil peut ainsi prévoir une procédure de médiation dans le cadre des sanctions administratives. Cette procédure est obligatoire lorsque l'auteur de l'infraction est un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis aux moments des faits (art. 119ter NLC).

Le 28 avril 2006, le gouvernement fédéral a décidé de mettre à la disposition des zones de police un poste de médiateur à temps plein, afin de favoriser la mise en place de la procédure de médiation dans le cadre des sanctions administratives communales.

Le 28 novembre 2007, le Collège de police de la zone de Bruxelles-Ouest a choisi la commune de Jette en vue de l'hébergement du médiateur.

Le 11 décembre 2007, le Conseil de police a approuvé la décision précitée du Collège et a chargé le Collège de police d'informer l'administration communale de Jette de cette décision en l'invitant notamment à recruter un médiateur et à établir la/les convention(s) de coopération intercommunale à conclure entre les communes de la zone, compte tenu de leurs spécificités.

En octobre 2008, l'administration communale de Jette et le Ministre de la Politique des Grandes Villes ont, dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral, signé une convention d'une durée d'un an portant sur la mise à disposition d'un médiateur pour la zone de police Bruxelles-Ouest.

Le 31 octobre 2008, l'administration communale de Jette a engagé un médiateur dans le cadre des sanctions administratives communales.

En octobre 2009, et 2010 et 2011, le Ministre de la Politique des Grandes Villes a renouvelé le subventionnement du médiateur pour la zone de police Bruxelles-Ouest en signant avec l'administration communale de Jette des nouvelles conventions d'une durée d'un an; ces conventions sont respectivement entrées en vigueur le 31 octobre 2009, et le 31 octobre 2010 et 31 octobre 2011.

Cette convention vient d'être reconduite pour une période d'un an à partir du 31 octobre 2011-2012.

La présente convention précise les modalités pratiques de la collaboration entre les communes de la zone de police Bruxelles-Ouest concernant la mise à disposition du médiateur au sein de ladite zone.

Une telle convention a été conclue pour les périodes allant du 01 janvier 2010 au 30 octobre 2010, ~~et du 31 octobre 2010 au 30 octobre 2011 et du 31 octobre 2011 au 30 octobre 2012.~~

Puisque la convention entre l'Etat fédéral et la Commune de Jette est reconduite, il convient de renouveler la convention intercommunale pour la période du 31 octobre ~~2011-2012~~ au 30 octobre ~~2012-2013~~.

I. Dispositions générales concernant l'exécution de la convention

Article 1er

Le poste de médiateur financé par le gouvernement fédéral est affecté à la mise en place et à l'application de la procédure de médiation - telle que prévue par les dispositions légales relatives aux sanctions administratives communales - sur le territoire de ~~la commune~~ des communes situées dans la zone de police Bruxelles-Ouest.

La priorité est donnée à l'organisation de la procédure de médiation à l'égard des mineurs de plus de 16 ans accomplis au moment des faits.

Article 2

L'administration communale de Jette a procédé au recrutement du médiateur.

Dans l'hypothèse où le contrat du médiateur viendrait à se terminer pour un motif autre que la fin du versement de la subvention fédérale, l'administration communale de Jette se chargera de recruter un autre médiateur qui devra disposer d'une licence ou d'un master en droit ou en criminologie et qui devra, en outre, être doté d'une expérience professionnelle dans le domaine de la médiation ou être en possession d'un diplôme de formation à la médiation ou encore, être prêt à suivre une telle formation.

Les communes de la zone qui le souhaitent transmettront à l'administration communale de Jette un avis motivé sur le candidat proposé par l'administration communale de Jette.

Article 3

L'administration communale de Jette est l'employeur légal de la personne engagée pour le poste de médiateur.

~~Elle établit le contrat de travail, entre la personne recrutée et l'administration communale et assure la gestion administrative et financière de ce contrat.~~

Article 4

Le médiateur est en charge de tous les dossiers "sanctions administratives communales" pour lesquels une médiation lui est confiée par les Fonctionnaires sanctionneurs des communes signataires de la présente convention.

Il assume notamment les tâches suivantes :

- *coordonner les procédures de médiation en matière de sanctions administratives communales au sein des communes de la zone de Bruxelles-Ouest. A cet effet, le médiateur rédigera un règlement commun qu'il proposera aux communes de la zone qui le souhaitent;*
- *se charger de tout courrier relatif à la médiation dans le cadre des sanctions administratives communales;*
- *auditionner les parties en vue de les faire parvenir à un accord;*
- *rédiger à l'attention des parties un rapport concernant l'accord intervenu dans le cadre de la médiation;*
- *faire connaître les résultats de la médiation au fonctionnaire sanctionneur de la commune concernée et, lorsque l'auteur de l'infraction est un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits, faire connaître le résultat de la médiation au Parquet compétent ;*
- *participer aux réunions de concertation entre les acteurs communaux impliqués par les sanctions administratives communales, organiser de telles réunions;*
- *participer aux réunions d'échanges d'expérience organisées par l'Etat fédéral.*

Article 5

Sans préjudice de l'article 5 al. 2, la gestion complète des dossiers qui lui sont confiés par les fonctionnaires sanctionneurs de la zone est assurée par le médiateur depuis l'administration communale de Jette qui fournira le support administratif nécessaire à l'exercice de sa mission par le médiateur.

L'audition des parties à la médiation s'effectue dans les locaux de l'administration pour le compte de laquelle le médiateur intervient dans un dossier considéré. Pour ces séances, l'administration considérée met à la disposition du médiateur un local adapté - par exemple une salle de réunion - afin que les séances de médiation se déroulent dans des conditions optimales.

Le fonctionnaire sanctionneur transmet le plus vite possible au médiateur une copie du dossier de l'auteur de l'infraction pour lequel une médiation est requise. Le médiateur en accuse réception par l'envoi d'un courrier électronique. Lorsque le médiateur constate ne pas/puis disposer d'un délai suffisant pour mener à bien la médiation, il en informe immédiatement le fonctionnaire sanctionneur qui en assume la responsabilité. Lorsque la médiation est clôturée, le médiateur transmet au fonctionnaire sanctionneur son rapport final. Ce rapport doit parvenir au fonctionnaire sanctionneur le plus vite possible avant que le délai de prescription de six mois dans lequel la décision du fonctionnaire sanctionneur doit intervenir ne soit échu.

Les parties acceptent que des prestations SAC soient effectuées dans le cadre de la médiation.

Article 6

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, les parties transmettent au médiateur une version - en français et en néerlandais - de leurs règlements et ordonnances de police administrative assortis en tout ou en partie de sanctions administratives.

Elles tiendront également le médiateur informé de la suppression ainsi que de toute modification de ces règlements et ordonnances selon les modalités prévues par les lois et ordonnances relatives à la tutelle. Cette information doit être transmise au médiateur dès que la suppression ou la modification est intervenue.

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, les parties informent leur fonctionnaire sanctionneur respectif, le chef de corps de leur zone de police, ainsi que les agents désignés par leurs conseils communaux respectifs pour constater les infractions aux règlements communaux, de la présente convention et des coordonnées précises de la personne désignée pour exercer la fonction de médiateur.

L'administration communale de Jette en informe également le Procureur du Roi.

Article 7

Dans l'exercice de sa mission, le médiateur est indépendant et applique les principes déontologiques assignés aux médiateurs que sont la neutralité, l'impartialité et l'empathie.

Article 8

Les parties prennent note du soutien méthodologique concernant la mise en œuvre de la procédure de médiation mis en place par le gouvernement fédéral et offert à la demande par le Service Politique des grandes villes du SPP Intégration sociale. Elles laissent la liberté au médiateur d'y recourir, selon ses besoins.

Les parties prennent également note de la convention - dont copie est annexée à la présente convention - qui a été signée entre la commune de Jette et le Ministre de la Politique des grandes villes dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral.

Elles autorisent le médiateur à participer aux réunions d'échanges d'expérience organisées par le Service politique des grandes villes du SPP Intégration sociale, à l'attention des médiateurs engagés dans les différentes villes et communes du pays, dans le cadre de la présente mesure.

II. Dispositions financières

Article 9

L'administration communale de Jette bénéficie de la subvention fédérale forfaitaire destinée à couvrir les frais relatifs à la rémunération du médiateur, ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice de sa fonction.

Elle est chargée de la gestion administrative et financière liée à cette subvention.

Sans préjudice de l'article 9 al. 4, dans le cadre de la présente convention, aucune contribution financière ne sera demandée par l'administration communale de Jette aux autres communes de la zone Bruxelles-Ouest. De même, dans la mesure où seules les auditions se dérouleront dans les locaux de l'administration communale qui sollicite l'intervention du médiateur, les communes de la zone ne pourront demander aucune intervention financière de l'administration communale de Jette.

Le coût lié à la mise en œuvre d'une prestation SAC est intégralement pris en charge par l'administration communale sur le territoire de laquelle l'incivilité a été commise. Ainsi, il appartient notamment à l'administration communale concernée d'effectuer toutes les démarches en matières d'assurance et de prendre à sa charge le coût de celle-ci.

Au terme de la présente convention, l'administration communale de Jette établira un décompte du coût global lié au poste de médiateur. Dans l'hypothèse où ce coût dépasserait le montant du subside octroyé par l'Etat fédéral, une contribution sera négociée avec les parties dans le cadre du renouvellement de la présente convention.

Article 10

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance du fait que, dans le cadre de la subvention fédérale,

- seuls seront pris en compte :
 - les frais de personnel (médiateur), de fonctionnement et d'investissement qui ont un lien réel et direct avec la mise en œuvre de la présente convention;
 - les dépenses pour lesquelles des factures, des notes de frais, des tickets de caisse ou des reçus peuvent être présentés.
- ne peuvent être pris en compte :
 - les frais d'amortissement pour l'utilisation d'infrastructures existantes (bâtiments, matériel, installations, mobilier, ...);
 - la "facturation interne" : par exemple la facturation d'un loyer pour la mise à disposition de bâtiments et d'infrastructures appartenant à une autorité locale ou à une association, ...;
 - les frais liés au fonctionnement structurel de la commune ou tout autre partenaire impliqué dans la mise en œuvre de la présente convention;
 - la TVA : la TVA récupérable ne peut pas faire l'objet d'une subvention et ne peut dès lors être imputée. Ce principe s'applique à toute TVA pouvant être récupérée de n'importe quelle manière. En cas de statut de TVA mixte, seule la partie de la TVA non récupérable peut être subventionnée.

- les frais professionnels déductibles;
- les amendes, sanctions financières et frais judiciaires ne peuvent être subsidiés,
- des frais pour lesquels une autre source de financement a déjà été obtenue.
- Les frais de fonctionnement et d'investissement ne peuvent dépasser au total 15 % du montant du subside sauf si la commune prouve le caractère raisonnable et justifié des frais engendrés.

III. Rapport annuel

Article 11

Un rapport annuel reprenant le travail accompli par le médiateur durant l'année écoulée doit être transmis par la commune de Jette à l'Etat fédéral au plus tard le 30 janvier ~~2013~~2014.

Au plus tard le 1er novembre 20122013, le médiateur transmet un questionnaire aux communes; ce questionnaire devra être retourné dûment complété au médiateur dans le mois de son envoi. Les informations recueillies seront intégrées au rapport annuel.

IV. Communication

Article 12

Les parties échangent en temps utiles toute information pertinente liée à la bonne exécution de la convention.

En outre, dans leur communication, les parties font connaître au public l'origine des fonds utilisés et la présente convention, notamment par la mention «avec le soutien de la Politique fédérale des grandes villes», ainsi que l'apposition du logo de l'Etat fédéral et de la Politique des grandes villes.

V. Durée de la convention

Article 13

La présente convention entre en vigueur le 31 octobre 2011 et se terminera le 30 octobre 2012.

Elle pourra être reconduite, moyennant la signature d'une nouvelle convention.

La présente convention est l'accessoire de la convention antérieurement conclue entre la commune de Jette et le Ministre de la Politique des Grandes Villes, dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile du gouvernement fédéral - dont une copie est jointe en annexe - de sorte que l'exécution de la présente convention dépend de l'existence de la convention conclue avec le Ministre de la Politique des Grandes Villes.

Fait à _____, le _____ 2011.

Pour l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe :

M. Rossignol
Secrétaire Communal

[_] M. Riguelle
Bourgmestre

Pour l'administration communale de Ganshoren :

M. Vanhove
Secrétaire Communal

[_] M. Carthé
Bourgmestre

Pour l'administration communale de Koekelberg :

M. Vandepitte Degrandele
Secrétaire Communal

[...] M. Piva
Bourgmestre

Pour l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean :

M. De Winne
Secrétaire Communal

[...] M. Moursaux
Bourgmestre

Pour l'administration communale de Jette :

M. Empain
Secrétaire Communal

[...] M. Doyen
Bourgmestre

16. Betreft: Juridische zaken - Gemeentelijke administratieve sancties - Bemiddelaar - Ontwerp van intergemeentelijke overeenkomst - Hernieuwing en goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet betreffende de gemeentelijke administratieve boetes;

Gelet op artikel 119ter van de nieuwe gemeentewet dat bepaalt dat « *De gemeenteraad kan in een bemiddelingsprocedure voorzien in het kader van de door artikel 119bis toegekende bevoegdheden. Deze is verplicht indien zij betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van 16 jaar hebben bereikt op het tijdstip van de feiten* »;

Overwegende dat in haar zitting van 11 december 2007, het Politiecollege beslist heeft de Gemeente Jette te kiezen met het oog op de aanwerving en huisvesting van de G.A.S. bemiddelaar; dat het Politiecollege bijgevolg akte genomen heeft van het feit dat de Gemeente Jette de wettelijke werkgever van de bemiddelaar zal zijn en dientengevolge gevraagd heeft aan de Gemeente Jette de voormelde overeenkomst met de federale staat af te sluiten;

Overwegende dat de bemiddelaar op 31 oktober 2008 in dienst getreden is bij de Gemeente Jette; dat een overeenkomst betreffende de functie van de GAS bemiddelaar opgesteld werd tussen de Gemeente Jette en de federale Staat in 2008-2009 en dat ze hernieuwd werd op 31 oktober 2012, voor een nieuwe duurtijd van één jaar;

Overwegende dat artikel 4 van de overeenkomst, gesloten tussen de Gemeente Jette en de federale Staat, van kracht sinds 31 oktober 2012, bepaalt dat "*opdat de bemiddelaar zijn opdracht kan vervullen in de politiezone Brussel-West verbindt de Gemeente zich ertoe partnerships aan te gaan met de gemeenten die onder de voormelde zone ressorteren en die dit wensen. De voorwaarden van deze partnerships zullen in een overeenkomst worden vastgesteld*";

Overwegende dat de Gemeenteraad, op 22 december 2011, het ontwerp van de hierbijgevoegde overeenkomst, met als titel "*Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de jeugdcriminaliteit van de federale regering*" heeft goedgekeurd;

Overwegende dat bovengenoemde overeenkomst van intergemeentelijke samenwerking voor een periode van 12 maanden werd afgesloten en dat laatstgenoemde op 30 oktober 2012 beëindigd is;

Overwegende dat de federale Staat besloten heeft om de subsidie van de gemeentelijke bemiddelaar voor een nieuwe duurtijd van één jaar te vernieuwen;

Overwegende dat het ontwerp van overeenkomst van intergemeentelijke samenwerking niet werd gewijzigd behalve dat de data werden aangepast om de duurtijd van de overeenkomst met de duurtijd van de subsidie te laten samenvallen, dat de preambule werd aangevuld;

Gehoord wat voorafging,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen zoals geformuleerd in haar zitting van 12 december 2012;

Met 26 JA, 1 NEEN, 17 onthoudingen, besluit :

Enig artikel

De hierbijgevoegde samenwerkingsovereenkomst, met als titel "Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de jeugdcriminaliteit van de federale regering" voor een duurtijd van één jaar te vernieuwen en haar goedkeuring te verlenen aan de gereactualiseerde overeenkomst, in bijlage, met als titel "Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van de jeugdcriminaliteit van de federale regering".

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Ganshoren, Jette, Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het veiligheidsbeleid van de federale regering en haar aanpak van de jeugdcriminaliteit

Tussen :

| De gemeente Sint-Agatha-Berchem, vertegenwoordigd door ~~de Heer Riguelle~~ [...], Burgemeester, en de Heer Rossignol, Gemeentesecretaris, handelend krachtens de beslissing van de gemeenteraad van [...];

| De gemeente Ganshoren, vertegenwoordigd door ~~Mevrouw Garhe~~ [...], Burgemeester, en de Heer Vanhove, Gemeentesecretaris, handelend krachtens de beslissing van de gemeenteraad van [...];

| De gemeente Koekelberg, vertegenwoordigd door ~~de Heer Pwin~~ [...], Burgemeester, en de Heer ~~Degrande~~ Vandepias, Gemeentesecretaris, handelend krachtens de beslissing van de gemeenteraad van [...];

| De gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door ~~de Heer Meuraux~~ [...], Burgemeester, en de Heer De Winne, Gemeentesecretaris, handelend krachtens de beslissing van de gemeenteraad van [...];

en

| De gemeente Jette, vertegenwoordigd door ~~de Heer Doyen~~ [...], Burgemeester, en de Heer Empain, Gemeentesecretaris, handelend krachtens de beslissing van de gemeenteraad van [...];

Hierna "de partijen"

Het volgende wordt overeengekomen :

Inleiding

De wet van 13 mei 1999 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet geeft de steden en gemeenten de mogelijkheid om onder bepaalde voorwaarden administratieve sancties te voorzien tegen de inbreuken op hun reglementen en verordeningen (art. 119bis Nieuwe Gemeentewet).

De wet van 17 juni 2004 laat in de nieuwe gemeentewet de mogelijkheid in tot bemiddeling. De raad kan aldus een bemiddelingsprocedure voorzien in het kader van de administratieve sancties. Deze procedure is verplicht voor minderjarige overtreeders die de leeftijd van 16 jaar bereikt hebben op het ogenblik van de feiten (art. 119ter Nieuwe Gemeentewet).

De federale regering besliste op 28 april 2006 om een volzijdse functie van bemiddelaar ter beschikking te stellen van de politiezones om in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties de invoering van de bemiddelingsprocedure aan te moedigen.

Het politiecollege van de zone Brussel-West heeft op 28 november 2007 de gemeente Jette gekozen om een bemiddelaar aan te werven.

De politieraad heeft op 11 december 2007 de voormede beslissing van het college goedgekeurd en heeft het politiecollege belast om het gemeentebestuur van Jette van deze beslissing in kennis te stellen, met name om een bemiddelaar aan te werven en om (een) intergemeentelijke samenwerkingsovereenkomst(en) op te stellen tussen de gemeenten van de zone, rekening houdend met hun specificiteit.

De gemeente Jette en de Minister van het Grootstedenbeleid hebben in oktober 2008 een jaarlijkse overeenkomst ondertekend over de terbeschikkingstelling van een bemiddelaar voor de politiezone Brussel-West in het kader van het veiligheidsbeleid van de federale regering en haar aanpak van de jeugdcriminaliteit.

De gemeente Jette heeft op 31 oktober 2008 een bemiddelaar aangeworven in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties.

In oktober 2009, en 2010 en 2011, heeft de Minister van het Grootstedenbeleid opnieuw een subsidie toegekend voor de bemiddelaar voor de politiezone Brussel-West door het Gemeentebestuur van Jette nieuwe overeenkomsten te ondertekenen voor een jaar, die overeenkomsten treden respectievelijk in werking op 31 oktober 2009, en 31 oktober 2010 en 31 oktober 2011.

Deze overeenkomst is opnieuw toegekend geworden voor een duur van één jaar vanaf 31 oktober 2011 tot 2012.

De huidige overeenkomst bepaalt de praktische regelingen van medewerking tussen de gemeenten van de politiezone Brussel-West betreffende de terbeschikkingstelling van de bemiddelaar in de gemeenten van deze politiezone.

Een dergelijke overeenkomst werd afgesloten voor de perioden van 01 januari 2010 tot 30 oktober 2010, en van 31 oktober 2010 tot 30 oktober 2011 en van 31 oktober 2011 tot 30 oktober 2012.

Aangezien de overeenkomst tussen de federale Staat en de Gemeente Jette vernieuwd werd, is het passend om de intergemeentelijke overeenkomst te vernieuwen voor de periode van 31 oktober 2011 tot 30 oktober 2012.

I. Algemene bepalingen m.b.t. de uitvoering van de overeenkomst

Artikel 1

De functie van bemiddelaar, gefinancierd door de federale regering, is opgericht voor de samenwerking en de toepassing van de bemiddelingsprocedure - zoals bepaald door de wettelijke voorschriften inzake de gemeentelijke administratieve sancties - op het grondgebied van de {betrokken-gemeente}gemeenten gelegen in de politieke zone Brussel-West.

De voorrang wordt gegeven aan de organisatie van de bemiddelingsprocedure voor minderjarigen die 16 jaar en ouder zijn, op het ogenblik van de feiten.

Artikel 2

De gemeente Jette is overgegaan tot de aanwerving van een bemiddelaar.

In de veronderstelling dat er een einde komt aan het contract van de bemiddelaar om een andere reden dan om het einde van de storting van de federale subsidie, zal de gemeente Jette instaan voor de aanwerving van een andere bemiddelaar, die moet beschikken over een licentiaats- of een masterdiploma in de rechten of criminologie en die bovendien beroepservaring dient te hebben op het gebied van bemiddeling of die een diploma heeft van vorming inzake bemiddeling of bereid is om een dergelijke vorming te volgen.

De gemeenten van de zone kunnen, als ze dat wensen, aan het gemeentebestuur van Jette een gemotiveerd advies over de kandidaat geven, die door het gemeentebestuur van Jette wordt voorgesteld.

Artikel 3

De gemeente Jette is de wettelijke werkgever van de persoon die wordt aangeworven als bemiddelaar.

Deze stelt een arbeidsovereenkomst op tussen de aangeworven persoon en de gemeente en verzekert het administratieve en financiële beheer van deze overeenkomst.

Artikel 4

De bemiddelaar is belast met alle dossiers "gemeentelijke administratieve sancties" waarvoor de bemiddeling hem wordt toevertrouwd door de sanctionerende ambtenaren van de gemeenten, ondertekenaars van de huidige overeenkomst.

Hij verzekert met name de volgende taken :

- *bemiddelingsprocedures coördineren aangaande gemeentelijke administratieve sancties in de gemeenten van de zone Brussel-West. Te dien einde zal de bemiddelaar een gemeenschappelijk reglement opstellen dat wordt voorgelegd aan de gemeenten van de zone die dat wensen;*
- *instaan voor alle correspondentie aangaande de bemiddeling in het kader van de gemeentelijke administratieve sancties;*
- *de partijen horen om tot een akkoord te komen;*
- *een verslag opstellen ter attentie van de partijen betreffende het akkoord in het kader van de bemiddeling;*
- *de resultaten van de bemiddeling bekendmaken aan de sanctionerende ambtenaar van de betrokken gemeente en aan het bevoegde parket, indien de overtreder een minderjarige is die de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt is op het ogenblik van de feiten;*
- *deelnemen aan overlegvergaderingen tussen de verschillende gemeentelijke actoren die betrokken zijn bij de gemeentelijke administratieve sancties; organiseren van dergelijke vergaderingen;*
- *deelnemen aan de vergaderingen, georganiseerd per kwartaal door de federale Staat, waarbij ervaringen worden uitgewisseld.*

Artikel 5

Ongeacht artikel 5 al. 2, wordt het volledige beheer van de dossiers, die de sanctionerende ambtenaars van de zone toevertrouwen aan de bemiddelaar, door hem verzekerd vanuit het gemeentebestuur van Jette, die de nodige administratieve steun zal geven bij de uitoefening van haar opdracht, via de bemiddelaar.

De bemiddelingspartijen worden gehoord in de lokalen van het gemeentebestuur voor de dossiers waarin de bemiddelaar tussenkomt. Voor deze bijeenkomsten stelt het betrokken bestuur een aangepast lokaal ter beschikking van de bemiddelaar - bijvoorbeeld een vergaderzaal - zodat de bemiddelingsbijeenkomsten in optimale omstandigheden kunnen verlopen.

De sanctionerende ambtenaar overhandigt zo vlug mogelijk aan de bemiddelaar een kopie van het dossier van de overtreder, voor wie een bemiddeling is vereist. De bemiddelaar meikt er ontvangst van via email. Wanneer de bemiddelaar vaststelt dat hij niet (meer) over voldoende tijd beschikt om een bemiddeling tot een goed einde te brengen, brengt hij zonder verwijl de verantwoordelijke sanctionerende ambtenaar hiervan op de hoogte. Als de bemiddeling afgerond is, overhandigt de bemiddelaar zijn eindverslag aan de sanctionerende ambtenaar. Dit verslag moet zo vlug mogelijk worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar voordat de verjaringstermijn van 6 maanden is verstreken, waarbinnen de sanctionerende ambtenaar een beslissing moet nemen.

De partijen aanvaarden dat GAS prestaties in het kader van de bemiddeling worden uitgevoerd.

Artikel 6

Vanaf de inwerkingtreding van de onderhavige overeenkomst, overhandigen de partijen aan de bemiddelaar een versie - in het Frans en in het Nederlands - van hun reglementen en bestuurlijke politieordonnanties, geheel of gedeeltelijk met betrekking tot de administratieve sancties.

Ze houden de bemiddelaar eveneens op de hoogte van de afschaffing en van elke wijziging van die reglementen en ordonnanties, volgens de modaliteiten voorzien door de wetten en ordonnanties inzake de voogdij. Deze informatie moet aan de bemiddelaar worden doorgegeven vanaf het ogenblik van de afschaffing of de wijziging.

Bij de inwerkingtreding van de huidige overeenkomst informeren de partijen hun respectievelijke sanctionerende ambtenaar, de korpschef van hun politiezone alsook de agenten die door de respectievelijke gemeenteraden zijn aangewezen om de overtredingen van de gemeentereglementen vast te stellen, over de huidige overeenkomst en de persoonlijke gegevens van diegene die aangeduid wordt om de functie van bemiddelaar uit te oefenen.

De gemeente Jette stelt hiervan ook de Procureur des Konings in kennis.

Artikel 7

In de uitoefening van zijn opdracht is de bemiddelaar zelfstandig en past de deontologische principes toe die hem zijn opgelegd, namelijk neutraliteit, onpartijdigheid en empathie.

Artikel 8

De partijen nemen nota van de methodologische steun die de federale regering geeft met betrekking tot de uitvoering van de bemiddelingsprocedure en op aanvraag aangeboden door de Dienst Grootstedenbeleid van de POD Maatschappelijke Integratie. Ze geven aan de bemiddelaar de mogelijkheid om er indien nodig gebruik van te maken.

De partijen nemen eveneens nota van de overeenkomst - waarvan een kopie is gevoegd bij de huidige overeenkomst - die werd ondertekend tussen de gemeente Jette en de minister

van Grootstedenbeleid, in het kader van het veiligheidsbeleid van de federale regering in verband met haar aanpak van de jeugdcriminaliteit.

Zij geven de bemiddelaar de toelating om deel te nemen aan vergaderingen waarbij ervaringen worden uitgewisseld en die worden georganiseerd door de Dienst Grootstedenbeleid van de POD Maatschappelijke Integratie, ter attentie van de bemiddelaars aangeworven in de verschillende steden en gemeenten van het land, in het kader van de huidige maatregel.

II. Financiële bepalingen

Artikel 9

Het gemeentebestuur van Jette geniet van de forfaitaire federale overheidssubsidie, bestemd om de loonkosten te dekken van de bemiddelaar en voor een deel van de werkings- en investeringskosten die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn functie.

Ze is belast met het administratief en financieel beheer van deze subsidie.

Ongeacht het artikel 9 § 4 zal het gemeentebestuur van Jette, in het kader van de huidige overeenkomst, geen enkele financiële bijdrage vragen aan andere gemeenten van de zone Brussel-West. Ook voor de hoorzittingen die zullen doorgaan in de lokalen van het gemeentebestuur dat een tussenkomst vraagt van de bemiddelaar, zullen de gemeenten van de zone geen enkele financiële tussenkomst mogen vragen van het gemeentebestuur van Jette.

De kosten verbonden aan de GAS prestatie zijn volledig ten laste van het gemeentebestuur op wiens grondgebied het feit is gepleegd. Zo dient met name de betrokken gemeente alle stappen te zetten inzake verzekeringen en de kosten ervan ten laste te nemen.

Na afloop van de huidige overeenkomst, zal het gemeentebestuur van Jette een afrekening maken van de totale kosten die gepaard gaan met de functie van bemiddelaar. In de veronderstelling dat deze kosten de toelage van de Federale Staat zouden overschrijden, zal er samen met de partijen worden onderhandeld over een bijdrage in het kader van de hernieuwing van de huidige overeenkomst.

Artikel 10

De partijen verklaren kennis te hebben genomen van het feit dat in het kader van de federale subsidie,

- enkel rekening zal worden gehouden met :
 - de personeelskosten (bemiddelaar), de werkings- en investeringskosten die daadwerkelijk en rechtstreeks verband houden met de uitvoering van de huidige overeenkomst;

- de uitgaven voor dewelke facturen, onkostennota's, ontvangstbewijzen of kassabons kunnen worden voorgelegd.
- geen rekening zal worden gehouden met :
 - de afschrijvingskosten voor het gebruik van bestaande infrastructuren (gebouwen, materieel, installaties, meubilair,...).
 - de "interne facturatie" : bij voorbeeld de facturatie van huurgeld voor de terbeschikkingstelling van gebouwen en infrastructuren die eigendom zijn van een plaatselijke overheid of vereniging,...
 - de kosten verbonden aan de structurele werkingskosten van de gemeenten of van elke andere partner die betrokken is bij de uitvoering van de huidige overeenkomst;
 - de BTW : terugvorderbare BTW is niet subsidiabel en kan bijgevoeg niet worden geboekt. Dit geldt voor alle BTW die op welke manier dan ook kan worden teruggevorderd. In geval van een gemengd BTW-Statuut betekent dit dat enkel het niet-terugvorderbare gedeelte van de BTW kan worden gesubsidieerd.
 - de aftrekbare beroepskosten;
 - boetes, financiële sancties en gerechtskosten zijn niet subsidiabel;
 - de kosten waarvoor al een andere bron van financiering werd verkregen;
 - de werkings- en investeringskosten mogen in totaal niet meer dan 15 % van het bedrag van de subsidie overschrijden, behalve als de Gemeente bewijst dat de gemaakte kosten redelijk en gerechtvaardigd zijn.

III. Jaarlijks verslag

Artikel 11

De gemeente Jette dient een jaarlijks verslag met de volbrachte prestaties van de bemiddelaar van het voorbije jaar over te maken aan de federale Staat ten laatste op 30 januari 2013/2014.

Uiterlijk op 01 november 2012-2013 bezorgt de bemiddelaar een vragenlijst aan de gemeenten; deze vragenlijst moet naar behoren worden ingevuld en terugbezorgd aan de bemiddelaar, binnen de maand na de verzending ervan. De verkregen informatie zal in het jaarlijks verslag word opgenomen.

IV. Communicatie

Intergemeentelijke overeenkomst betreffende de GAS bemiddelaar Politiezone Brussel-West

Page 7

Artikel 12

De partijen wisselen ten gepaste tijde relevante informatie uit met betrekking tot de goede uitvoering van de overeenkomst.

Bovendien zullen de partijen de herkomst van de gebruikte fondsen en de huidige overeenkomst kenbaar maken aan het publiek, meer bepaald door de vermelding "met de steun van het federaal grootstedelijk beleid", en door het aanbrengen van het logo van de federale Staat en van het grootstedelijk beleid.

V. Duur van de overeenkomst

Artikel 13

De huidige overeenkomst treedt in werking op 31 oktober ~~2011-2012~~ en zal eindigen op 30 oktober ~~2012-2013~~.

Ze kan vernieuwd worden mits de ondertekening van een nieuwe overeenkomst.

De huidige overeenkomst is een aanvulling van de overeenkomst, voorafgaandelijk afgesloten tussen de gemeente Jette en de Ministerie van Grootstedenbeleid, in het kader van het veiligheidsbeleid van de federale regering en haar aanpak van de jeugdcriminaliteit - waarvan een kopie als bijlage is toegevoegd - zodat de uitvoering van de huidige overeenkomst afhankelijk is van de overeenkomst afgesloten met het Ministerie van het Grootstedenbeleid.

Gedaan te _____, op 20-11-2012

Voor het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem :

M. Rossignol
Gemeentesecretaris

L. M. Riguelle
Burgemeester

Voor het gemeentebestuur van Ganshoren :

M. Vanhove
Gemeentesecretaris

[...]Mw. Gerthe
Burgemeester

Voor het gemeentebestuur van Koekelberg :

M. Vandepias
Gemeentesecretaris

[...]M. Pivin
Burgemeester

Voor het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek :

M. De Winne
Gemeentesecretaris

[...]M. Moursaux
Burgemeester

Voor het gemeentebestuur van Jette :

M. Empain
Gemeentesecretaris

[...]M. Doyen
Burgemeester

Le point 17 ayant trait à: Affaires juridiques - Approbation de l'avenant au Contrat de Concession du 28 avril 1999, conclu entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et une société de télécommunication, est retiré.

Punt 17 betreffende: Juridische zaken - Goedkeuring van de aanvulling bij de concessieovereenkomst van 28 april 1999 afgesloten tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en een telecommunicatiemaatschappij, wordt Ingetrokken.

18. #Objet : Travaux publics - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins. #

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§2-1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 21 novembre 2012 - Travaux Publics – Stade Verbiest – Avenue de Roovere, 7 – Rénovation de l'éclairage du terrain de football - Pose d'un branchement électrique - 4.152,72 EUR TVAC - Art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;
- 28 novembre 2012 - Travaux Publics – Stade Verbiest – Avenue de Roovere, 7 – Rénovation de l'éclairage du terrain de football – Marché public de fournitures - Fourniture d'un ensemble de comptage de grande puissance I > 63A – Projet - 5.000,00 EUR TVAC - Art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;

ET

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

18. Betreft: Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1° a) van

de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 21 november 2012 – Werken Openbare – Verbiest Stadium – Rooverelaan, 7 – Renovatie van de verlichting van het voetbalterrein - Plaatsing elektrische aansluiting – 4.152,72 EUR BTW inbegrepen – Art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – Leningsgelden ;
- 28 november 2012 – Openbare Werken – Verbiest Stadium – Rooverelaan, 7 - Renovatie van de verlichting van het voetbalterrein – Leveringen opdracht - Levering geheel van tellen van groote vermogen I > 63A – Ontwerp – 5.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – Leningsgelden ;

EN

besluit eenparig :

Enig artikel

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

19. #Objet : Travaux publics - Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins. #

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu des art. 7 et 8 de l'A. R. du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 28 novembre 2012 – Travaux Publics – Fourniture et placement d'une nouvelle clôture pour la nouvelle école sise rue de la Flûte Enchantée – Adaptation de la dépense - 356,61 EUR TVAC – Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;
- 05 décembre 2012 – Travaux Publics – Installation de chauffage pavillons scolaires - rue de la flûte enchantée – Adaptation de la dépense – 4.927,86 EUR TVAC - Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;
- 05 décembre 2012 – Travaux Publics - Rénovation de l'église Saint-Jean Baptiste – Phase II – Adaptation des honoraires de l'auteur de projet - 11.374,00 EUR TVAC – Art. 7900/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 – Fonds d'emprunt ;

ET

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

19. Betreft: Openbare werken - Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 28 november 2012 – Werken Openbare - Levering en plaatsing van een nieuwe omheining voor de nieuwe school Toverfluit - Aanpassing van de uitgave - 356,61 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - Leningsgelden;
- 05 december 2012 – Werken Openbare - Installatie van een verwarmingssysteem in schoolpaviljoenen – Toverfluitstraat - Aanpassing van de uitgave - 4.927,86 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - Leningsgelden;
- 05 december 2012 – Werken Openbare - Renovatie van de Sint-Jan de Doperkerk – Fase II – Aanpassing van de honoraria van de ontwerper - 11.374,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7900/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012 - Leningsgelden;

EN

besluit eenparig :

Enig artikel

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

20. #Objet : Travaux publics - Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation du Protocole 3.10.3 - Réfection complète des toitures du Château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean. #

Le Conseil communal,

Vu l'accord de Coopération du 15.09.1993 et ses avenants (dénommés BELIRIS) conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capital de Bruxelles ;

Considérant que la Direction Infrastructure de Transport est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant que le chapitre 3 « Bâtiments et espaces publics dans Bruxelles » de l'Accord de Coopération précité prévoit en tant qu'initiative la réfection complète des toitures du château du karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le cahier spécial des charges « 3.10.3 – Réfection complète des toitures de la ferme du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean – Marché de travaux – Adjudication publique ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les droits et obligations de chacune des parties ;

Prend connaissance Protocole « 3.10.3 Réfection complète des toitures du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean » ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 07.11.2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver et de faire sien le Protocole « 3.10.3 Réfection complète des toitures du château du Karreveld à Molenbeek-Saint-Jean ».

20. Betreft: Openbare werken - Samenwerkingsakkoord tussen de Federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring van het Protocol 3.10.3 - Volledige herstelling van de daken van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek.

De Gemeenteraad,

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en de aanhangsels ervan (BELIRIS genaamd), afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welk akkoord voorziet in verscheidene initiatieven die bedoeld zijn om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te promoten;

Overwegende dat de Directie Transportinfrastructuur met de bestudering van, uitvoering van en controle op deze initiatieven belast is;

Overwegende dat hoofdstuk 3 « Gebouwen en openbare ruimtes in Brussel » van voornoemd Samenwerkingsakkoord voorziet in de volledige vernieuwing van het dak van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek als initiatief;

Gelet op het bijzonder lastenboek « 3.10.3 – Volledige vernieuwing van het dak van de hoeve van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek – Overheidsopdracht voor werken – Openbare aanbesteding;

Overwegende dat de rechten en plichten van alle partijen bepaald moeten worden;

Neemt kennis van Protocol « 3.10.3 Volledige vernieuwing van het dak van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek »;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 07.11.2012;

besluit eenparig ;)

Enig artikel

Protocol « 3.10.3 Volledige vernieuwing van het dak van het Karreveldkasteel te Sint-Jans-Molenbeek » goed te keuren en toe te laten.



3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek

PROTOCOL

PREAMBULE

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn bijlagen (genoemd BEURIS) tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende bepaalde initiatieven ter bevordering van de Internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Aangezien de Directie Vervoerinfrastructuur belast is met de studie, de uitvoering en de controle van deze initiatieven;

Overwegende dat hoofdstuk 3 «Gebouwen en openbare ruimten in Brussel» van het betreffende Samenwerkingsakkoord de volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek voorziet als initiatief;

Gezien het bijzonder bestek "3.10.3 - Volledige herstelling van de daken van de Kasteelhoeve Karreveld - Sint-Jans-Molenbeek - Opdracht van werken - Openbare aanbesteding;

Gelet op de noodzaak om de rechten en verplichtingen van elke partij vast te leggen;

OM DEZE REDENEN ZIJN

De Federale Staat, Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Veerkeersveiligheid, Directie Vervoerinfrastructuur, die vertegenwoordigd wordt door mevrouw L. ONKELINX, de Vice-Eersteminister die belast is met het samenwerkingsakkoord F.S./B.H.G.,

En

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat vertegenwoordigd wordt door zijn regering, in naam waarvan optreedt: C. PICQUE, Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Reiniging, Ontwikkelingsamenwerking, Gewestelijke Statuut;

En

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek, geldig vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, namens hetwelk de heer Moureaux, Burgemeester en de heer De Winne, gemeentesecretaris optreden.

3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)
Protocol

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1. Doelwit

Onder Samenwerkingsakkoord verstaat men: het Samenwerkingsakkoord van 15.09.93, zoals het werd gewijzigd door de Bijlagen ervan, dat tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd gesloten betreffende sommige initiatieven ter bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Onder FOD MV verstaat men: de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Veiligheidsinfrastructuur, Directie Vervoersinfrastructuur;

Onder BHG of Gewest verstaat men: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Onder Gemeente verstaat men: de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Onder Begeleidingscomité wordt verstaan: het comité verantwoordelijk voor de opvolging van de realisatie van het budgetprogramma van het Samenwerkingsakkoord BELUIS in het Initiatief "Kasteel Karreveld" (Sint-Jans-Molenbeek). Dit comité is samengesteld uit afgevaardigden van de FOD MV, de gemeente, het Gewest en van eventuele andere betrokken overheden of diensten. Het begeleidingscomité volgt de studies en werkzaamheden op met betrekking tot de interventies beschreven in artikel 2. Het beslist bij consensus over de cruciale fases. De vergaderingen van het begeleidingscomité worden georganiseerd door de FOD MV en voorgemeten door de betrokken leidende ambtenaar;

Onder Coördinatiecomité verstaat men: het comité dat instaat voor de opvolging van de uitvoering van het budgettaire programma van het Samenwerkingsakkoord. Dit comité bestaat uit de federale en gewestelijke kabinetten en besturen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van het Samenwerkingsakkoord;

Onder Samenwerkingscomité verstaat men: het comité dat instaat voor de uitvoering van het budgettaire programma van het Samenwerkingsakkoord. Dit comité bestaat uit de vier federale ministers (of hun vertegenwoordigers) en de vier gewestelijke ministers (of hun vertegenwoordigers) die het Samenwerkingsakkoord en de bijlagen ervan ondertekenden;

Onder initiatief verstaat men het uitvoeren van werken of een studiefase in het kader van de herstelling van de daken van de kasteelhoeve Karreveld te Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 2. Voorwerp

Het onderhavige protocol heeft tot voorwerp de vaststelling van de Interventievoorwaarden voor de uitvoering van initiatief 3.10.3 "Kasteel Karreveld - volledige herstelling van de daken" in Sint-Jans-Molenbeek.

Opmerking: het oorspronkelijk initiatief voorziet in de heraanleg van de omgeving en de daken van het Kasteel Karreveld. De studies werden dan ook als één geheel aangebesteed. Voor wat betreft de werken, besliste de FOD MV de werken aan de daken en de omgeving te schelken. Onderhavig protocol zal enkel de betalingsmodaliteiten wat betreft de herstellingswerken aan de daken regelen.

**3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)
Protocol**

Ooelacht van de FOD MV met betrekking tot de dakten

* Verdeling van het budget op basis van de offerte van de weerhouden aannemer

		Prijs van de werken volgens de waarschuden aannemer	Aandeel FOD MV	Prijs van studie op basis van het aangevraagd bedrag der werken: Aandeel FOD MV
DAKEN	<ul style="list-style-type: none"> - De volledige herstelling van de dakten, meer bepaald: - ontmanteling van de dakten en de kroonlijsten, met gedeeltelijke recuperatie van de bestaande leien; - eventuele ontmanteling en herstelling van de structuur; - het plaatsen van onderdak, leien en zinkwerken; - het plaatsen van regenwaterafvoeren; - vernieuwen van de dakbedekking; - herstelling of vervanging van de stokerpiestofkalk; - herstelling of vervanging van de kroonlijsten en de afvoerspijpen. 	€ 1.009.995,37 incl. btw	€ 1.009.995,37 incl. btw	€ 73.606,41 incl. BTW*
Pijpbeveiliging en verzekeringen		€ 100.000 incl. BTW	€ 100.000 incl. BTW	
TOTAAL		€ 1.109.995,37 incl. btw	€ 1.109.995,37 incl. btw	€ 73.606,41 incl. btw + € 3.025 incl. BTW**

* Betreft op basis van FABI 2007 met toepassing van het kortingspercentage opgegeven door het studiebureau voor de uitwerpingdrukt (85%).

** Reproductiekosten

* SAMENVATTING:

TOTAAL (werkzaamheden + studies): € 1.186.628,78

Aandeel van de FOD MV (werkzaamheden+studies): € 1.186.628,78

ARTIKEL 3. ROLES VAN LEIDEND AMBTENAAR

De FOD MV treedt op als bouwheer voor alle studies en werkzaamheden vermeld in artikel 2 en staat tevens in voor het beheer en de coördinatie van alle investeringen.

De FOD MV kiest een leidend ambtenaar uit zijn midden en verzekert zowel de administratieve en technische als budgettaire opvolging van de diverse studie- en werkopdrachten. De leidend ambtenaar zal de vergaderingen van het Begeleidingscomité net als de bouwplaatsvergaderingen voor.

ARTIKEL 4. FINANCIERING EN MODALITEITEN VAN BETALING

§1. Financiering via het Samenwerkingsakkoord, BEJURIS

De financiële tussenkomst van het Samenwerkingsakkoord voor de werkzaamheden in het kader van de onderhavige opdracht is strikt beperkt tot € 1.009.995,37 (incl. btw). De prijstaxeringen, en vergoedingen m.b.t. de werkzaamheden gefinancierd door het Samenwerkingsakkoord zijn eveneens

3.10.3 Volledige herstelling van de dakten van het Kasteel Karreveld
 (gemeente Sint-Jans-Molenbeek)
 Protocol

voor rekening van het Samenwerkingsakkoord ten belope van een bedrag van € 100.000 incl. BTW.

Het Samenwerkingscomité of het Coördinatiecomité kunnen, binnen de beperkingen van hun bevoegdheden en desgevallend op verzoek van het Begeleidingscomité, afwijken van voormeld bedrag.

52. Financiering door derden

- De gemeente Sint-Jans-Molenbeek

Bijkomende financieringen (supplementaire werken, verkenningen en meer) zullen door de gemeente ten laste genomen dienen te worden indien het totaal beschikbaar bedrag van € 1.109.995,37 incl. BTW op het Samenwerkingsakkoord reeds wordt bereikt. De prijshetzeringen m.b.t. de werkzaamheden gefinancierd door de gemeente zijn eveneens voor rekening van de gemeente.

De bevestiging van de aard en de goedkeuring van de supplementen gebeurt door de FOD MV en de gemeente in consensus en gezamenlijk overleg en wordt gedaatseerd in de processen-verbaal van de Begeleidingscomités en/of werkvergaderingen.

53. Betalingsmodaliteiten

Conform de administratieve bepalingen van het bijzonder bestek maakt de aannemer de vorderingstaten, de schuldvorderingen en de facturen op en stuurt ze desgevallend naar de FOD MV en de gemeente. De leidend ambtenaar verifieert, corrigeert en geeft zijn goedkeuring betreffende alle vorderingstaten en schuldvorderingen, en stuurt kopie van zijn goedkeuring naar de gemeente.

(De leidend ambtenaar stelt af en in het werk opdat zijn goedkeuring voor de delen ten laste van de gemeente gebeurt in overeenstemming met de desbetreffende partij.)

De FOD MV betaalt de facturen voor de werken (incl. herzieningen en verkenningen) tot het bedrag van het Samenwerkingsakkoord, maximaal € 1.109.995,37, (incl. 21% BTW).

De gemeente verbindt zich er toe de aannemer te betalen binnen de wettelijk daartoe bepaalde termijnen.

54. Verwijlinteressen

Elke partij betaalt de verwijlinteressen die de aannemer eventueel vraagt en die voortvloeien uit een vertraging die aan haar is toe te schrijven.

ARTIKEL 5. TERRECHTHERSTELLING VAN DE TERREINEN EN OVERDRACHT VAN DE UITGEVOERDE WERKEN AAN WIJEN

*** Terbeschikkingstelling van de terreinen en/of gebouwen**

De gemeente geeft, als eigenaar van de terreinen, de FOD MV de toestemming om voormelde studies en werkzaamheden uit te voeren op haar grondgebied. De FOD MV stelt alle voor het project noodzakelijke documenten ter beschikking.

In het geval dat de gemeente niet de eigenaar of beheerder zou zijn van de terreinen (of gebouwen) waarvan de leiding moet werken in uitvoering van deze overeenkomst, treft zij alle vereiste maatregelen om zo snel mogelijk (en voor de betekening van de aanbestedingsgoedkeuring aan de aannemer van de werkzaamheden) het vereiste akkoord voor de uitvoering van de werkzaamheden te verkrijgen.

*** Overdracht van eigendom**

Ná de voorlopige oplevering van de werkzaamheden verleend door de FOD MV in het kader van deze overeenkomst wordt de gemeente er eigenaar van door nafrekking.

De gemeente verbindt er zich toe de goederen niet aan één of meerdere derden af te staan, noch

**3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Kinnerveld
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)
Protocol**

terugbetaling zoals voorzien in dit artikel te vragen. De Gemeente kan vragen om gehoord te worden door het Coördinatiecomité.

In geval van gebrekkig onderhoud, zal de FOD MV gedurende een periode van 10 jaar een boete kunnen toepassen (€ 250 per vastgestelde inbreuk). De toepassing van deze boete zal in overleg met de gemeente gebeuren die steeds de mogelijkheid heeft om de vastgestelde facten te weerleggen.

ARTIKEL 8. AANSPRAKELIJKHEID

Fase voor de eigendomsoverdracht

Vanaf de inwerkingtreding van onderhavig protocol tot en met de voorlopige oplevering der werken, is elke partij aansprakelijk voor schade die door haar afgevaardigden aan derden werd berokkend en, meer algemeen, voor elke partij, elk voorwerp of goed waarvoor ze burgerlijk aansprakelijk gesteld kan worden, onverminderd de aansprakelijkheid van het studiebureau en de aannemer.

Fase na de eigendomsoverdracht

Na de eigendomsoverdracht van de uitgevoerde werkzaamheden, verbindt de gemeente zich ertoe om de FOD MV te vrijwaren van elke financiële vergoeding van een derde die haar oorsprong vindt in de uitgevoerde en overgedragen werkzaamheden, op voorwaarde dat de FOD MV de gemeente verzocht op te treden in de eventuele rechtszaak. In dat laatste geval kan de FOD MV geen enkele daad of afsluiting, noch overgaan tot afstand van rechtsgeding, zonder het akkoord van de gemeente.

ARTIKEL 9. INWERKING VAN HET PROTOCOL

Dit protocol treedt in werking zodra het door alle partijen is ondertekend.

Aldus opgesteld in Brussel, op 17/12/2012, in zes exemplaren (5 NL en 3 FR). De NL en FR versies hebben dezelfde waarde.

Elke partij verklaart twee exemplaren (1 NL en 1 FR) te hebben ontvangen.

De Federale
Overheidsdienst Mobiliteit
en Vervoer - Algemene
Directie Mobiliteit en
Vervoer, Directie
Vervoersinfrastructuur

Het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek

Mevrouw L. ONKELINX
Vicepremier,
verantwoordelijk voor het
Samenwerkingsakkoord
van 15/09/1993

De heer C. PICQUE,
Minister-President
van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest

De heer MOUREAUX,
Burgemeester van de
gemeente Sint-Jans-
Molenbeek

De heer DE WINNE,
gemeentesecretaris
van de gemeente
Sint-Jans-Molenbeek

3.10.3 Volledige herstelling van de daken van het Kasteel Karreveld
(gemeente Sint-Jans-Molenbeek)
Protocol

21. #Objet : Projets subsidiés - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.#

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§ 2 1°a) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 5/12/2012 – Projets subsidiés – Contrat de Quartier Autour de Leopold – Mission d'auteur de projet pour la rénovation du bâtiment situé Boulevard Léopold II n° 170 à Molenbeek-Saint-Jean - Marché de service par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 55.755,86 EUR HTVA – cahier spécial des charges et engagement de la dépense – article budgétaire 930/731-60 – Budget extraordinaire 2012 - Dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Autour de Leopold et le solde par fonds d'emprunt ;
- 12/12/2012 – Projets subsidiés – Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue – équipement pour la place communale - Marché de fourniture par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 65.000 EUR HTVA – cahier spécial des charges et engagement de la dépense de 81.070 EUR – article budgétaire 9304/741-52 – Budget extraordinaire 2012 - Dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue et le solde par fonds d'emprunt ;

ET

Par 25 OUI, 19 abstentions, décide :

Article unique

D'approuver mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

21. Betreft: Gesubsidieerde projecten - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 17 § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE:

- 5/12/2012 - Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Rond Leopold - Opdracht van ontwerper voor het renovatieproject van het gebouw gelegen Boulevard Léopold II laan nr. 170 te Sint-Jans-Molenbeek - Dienstopdracht een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming van de uitgave 55.755,86 EUR BTW niet inbegrepen - Bijzonder bestek en aanrekening van de uitgave - Begrotingsartikel 9301/731-60 - Buitengewone begroting 2012 - Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Wijkcontract Rond Leopold en het saldo door leningsgelden;
- 12/12/2012 - Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinéma - Belle-Vue - Uitrusting voor de Gemeenteplaats - Leveringsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming van de uitgave 67.000 EUR BTW niet inbegrepen - Bijzonder bestek en aanrekening van de uitgave 81.070 EUR - Begrotingsartikel 9304/741-52 - Buitengewone begroting 2012 - Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue en het saldo door leningsgelden;

EN

Met 25 JA, 19 onthoudingen, besluit :

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

22. #Objet : Projets subsidiés - Contrat de quartier Autour de Léopold - Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'un droit de préemption.#

Le Conseil communal,

Vu les articles 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu qu'en exécution de l'article 262.2 du COBAT, les communes peuvent être désignées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale comme pouvoirs préemptants ;

Vu qu'un « pouvoir préemptant » est, potentiellement, en droit de primer sur tout autre candidat acquéreur en cas de mise en vente d'un bien compris dans un périmètre de préemption, moyennant le respect de certaines conditions et le paiement au vendeur du prix d'acquisition que le candidat acquéreur est disposé à lui payer ;

Considérant que l'exercice de ce droit est une faculté qui n'entraîne aucune obligation d'achat dans le chef du pouvoir préemptant en cas de mise en vente d'un bien compris dans le périmètre de préemption ;

Considérant que le droit de préemption doit être instauré dans l'intérêt général, en vue notamment de réaliser des équipements d'intérêt collectif et de service public relevant des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale, lutter contre l'existence d'immeubles abandonnés et insalubres et de réaliser des logements de type social ;

Considérant que la Commune a requis du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale l'approbation du contrat de quartier « Autour de Léopold » dont le projet de programme de base vient d'être adopté par le Conseil communal du 25 octobre 2012;

Considérant que ce contrat de quartier vise précisément à lutter contre l'existence d'immeubles abandonnés et insalubres, créer des équipements d'intérêt collectif et de service public, et réaliser des logements sociaux ou des logements moyens ;

Considérant que les objectifs visés sont de nature à être rencontrés par l'instauration d'un périmètre de préemption et que l'instauration d'un tel périmètre sur les pôles stratégiques identifiés dans le programme de base du contrat de quartier, sur les immeubles concernés par les opérations prioritaires et sur les immeubles concernés par les opérations de réserve permettrait d'assurer de façon équitable et efficace la poursuite des objectifs d'utilité publique visés et aussi de réaliser une politique active envers la problématique des immeubles insalubres et abandonnés ;

Considérant en effet la pénurie de logements sociaux en Région de Bruxelles-Capitale.

Considérant que le diagnostic du contrat de quartier a relevé présence, dans le quartier « Autour de Léopold » à Molenbeek-Saint-Jean, d'immeubles abandonnés ou insalubres

Considérant le besoin de créer des équipements d'intérêts collectifs vu la croissance démographique observée ces dernières années à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'un périmètre de préemption sur les pôles stratégiques identifiés dans le programme de base du contrat de quartier, sur les immeubles concernés par les opérations prioritaires et sur les immeubles concernés par les opérations de réserve permettrait d'acheter des immeubles, de les rénover (ou reconstruire) et de les transformer en logements sociaux et de réaliser des équipements d'intérêt collectif et de service public ;

Considérant qu'en conséquence, il est nécessaire de requérir du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale l'adoption d'un périmètre de préemption, pour une durée égale à celle du contrat de quartier soit 4 années, afin d'habiliter notre Commune à exercer, en cas de nécessité, un droit de préemption sur les aliénations, à titre onéreux, de la propriété d'immeubles ou parties d'immeubles, bâtis ou non, inclus dans les périmètres de préemption repris au plan joint au dossier ;

Vu le plan, intitulé « Immeubles faisant l'objet d'un demande de droit de préemption au sein du périmètre du contrat de quartier durable Autour de Léopold » joint à la présente délibération, au 1/5.000ème reprenant la proposition du périmètre de préemption sur les pôles stratégiques ainsi que sur les opérations prioritaires et de réserves listés dans le programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold ».

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu la circulaire administrative du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 28 novembre 2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article 1

De solliciter du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en exécution de l'article 260 du COBAT, l'adoption pour cause d'utilité publique d'un périmètre de préemption sur les pôles stratégiques identifiés dans le programme de base du contrat de quartier «Autour de Léopold », pour une durée de 4 ans correspondant à la durée du contrat de quartier, comprenant les immeubles suivants, repris dans le plan en annexe :

Pôles Sainctelette :

Quai des Charbonnage du n° 60 au n° 88
Rue des Houilleurs du n°1 au n°17
Rue du Ruisseau du n°1 au n°11 et n°25 au n°43
Rue des Atelier du n°1 au n° 31
Rue Adolphe Lavallée n°11 au n°45
Rue du Chœur du n°33 au n°69
Rue Courtois du n°1 au n°37

Pôle Ribaucourt :

Rue de Mexico n°13
Rue du Presbytère n°24
Rue de l'école n°78

Pôle Montagne aux Anges :

Boulevard Léopold II du n°140 au n°220
Chaussée de Jette du n°183 au n°211
Rue Montagne aux Anges du n°3 au n°39
Rue Houzeau De lehaie du n° 1 au n°43
Rue Van Hoegaerden 9-13

Pôle Ulens :

Rue Ulens du n°21 au n°65 et n°40-44
Rue de Ribaucourt du n°145 au n°163
Rue Van Meyel du n°26 au n°96
Rue Van Meyel n° 17/19 (parcelle non bâtie cadastrée 2102 A 167 R6)

Article 2

De charger le collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente délibération.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de Tutelle.

22. *Betreft: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Rond Leopold - Aanvraag naar de Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een voorkeepsrecht.*

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 september 2003 betreffende het voorkeepsrecht;

Gezien dat tin uitvoering van artikel 262.2 van de BWRO, de gemeenten door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als voorkeepsrechthebbende overheid aangeduid kunnen worden;

Gezien dat een «voorkooprechthebbende overheid» potentieel het recht bezit om voorrang te krijgen op ieder andere kandidaat koper om een goed te verwerven dat deel uitmaakt van de voorkoopperimeter, door bepaalde voorwaarden te respecteren en tegen betaling van de tevoren aan de verkoper meegeedeelde prijs;

Overwegende dat de uitoefening van dit recht geen enkele verplichting tot aankoop inhoudt van de voorkooprechthebbende overheid in geval van verkoop van een goed dat deel uitmaakt van de voorkoopperimeter;

Overwegende dat het voorkooprecht dient ingevoerd te worden in het algemene belang, met name met het oog op de verwezenlijking van voorzieningen van collectief belang en van openbaar nut die onder de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, teneinde het bestaan van verlaten en onbewoonbare gebouwen te bestrijden en woningen van het sociale type in te richten;

Overwegende dat de Gemeente om de goedkeuring van een nieuw wijkcontract "Rond Leopold" bij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft verzocht, waarvan het ontwerp van het vierjarenprogramma pas door de Gemeenteraad van 25 oktober 2012 aangenomen werd;

Overwegende dat dit wijkcontract precies tot doel heeft, het bestaan van verlaten en onbewoonbare gebouwen te bestrijden, voorzieningen van collectief belang en van openbaar nut in te richten, alsook het aanbod van sociale woningen of middelgrote woningen uit te breiden;

Overwegende dat er aan de beoogde doelstellingen kan worden beantwoord door de invoering van een voorkoopperimeter, en dat de invoering van een soortgelijke perimeter op de strategische polen die in het basisprogramma van het wijkcontract geïdentificeerd zijn, op de door de prioritaire ingrepen betrokken gebouwen en op de door de reserve-ingrepen betrokken gebouwen het mogelijk zou maken om op een billijke en efficiënte wijze de opvolging te verzekeren van de beoogde doelstellingen van openbaar nut en ook een actieve politiek te voeren met betrekking tot de onbewoonbare en verlaten gebouwen ;
Overwegende dat er inderdaad een tekort aan sociale woningen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Overwegende dat de diagnose van het wijkcontract de aanwezigheid van verlaten en onbewoonbare gebouwen aan het licht heeft gebracht in wijkcontract « Rond Leopold » te Sint-Jans-Molenbeek

Overwegende dat er een behoefte is om voorzieningen van collectief belang in te richten gezien de waargenomen bevolkingsgroei van de laatste jaren te Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat een voorkoopperimeter op de strategische polen die in het basisprogramma van het wijkcontract geïdentificeerd zijn, op de door de prioritaire ingrepen betrokken gebouwen en op de door de reserve-ingrepen betrokken gebouwen het mogelijk zou maken om gebouwen te kopen, om ze te renoveren (of opnieuw op te bouwen) en om ze te verbouwen sociale woningen en om voorzieningen van collectief belang en van openbaar nut tot stand te brengen ;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om bij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een verzoek in te dienen om een voorkoopperimeter in te voeren voor de duur van het wijkcontract, dat wil zeggen voor 4 jaar, teneinde onze Gemeente bevoegd te verklaren, indien nodig, haar voorkooprecht uit te oefenen, onder bezwarende titel, in geval van vervreemding van het bezit van elk bebouwd of onbebouwd onroerend goed of het gedeelte ervan, opgenomen in de verkoopperimeters zoals vermeld op het plan in bijlage;

Gezien het plan met als titel « Immeubles faisant l'objet d'un demande de droit de préemption au sein du périmètre du contrat de quartier durable Autour de Léopold » dat bij de onderhavige beraadslaging is gevoegd, op 1/5.000^e, dat het voorstel van voorkoopperimeter op de strategische polen, op de door de prioritaire ingrepen betrokken gebouwen en op de door de reserve-ingrepen betrokken gebouwen, die in het basisprogramma van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold » zijn opgesomd, vermeldt ;

Gezien de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de overlegging van de akten van de gemeenteoverheden aan de Regering met de het oog op de uitoefening van het administratief toezicht ;

Gezien de omzendbrief van de 24 augustus 1998 met betrekking tot de ordonnantie van 14 mei 1998 ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen op 28 november 2012;

besluit eenparig :

Artikel 1

Bij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, krachtens artikel 260 van het BWRO, de invoering aan te vragen, rechtsgrond openbaar nut, van een voorkoopperimeter op de strategische polen die in het basisprogramma van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold » zijn geïdentificeerd, voor een termijn van 4 jaar die overeenkomt met de duur van het wijkcontract; deze perimenter omvat volgende gebouwen, die op het plan in bijlage worden vermeld:

Pool Saintelette :

Koolmijnenkaai van nr. 60 tot nr. 88
Koolmijngraversstraat du nr.1 au nr.17
Beekstraat van nr.1 tot nr.11 en nr.25 tot nr.43
Werkhuizenstraat van nr.1 tot nr. 31
Adolphe Lavalléestraat van nr.11 tot nr.45
Koorstraat van nr.33 tot nr.69
Courtoisstraat van nr.1 tot nr.37

Pool Ribaucourt :

Mexicostraat nr.13
Pastorijstraat nr.24
Schoolstraat nr.78

Pool Engelenberg :

Leopold II- laan van nr.140 tot nr.220
Jettesteeweg van nr.183 tot nr.211
Engelenbergstraat van nr.3 tot nr.39
Houzeau De Lehaiestraat van nr. 1 tot nr.43
Van Hoegaerdenstraat 9-13

Pool Ulens :

Ulensstraat van nr.21 tot nr.65 en nr.40-44
Ribaucourtstraat van nr.145 tot nr.163
Van Meyelstraat van nr.26 tot nr.96

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van onderhavige beraadslaging.

Verzending van onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring worden overgemaakt aan de Toezichthoudende Overheid.

23. #Objet : Eco-conseil - Octroi d'un subside à l'asbl Natuurpunt Brussel. #

Le Conseil communal,

Vu les politiques sectorielles inscrites dans la volonté communal de participer à l'effort commun pour un développement durable de la planète ;

Vu le Plan de Développement Communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13 juin 2003 et plus particulièrement le point 2,14 sur le développement durable ;

Vu le plan communal de gestion écologique (« Plan Oiseaux »), adopté par le Collège en sa séance du 16 juillet 2008 ;

Considérant que l'asbl Natuurpunt Brussel a introduit une demande de subside communal de 500,00 € pour couvrir les frais liés à ses visites guidées, animations et stands d'information à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les activités de cette association contribuent tant à l'éducation et à la sensibilisation du public au respect de la nature ;

Considérant que Natuurpunt contribue en outre au suivi de la biodiversité à Molenbeek-Saint-Jean, entamé dans le cadre du plan communal de gestion écologique ;

Considérant que ce projet s'inscrit donc totalement dans la politique de développement durable prônée par la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant la bonne collaboration mise en place depuis plusieurs années avec cette association, qui nous vient régulièrement sans demander aucune rétribution ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire de 2012 ;

Prend connaissance de la convention ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 21/11/2012;

à l'unanimité, décide :

Article 1

De signer la convention avec l'asbl Natuurpunt Brussel.

Article 2

D'octroyer un subside d'un montant de 500,00 € à Natuurpunt Brussel (compte n° BE30 5230 8030 9611) afin de mener à bien ses projets.

Article 3

D'imputer la dépense de 500,00 € à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire 2012.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

CONVENTION

ENTRE :

la COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN, dont l'Hôtel communal est sis rue Comte de Flandre 20 à 1080 Bruxelles, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Annalisa GDALETA, Echevine de l'Environnement, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, ci-après dénommée "la Commune",

ET

l'asbl « Natuurpunt Brussel », dont le siège social est établi Tweehuizenweg 19 à 1200 Bruxelles, numéro d'entreprise (N.A.), numéro de compte : BE30 5230 8030 9611, représentée par son administrateur délégué, M. Eddie Maes (secrétaire), ci-après dénommée "l'association",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet l'octroi, par la Commune, d'une subvention pécuniaire en faveur de l'association pour couvrir les frais liés à ses visites guidées, animations et stands d'information à Molenbeek-Saint-Jean.

ARTICLE 2 : MONTANT

Le montant de la subvention, inscrite au budget ordinaire 2012, à verser à l'association pour lui permettre de réaliser l'objet de la convention, est fixé à un total de 500,00 EUR (cinq cent euros).

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT

La subvention est accordée conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Elle doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle a été octroyée. Le bénéficiaire devra justifier de son emploi et faire parvenir ses comptes et bilans ainsi que le rapport de gestion et de situation financière pour l'année d'octroi du subside et pour l'année suivant l'octroi de ce subside avant le 31 décembre 2012. La Commune se réserve en outre le droit de vérifier, après avoir pris rendez-vous avec le responsable du lieu, la correcte affectation de la subvention.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE ET MODALITES DE SUBVENTIONNEMENT

Sous réserve de l'application des règles de contrôle administratif et budgétaire, ainsi que de l'existence de crédits, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à verser à l'association 100 % du montant total, dès l'approbation de la présente convention par l'Autorité de tutelle.

Les montants seront versés après que la Commune ait réceptionné une déclaration de créance dûment complétée précisant le numéro de compte sur lequel le subside devra être payé.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Pendant la durée de la présente convention, l'association s'engage à :

Mettre en place des actions d'information et de sensibilisation du public ;

Mettre ses capacités d'expertise à la disposition de la Commune dans le cadre de la gestion écologique et ce, sur l'ensemble du territoire communal ;

ARTICLE 6 : DUREE DE LA MISSION

La présente convention entre en vigueur à dater de sa signature par les deux parties et prendra fin le 31 décembre 2012.

ARTICLE 7 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de restituer la subvention dans les hypothèses suivantes :

- 1° lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle lui a été accordée ;
- 2° lorsqu'il ne fournit pas l'une des justifications visées l'article 3 de la convention ;
- 3° lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle visé à l'article 3 de la convention.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

L'association est seule responsable pour les bénévoles qui accomplissent des activités sur l'ensemble du territoire communal.

ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPETENTES

La présente convention est soumise au droit belge. Tout litige y afférent ressortira exclusivement de la compétence des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le

En deux originaux, chacune retenant le sien.

Pour l'Association,

L'Administrateur délégué

Eddie Maes, secrétaire,

Par ordonnance :

Le Secrétaire communal,

Jacques DE WINNE

Pour le Bourgmestre,

L'Echevine de l'Environnement

déléguée,

Annalisa GDALETA

23. *Betreft: Milieuraadgeving - Toelating van een subsidie aan de vereniging Natuurpunt Brussel.*

De Gemeenteraad,

Gezien de wil van de Gemeente en de politieksectoren ingeschreven en de gezamenlijke wil voor een duurzame ontwikkeling van de planeet;

Gezien het gemeentelijke ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13 juni 2003 en meer bepaald het punt 2,14 op de duurzame ontwikkeling;

Gezien het gemeentelijk plan voor ecologisch beheer ("Vogelplan") aangenomen door het College op 16 juni 2008;

Overwegende dat de vzw "Natuurpunt Brussel" een aanvraag heeft ingediend voor een gemeentelijke subsidie van 500,00 € om de kosten van de begeleide wandelingen, animaties et infostands te dekken;

Overwegende dat de activiteiten van deze vereniging bijdragen tot de educatie en de sensibilisering van het publiek voor het respect voor de natuur;

Overwegende dat de vzw "Natuurpunt Brussel" bijdraagt aan het opvolgen van de biodiversiteit te Sint-Jans-Molenbeek aangebroken in het kader van het gemeentelijk plan voor ecologisch beheer;

Overwegende de goede samenwerking die al jaren met deze vereniging bestaat, die ons regelmatig zonder enige vergoeding helpt;

Overwegende dat dit project helemaal in de politiek is van de duurzame ontwikkeling en aanbevolen door de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2012;

Neemt kennis van de overeenkomst;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 21/11/ 2012;

besluit eenparig :

Artikel 1

De overeenkomst met de vzw "Natuurpunt Brussel » te tekenen;

Artikel 2

Een subsidie van 500,00 Euro toe te kennen aan "Natuurpunt Brussel » (rekeningnummer : BE30 5230 8030 9611) om verder hun projecten goed te leiden.

Artikel 3

De kosten van 500,00 Euro in te schrijven op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2012;

Overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal de onderhavige beslissing aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

de GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK, waarvan het Gemeentehuis gelegen is in de Graaf van Vlaanderenstraat 20, te 1080 Brussel, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in naam waarvan Mevrouw Annalisa Gadaleta, Schepen van Leefmilieu en de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, handelen, hierna "de Gemeente" genoemd,

EN

de vzw « Natuurpunt Brussel », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Tweehuizenweg 19te 1200 Brussel, ondernemingsnummer : (NA), rekeningnummer : BE30 5230 8030 9611, vertegenwoordigd door de afgevaardigd beheerder, M. Eddie Maes (secretaris) hierna "de vereniging" genoemd,

WERD OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT :

ARTIKEL 1 : VOORWERP

De onderhavige overeenkomst heeft de toekenning door de Gemeente ten doel van een geldelijke subsidie ten behoeve van de vereniging, teneinde de kosten van de begeleide wandelingen, animaties en infostands te dekken.

ARTIKEL 2 : BEDRAG

Het bedrag van de subsidie, dat ingeschreven is in de gewone begroting 2012, en dat aan de vereniging moet worden uitgekeerd, teneinde haar in staat te stellen het voorwerp van de overeenkomst te realiseren, is vastgesteld op een totaal van 500,00 EUR (vijfhonderd euro).

ARTIKEL 3 : VOORWAARDEN VOOR SUBSIDIERING

De subsidie wordt toegekend conform de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen.

Ze moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze wordt toegekend. De begunstigde dient de aanwending ervan te rechtvaardigen, en zijn rekeningen en balansen, alsook het verslag inzake beheer en de financiële toestand over te maken, voor het jaar waarin de subsidie toegekend is, en voor het jaar na de toekenning van deze subsidie vóór 31 december 2012. De Gemeente behoudt zich bovendien het recht voor om de correcte aanwending van de subsidie te controleren, nadat een afspraak gemaakt is met de verantwoordelijke van de locatie.

ARTIKEL 4 : VERBINTENIS VAN DE GEMEENTE EN MODALITEITEN VAN SUBSIDIERING

Onder voorbehoud van de regels inzake administratieve en budgettaire controle, en van aanwending van de bestaande kredieten, verbindt de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek zich ertoe om aan de vereniging 100 % van het totaal bedrag uit te keren, zodra de onderhavige overeenkomst goedgekeurd is door de Voogdijoverheid.

De bedragen worden uitgekeerd nadat de Gemeente een naar behoren ingevulde schuldverklaring in ontvangst heeft genomen, waarin het rekeningnummer wordt vermeld waarnaar de subsidie moet worden overgeschreven.

ArtiKEL 5 : VERBINTENISSEN VAN DE VERENIGING

Voor de duur van de onderhavige overeenkomst verbindt de vereniging zich ertoe :
initiatieven te nemen voor informatieverstrekking aan, en bewustmaking van het publiek;
haar expertisecapaciteiten over ecologisch beheer ter beschikking te stellen van de Gemeente, en dit voor het hele gemeentelijk grondgebied ;

ARTIKEL 6 : DUUR VAN DE OPDRACHT

De onderhavige overeenkomst treedt in werking op de datum van de ondertekening door de beide partijen, en loopt af op 31 december 2012.

ARTIKEL 7 : SANCTIES BIJ NIET-NALEVING VAN DE VOORWAARDEN VOOR SUBSIDIERING

De begunstigde van de subsidiëring is ertoe gehouden de subsidie terug te geven in de volgende gevallen :

- 1° wanneer hij de subsidie niet gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend ;
- 2° wanneer hij geen enkele verantwoording geeft zoals bedoeld in artikel 3 van de overeenkomst ;
- 3° wanneer hij zich verzet tegen de uitoefening van controle zoals beoogd in artikel 3 van de overeenkomst.

ArtiKEL 8 : AANSPRAKELIJKHEID EN VERZEKERING

De vereniging is enkel en alleen verantwoordelijk voor de vrijwilligers die de activiteiten in het Scheutbos uitvoeren.

ARTIKEL 9 : TOEPASSELIJK RECHT EN BEVOEGDE RECHTSCOLLEGES

De onderhavige overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht. Alle geschillen die hierop betrekking hebben, vallen uitsluitend onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Opgemaakt te Brussel, op

In twee originele exemplaren, waarvan elke partij er één houdt.

Voor de Vereniging,	Op last :	Voor de Burgemeester,
Eddie Maes, secretaris,	Jacques DE WINNE,	Annalisa GDALETA,
Afgevaardigd beheerder	Gemeentesecretaris	Afgevaardigde Schepen van Leefmilieu

24. #Objet : Eco-conseil - Octroi d'un subside au comité de quartier Molenbabbel. #

Le Conseil communal,

Vu les politiques sectorielles inscrites dans la volonté communal de participer à l'effort commun pour un développement durable de la planète ;

Vu le Plan de Développement Communal de Molenbeek-Saint-Jean du 13 juin 2003 et plus particulièrement le point 2,14 sur le développement durable ;

Vu le plan communal de gestion écologique (« Plan Oiseaux »), adopté par le Collège en sa séance du 16 juillet 2008 ;

Considérant que le Comité de Quartier « Molenbabbel - Quartier Durable» a introduit une demande de subside communal de 1000 € pour couvrir les frais liés à son compost de quartier et à ses animations sur le compostage et le développement durable à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les activités de cette association contribuent tant à l'éducation et à la sensibilisation du public à la prévention des déchets et au respect de l'environnement ;

Considérant que ce projet s'inscrit donc totalement dans la politique de développement durable prônée par la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant la bonne collaboration mise en place depuis plusieurs années avec cette association, qui nous vient régulièrement sans demander aucune rétribution ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire de 2012 ;

Prend connaissance de la convention ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 21/11/2012;

à l'unanimité, décide :

Article 1

De signer la convention avec le Comité de Quartier « Molenbabbel - Quartier Durable» ;

Article 2

D'octroyer un subside d'un montant de 1000 € au Comité de Quartier « Molenbabbel - Quartier Durable» (compte n° BE50 5230 4438 1518) afin de mener à bien ses projets ;

Article 3

D'imputer la dépense de 1000 € à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire 2012.

CONVENTION

ENTRE :

la COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN, dont l'Hôtel communal est sis rue Comte de Flandre 20 à 1080 Bruxelles, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Annalisa GADALETA, Echevine de l'Environnement, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, ci-après dénommée "la Commune",

ET

Comité de Quartier « Molenbabbel - Quartier Durable», dont le siège social est établi rue Melpomène, 18 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, numéro de compte : BE50 5230 4438 1518, et représenté par Mademoiselle Nèle WOUTERS demeurant rue Martin Pfeiffer 22, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
ci-après dénommée "l'association",

IL A ETE convenu CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet l'octroi, par la Commune, d'une subvention pécuniaire en faveur de l'association pour couvrir les frais liés à son compost de quartier et à ses animations sur le compostage et le développement durable à Molenbeek-Saint-Jean.

ARTICLE 2 : MONTANT

Le montant de la subvention, inscrite au budget ordinaire 2012, à verser à l'association pour lui permettre de réaliser l'objet de la convention, est fixé à un total de 1000,00 EUR (mille euros).

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT

La subvention est accordée conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Elle doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle a été octroyée. Le bénéficiaire devra justifier de son emploi et faire parvenir ses comptes et bilans ainsi que le rapport de gestion et de situation financière pour l'année d'octroi du subside et pour l'année suivant l'octroi de ce subside avant le 31 décembre 2012. La Commune se réserve en outre le droit de vérifier, après avoir pris rendez-vous avec le responsable du lieu, la correcte affectation de la subvention.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE ET MODALITES DE SUBVENTIONNEMENT

Sous réserve de l'application des règles de contrôle administratif et budgétaire, ainsi que de l'existence de crédits, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean s'engage à verser à l'association 100 % du montant total, dès l'approbation de la présente convention par l'Autorité de tutelle.

Les montants seront versés après que la Commune ait réceptionné une déclaration de créance dûment complétée précisant le numéro de compte sur lequel le subside devra être payé.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Pendant la durée de la présente convention, l'association s'engage à mettre en place des actions d'information et de sensibilisation du public sur le compostage et le développement durable à Molenbeek-Saint-Jean.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA MISSION

La présente convention entre en vigueur à dater de sa signature par les deux parties et prendra fin le 31 décembre 2012.

ARTICLE 7 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT

Le bénéficiaire de la subvention est tenu de restituer la subvention dans les hypothèses suivantes :

- 1° lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle lui a été accordée ;
- 2° lorsqu'il ne fournit pas l'une des justifications visées l'article 3 de la convention ;
- 3° lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle visé à l'article 3 de la convention.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

L'association est seule responsable pour les bénévoles qui accomplissent des activités sur le site du compost collectif.

ARTICLE 9 : DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPETENTES

La présente convention est soumise au droit belge. Tout litige y afférent ressortira exclusivement de la compétence des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le

En deux originaux, chacune retenant le sien.

L'Association,	Par ordonnance :	Pour le Bourgmestre,
Pour le Comité de Quartier	Le Secrétaire communal,	L'Echevine de
« Molenbabbel - Quartier	Jacques DE WINNE	l'Environnement déléguée,
Durable»		
Nèle WOUTERS		Annalisa GADALETA

24. Betreft: Milieuraadgeving - Bijlage - Toelating van een subsidie aan het wijkcomité Molenbabbel - Quartier Durable.

De Gemeenteraad,

Gezien de wil van de Gemeente en de politieksectoren ingeschreven en de gezamenlijke wil voor een duurzame ontwikkeling van de planeet;

Gezien het gemeentelijke ontwikkelingsplan van Sint-Jans-Molenbeek van 13 juni 2003 en meer bepaald het punt 2,14 op de duurzame ontwikkeling;

Gezien het gemeentelijk plan voor ecologisch beheer ("Vogelplan") aangenomen door het College op 16 juni 2008;

Overwegende dat het wijkcomité « Molenbabbel - Quartier Durable » een aanvraag heeft ingediend voor een gemeentelijke subsidie van 1000,00 € teneinde de kosten van zijn wijkcompost en van animaties over compostering en duurzame ontwikkeling in Sint-Jans-Molenbeek te dekken;

Overwegende dat de activiteiten van deze vereniging bijdragen tot de educatie en de sensibilisering van het publiek voor compostering en het respect van het leefmilieu;

Overwegende de goede samenwerking die al jaren met deze vereniging bestaat, die ons regelmatig zonder enige vergoeding helpt;

Overwegende dat dit project helemaal in de politiek is van de duurzame ontwikkeling en aanbevolen door de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2012;

Neemt kennis van de overeenkomst;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 21/11/2012;

besluit eenparig :

Artikel 1

De overeenkomst met het wijkcomité « Molenbabbel - Quartier Durable» (BE50 5230 4438 1518) te ondertekenen;

Artikel 2

Een subsidie van 1000,00 Euro toe te kennen aan het wijkcomité « Molenbabbel - Quartier Durable» om verder hun projecten goed te leiden.

Artikel 3

De kosten van 1000,00 Euro in te schrijven op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2012.

Overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal de onderhavige beslissing aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

de GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK, waarvan het Gemeentehuis gelegen is in de Graaf van Vlaanderenstraat 20, te 1080 Brussel, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in naam waarvan Mevrouw Annalisa GDALETA, Schepenen van Leefmilieu en de Heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, handelen, hierna "de Gemeente" genoemd,

EN

Het wijkcomité « Quartier Molenbabbel - Quartier Durable », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Melpomènestraat, 18 te 1080 Brussel, rekeningnummer : BExxx , vertegenwoordigd door Mevrouw Nèle WOUTERS, hierna "de vereniging" genoemd,

WERD OVEREENGEKOMEN HETGEEN VOLGT :

ARTIKEL 1 : VOORWERP

De onderhavige overeenkomst heeft de toekenning door de Gemeente ten doel van een geldelijke subsidie ten behoeve van de vereniging, teneinde de kosten van zijn wijkcompost en van animaties over compostering en duurzame ontwikkeling in Sint-Jans-Molenbeek te dekken.

ARTIKEL 2 : BEDRAG

Het bedrag van de subsidie, dat ingeschreven is in de gewone begroting 2012, en dat aan de vereniging moet worden uitgekeerd, teneinde haar in staat te stellen het voorwerp van de overeenkomst te realiseren, is vastgesteld op een totaal van 1000,00 EUR (duizend euro).

ARTIKEL 3 : VOORWAARDEN VOOR SUBSIDIERING

De subsidie wordt toegekend conform de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen.

Ze moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze wordt toegekend. De begunstigde dient de aanwending ervan te rechtvaardigen, en zijn rekeningen en balansen, alsook het verslag inzake beheer en de financiële toestand over te maken, voor het jaar waarin de subsidie toegekend is, en voor het jaar na de toekenning van deze subsidie vóór 31 december 2012. De Gemeente behoudt zich bovendien het recht voor om de correcte aanwending van de subsidie te controleren, nadat een afspraak gemaakt is met de verantwoordelijke van de locatie.

ARTIKEL 4 : VERBINTENIS VAN DE GEMEENTE EN MODALITEITEN VAN SUBSIDIERING

Onder voorbehoud van de regels inzake administratieve en budgettaire controle, en van aanwending van de bestaande kredieten, verbindt de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek zich ertoe om aan de vereniging 100 % van het totaal bedrag uit te keren, zodra de onderhavige overeenkomst goedgekeurd is door de Voogdijoverheid.

De bedragen worden uitgekeerd nadat de Gemeente een naar behoren ingevulde schuldverklaring in ontvangst heeft genomen, waarin het rekeningnummer wordt vermeld waarnaar de subsidie moet worden overgeschreven.

ARTIKEL 5 : VERBINTENISSEN VAN DE VERENIGING

Voor de duur van de onderhavige overeenkomst verbindt de vereniging zich ertoe initiatieven te nemen voor informatieverstrekking aan, en bewustmaking van het publiek over compostering en duurzame ontwikkeling in Sint-Jans-Molenbeek.

ARTIKEL 6 : DUUR VAN DE OPDRACHT

De onderhavige overeenkomst treedt in werking op de datum van de ondertekening door de beide partijen, en loopt af op 31 december 2012.

ARTIKEL 7 : SANCTIES BIJ NIET-NALEVING VAN DE VOORWAARDEN VOOR SUBSIDIERING

De begunstigde van de subsidiëring is ertoe gehouden de subsidie terug te geven in de volgende gevallen :

1° wanneer hij de subsidie niet gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze werd toegekend ;

2° wanneer hij geen enkele verantwoording geeft zoals bedoeld in artikel 3 van de overeenkomst ;

3° wanneer hij zich verzet tegen de uitoefening van controle zoals beoogd in artikel 3 van de overeenkomst.

ARTIKEL 8 : AANSPRAKELIJKHEID EN VERZEKERING

De vereniging is enkel en alleen verantwoordelijk voor de vrijwilligers die de activiteiten in het Scheutbos uitvoeren.

ARTIKEL 9 : TOEPASSELIJK RECHT EN BEVOEGDE RECHTSCOLLEGES

De onderhavige overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht. Alle geschillen die hierop betrekking hebben, vallen uitsluitend onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Opgemaakt te Brussel, op

In twee originele exemplaren, waarvan elke partij er één houdt.

Voor het wijkcomité Op last :

« Molenbabbel - Quartier Jacques DE WINNE,

Durable » Gemeentesecretaris

Nèle WOUTERS

Voor de Burgemeester,

Annalisa GADALETA,

Afgevaardigde Schepen van

Leefmilieu

25. #Objet : Mobilité - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins. #

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§2-1°a) de la loi du 24 décembre

1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :

- 28 novembre 2012 - Mobilité – Marché de Fournitures – Achat du matériel relatif à l'instauration et extension de stations Cambio – Projet et Attribution 600,00 EUR TVAC - Art. 4230/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 - Fonds d'emprunt ;

ET

à l'unanimité, décide :

Article unique

d'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

25. Betreft: Mobiliteit - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE :

- 28 november 2012 – Mobiliteit – Aankoop van materiaal betreffende de invoeging en uitbreiding van de Cambio stations – Project en Goedkeuring – 600,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 4230/741/52 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 – Leningsgelden ;

EN

besluit eenparig :

Enig artikel

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

62. Objet : Travaux publics - Rénovation du bassin olympique Louis Namèche sis rue Van Kalck, 93 - Approbation de l'avenant n° 1 au Protocole d'accord relatif à l'investissement de l'accord de Coopération Beliris.

Le Conseil communal,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu l'Accord de Coopération entre l'Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale du 15.09.1993 et ses avenants relatifs à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Considérant que le chapitre 3 « Bâtiments et espaces publics à Bruxelles » dudit Accord de Coopération prévoit comme investissement en matière d'infrastructures sportives, la rénovation de la piscine olympique « Louis Namèche » à Molenbeek-St-Jean ;

Considérant que les droits et obligations des différentes parties tant pendant la période des études que pendant les travaux de rénovation de la piscine « Louis Namèche » sont déterminés par le protocole d'accord relatif à l'investissement de l'accord de Coopération Beliris dans les travaux de rénovation de la piscine olympique « Louis Namèche » en date du 27.06.2007 ;

Considérant que la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des études et travaux est assurée par la Direction Infrastructure de Transports du SPF Mobilité et Transports qui assure également la gestion et la coordination de l'ensemble des investissements ;

Considérant que la COCOF offre la possibilité d'une subsidiation s'élevant à 60% du montant des travaux non financés dans le cadre de l'accord de coopération Beliris, dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement dans les infrastructures sportives ;

Considérant que suite à l'avenant 11 de l'Accord de Coopération et l'attribution du marché de travaux, les budgets qui sont pris en charge par les différentes parties doivent être adaptés ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier l'art 5 du protocole d'accord, déterminant les droits et obligations des différentes parties, afin de définir les modalités de financement des travaux pour la quote-part de l'Administration communale vers Beliris;

Prend connaissance de l'avenant n° 1 au protocole d'accord du 27.06.2007 relatif à l'investissement de l'accord de Coopération Beliris dans les travaux de rénovation de la piscine olympique « Louis Namèche » à Molenbeek-Saint-Jean établi par Beliris;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12.12.2012 ;

à l'unanimité, décide :

Article unique

D'approuver et de faire sien le contenu de l'avenant n° 1 au protocole d'accord du 27.06.2007 relatif à l'investissement de l'accord de Coopération Beliris dans les travaux de rénovation de la piscine olympique « Louis Namèche » à Molenbeek-Saint-Jean établi par Beliris – Direction Infrastructure de Transports du SPF Mobilité et Transports.



SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORT
Mobilité et Sécurité routière
Direction Infrastructure de Transport



3.14.3 Rénovation de la piscine Louis Namèche à Molenbeek-St-Jean

AVENANT n° 1 AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 27.04.2007

PREAMBULE

Vu l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale du 15.09.1993 et ses avenants relatifs à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Considérant que le chapitre 3 des bâtiments et espaces publics à Bruxelles du dit Accord de Coopération prévoit comme investissement en matière d'infrastructures sportives, la rénovation de la piscine olympique 'Louis Namèche' à Molenbeek-St-Jean,

Vu le protocole d'accord qui a déjà été approuvé par toutes les parties le 27/04/2007,

Vu le fait que suite à l'avenant 11 de l'Accord de Coopération et l'attribution du marché de travaux, les budgets qui sont pris en charge par les différentes parties doivent être adaptés ;

Qu'en conséquence, le présent avenant a été établi:

PAR CES MOTS

Le **Service Public Fédéral Mobilité et Transport**, Direction Infrastructure de Transport, valablement représenté par Madame L. ONKELINK, Vice-première Ministre, en charge de l'Accord de coopération BRUSSEL, ci-après dénommé « l'Etat »

et
la **Région de Bruxelles-Capitale**, valablement représentée par Monsieur R. MADRANE, secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale, responsable de l'Urbanisme et de la Propreté publique, ci-après dénommée « la Région »;

et
la **Commune de Molenbeek-St-Jean**, valablement représentée par Madame F. Schepmans, bourgmestre et Monsieur J. DE WINNE, secrétaire communal, ci-après dénommée « la Commune »

3.14.3 Rénovation de la piscine Louis Namèche à Molenbeek-St-Jean
Avenant n°1 au protocole du 27.04.2007

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE QUATRE

Le présent avenant a pour objet la fixation des budgets à prendre en charge par les différentes parties et ceci en fonction du montant des travaux.

Répartition des budgets tel que repris dans le protocole d'accord du 27.06.2007 (cf article 5 du protocole d'accord)

Quote-part de l'Etat	Quote-part de la Commune
2.600.000 € Iva comprise	970.830 € Iva comprise

Répartition des budgets sur la base du montant des travaux (hors travaux de désamiantage)

	Montant des travaux	Quote-part de l'Etat - avenant [1]	Quote-part de la Commune - décision du collège des bourgmestre et échevins du 26/12/2012	Prix de l'étude - Quote-part de l'Etat
TRAVAUX DE RENOVATION	8.132.635,27 € Iva comprise	6.000.000 € Iva comprise	2.132.635,27 € Iva comprise	770.160,56 €* Iva comprise
REVISIONS ET DECOMPTES		600.000 € Iva comprise		/
TOTAL	8.132.635,27 € Iva comprise	6.600.000 € Iva comprise	2.132.635,27 € Iva comprise	770.160,56 € + 1.512,5 €** = 771.673,06 € Iva comprise

* Montant calculé sur la base du pourcentage indiqué par le soumissionnaire pour son marché de projet (9,47%)

**Frais de reproduction

*** RESUME:**

Quote-part de l'Etat: 6.600.000 € + 771.673,06 € = 7.371.673,06 €

Quote-part de la Commune: 2.132.635,27 €

TOTAL (travaux + études - hors révisions et décomptes): 8.904.308,33 €

**3.14.3 Renovation de la piscine Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean
 Avenant n°1 au protocole du 27.06.2007**

ARTICLE 2 FINANCIER (REMPLACÉ L'ARTICLE 5 DU PROTOCOLE DU 27.06.2007)

§1. Financement via l'Accord de coopération

L'intervention financière de l'Accord de Coopération pour les travaux dans le cadre de la rénovation de la piscine Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean est strictement limitée à 6.000.000 € (tva comprise). Les révisions de prix et les décomptes en relation avec les travaux financés par l'Accord de coopération ne sont pas compris dans ce budget et sont également pour le compte de l'Accord de coopération jusqu'au montant de 600.000 € (tva comprise).

Cette intervention financière a été formellement approuvée par l'avenant n° 11 à l'Accord de Coopération Beliris. Ce montant constitue un budget maximum qui ne peut être dépassé que par une décision formelle du Comité de Coordination ou du Comité de Coopération.

Le financement des études pour un montant total de 221.673,04 € (tva comprise) reste donc totalement à charge de l'Accord de Coopération.

§2. Financement par la commune de Molenbeek-Saint-Jean

L'intervention financière de la commune pour les travaux dans le cadre de la rénovation de la piscine Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean et décrits dans le CSC 3.14.3.2 s'élève à 2.132.635,27 € (tva comprise). Les révisions de prix et les décomptes en relation avec les travaux financés par la Commune ne sont pas compris dans ce budget et sont également pour le compte de la Commune.

Les travaux étant en première instance financés par la commune sont indiqués comme tels dans le métré récapitulatif (CK 2). Ce métré récapitulatif dûment complété par l'entrepreneur et approuvé par l'Etat sera ajouté en annexe.

Pour pouvoir supporter le financement, la Commune peut faire appel à des subsides d'autres instances auxquelles elle a légalement droit en tant que propriétaire. La Commune doit toutefois informer l'Etat de tous les subsides qu'elle recevrait le cas échéant.

En cas de dépassement du budget maximum, et en l'absence de décision des Comités de Coordination ou de Coopération d'augmenter le budget, la Commune s'engage à prendre en charge les suppléments budgétaires nécessaires sur son budget propre ou sur des subsides qu'elle aurait obtenus à cette fin. Si aucun budget supplémentaire peut être trouvé par la commune, l'Etat décidera en concertation avec la commune de la non-exécution d'un certain nombre de travaux afin de respecter le budget disponible.

Les décomptes/suppléments qui ne semblent pas nécessaires pour la bonne et nécessaire exécution de tous les travaux supplémentaires tels que prévus dans le cahier des charges seront payés par la partie qui les demande.

La fixation et l'approbation des décomptes/suppléments susdits se font en concertation et en consensus entre l'Etat, la Commune et l'entrepreneur. Ils sont expressément motivés dans les procès-verbaux des différentes réunions de chantier.

§3. Conditions de paiement

La commune verse le montant de 2.132.635,27 € (tva comprise) sur le compte du fonds Beliris. A cet effet, la commune comptabilise, pour la notification du marché de travaux, ce montant dans le budget communal qu'elle prend à sa charge en vertu du présent avenant.

**3.14.3 Rénovation de la piscine Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean
Avenant n°1 au protocole du 27.06.2007**

*

Au début des travaux, la commune verse au Fonds Beliris les montants dus dans les soixante jours de calendrier qui suivent la demande de paiement. Les intérêts légalement en vigueur s'appliquent à partir du sixième jour.

§4 Les interventions du personnel de la Commune, de la Région et l'Etat dans le présent projet sont réalisées à titre gratuit et ne pourront en aucun cas être facturée à une autre partie audit avenant.

Article 3. PROTOCOLE

Les dispositions de la convention de protocole du 27.06.2007 restent d'application pour autant que le présent avenant n'y déroge pas.

Article 4. ENTREE EN VIGUEUR DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur dès sa signature par toutes les parties et est annexé à la convention de protocole.

Ainsi fait à Bruxelles le ... / ... / ... en six exemplaires (3 en NL et 3 en FR). Les versions en NL et en FR ont la même valeur.

Chaque partie déclare avoir reçu deux exemplaires (1 en NL et 1 en FR).

**Le Service Public Fédéral
Mobilité et Transport**
Direction générale Mobilité
et Transport, Direction
Infrastructure de Transport

**La Région de Bruxelles-
Capitale**

La Commune de Molenbeek

Madame I. ONKEUX,
vice-premier ministre
responsable de l'Accord
de coopération du
15.09.1993

Monsieur R. MADRANE,
secrétaire d'Etat de la
Région de Bruxelles
capitale

**Madame F.
SCHEPMANS,**
bourgmestre de la
Commune de
Molenbeek

**Monsieur J. DE
WINNE,** secrétaire
communal de la
Commune de
Molenbeek

62. Betreft: Openbare werken - Renovatie van het olympische zwembad Louis Namèche gelegen Van Kalckstraat 93 - Goedkeuring van de bijakte nr. 1 bij het Overeenkomstprotocol betreffende de investering van het Beliris-samenwerkingsakkoord.

De Gemeenteraad,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15.09.1993 en zijn bijakten met betrekking tot bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Overwegende dat hoofdstuk 3 'Openbare gebouwen en ruimten in Brussel' van het voormelde Samenwerkingsakkoord bij wijze van investering in sportinfrastructuren voorziet in de renovatie van het olympische zwembad 'Louis Namèche' in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de rechten en plichten van de verschillende partijen zowel tijdens de studieperiode als tijdens de renovatiewerken aan het zwembad 'Louis Namèche' worden bepaald in het Overeenkomstprotocol betreffende de investering van het Beliris-samenwerkingsakkoord in de werken voor de renovatie van het olympische zwembad 'Louis Namèche' van 27.06.2007;

Overwegende dat de projectcoördinatie van alle studies en werken in handen is van de Directie Vervoersinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer, die tevens verantwoordelijk is voor het beheer en de coördinatie van alle investeringen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) de mogelijkheid biedt van een subsidiëring van 60% van het bedrag van de werken die niet in het kader van het Beliris-samenwerkingsakkoord worden gefinancierd, in het kader van het meerjarige investeringsplan voor sportinfrastructuren;

Overwegende dat ingevolge Bijakte 11 bij het Samenwerkingsakkoord en de toewijzing van de opdracht tot uitvoering van de werken, de budgetten die door de verschillende partijen ten laste worden genomen, aangepast moeten worden;

Overwegende dat het nodig is om artikel 5 van het Samenwerkingsprotocol, dat de rechten en plichten van de verschillende partijen bepaalt, aan te passen om de financieringswijze voor de werken te bepalen voor het aandeel van het gemeentebestuur ten aanzien van Beliris;

Neemt kennis van Bijakte nr. 1 bij het Overeenkomstprotocol van 27.06.2007 betreffende de investering van het Beliris-samenwerkingsakkoord in de werken voor de renovatie van het olympische zwembad 'Louis Namèche' in Sint-Jans-Molenbeek, opgesteld door Beliris;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 12.12.2012;

à l'unanimité, décide :

Enig artikel

Om de inhoud van Bijakte nr. 1 bij het Overeenkomstprotocol van 27.06.2007 betreffende de investering van het Beliris-samenwerkingsakkoord in de werken voor de renovatie van het olympische zwembad 'Louis Namèche' in Sint-Jans-Molenbeek, opgesteld door Beliris – Directie Vervoersinfrastructuur van de FOD Mobiliteit en Vervoer, goed te keuren en zich toe te eigenen.



SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORT
Mobilité et Sécurité routière
Direction Infrastructure de Transport



3.14.3 Renovatie van het zwembad Louis Namèche te Sint-Jans-Molenbeek

BIJLAGE N° 1 BIJ HET PROTOCOLAKKOORD VAN 27.06.2007

VOORAFGAAND

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn Bijlagen afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat verschillende initiatieven voorziet ter bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Overwegende dat hoofdstuk 3 « Gebouwen en openbare ruimten te Brussel » van voorgenomen Samenwerkingsakkoord de renovatie van het olympisch zwembad 'Louis Namèche' te Sint-Jans-Molenbeek voorziet als investering op het gebied van sportinfrastructuur;

Gezien het protocolakkoord dat reeds door alle partijen werd goedgekeurd op 27/06/2007;

Gezien het feit dat ingevolge bijlage 11 bij het Samenwerkingsakkoord en de gunning van de opdracht van werken, de budgetten die door de verschillende partijen ten laste werden genomen, aangepast worden aangepast;

Dat diensgevolge onderhavige bijlage wordt opgesteld;

OM DEZE REDENEN ZIJN

De Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, Directie Vervoersinfrastructuur, geldig vertegenwoordigd door mevrouw L. ONKELINK, vice-eerste minister belast met het Samenwerkingsakkoord BELIRIS, hierna genoemd "de Staat";

en

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, geldig vertegenwoordigd door de heer R. MADRANE, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verantwoordelijk voor Stedenbouw en Openbare Netten, hierna genoemd "het Gewest";

en

de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, geldig vertegenwoordigd door de Mevrouw F. SCHEPMAANS, burgemeester en de heer J. DE WINNE, gemeentesecretaris, hierna genoemd "de Gemeente";

**3.14.3 Renovatie van het zwembad Louis Namèche te Sint-Jans-Molenbeek
Bijlage n° 1 bij het protocol van 27.06.2007**

WERD HETVOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1 Voorwerp

Onderhavige bijlage heeft als voorwerp de vastlegging van de budgetten door de verschillende partijen ten laste te nemen en om in functie van het bedrag van de werken.

Verdeling van de budgetten zoals vermeld in het protocolakkoord van 27.06.2007 (cf. artikel 5 van het protocol)

Aandeel van de Staat	Aandeel van de Gemeente
2.800.000 € incl. btw	970.830 € incl. btw

Verdeling van de budgetten op basis van het bedrag van de werken (exclusief aanbestedingskosten)

	Bedrag van de werken	Aandeel Staat - artikel 11	Aandeel Gemeente - beslissing College van Burgemeester en Schepenen van 26/12/2012	Bedrag van de studie - Aandeel Staat
RENOVATIEWERKEN	8.132.635,27€ incl. btw	6.000.000 € incl. btw	2.132.635,27 € incl. btw	770.160,56 €* incl. BTW
HERZIEKINGEN EN VERREKENINGEN		609.000 € incl. btw		!
TOTAAL	8.132.635,27 € (incl. btw)	6.609.000 € (incl. btw)	2.132.635,27 € (incl. btw)	770.160,56 € + 1.612,5 €** = 771.673,06 € (incl. btw)

* Bedrag berekend op basis van het percentage aangegeven d.i.b. als inschrijver voor zijn ontwerpcontract (9,47%)

**Reproductiekosten

SAMENVATTING:

Aandeel van de Staat: 6.609.000 € + 771.673,06 € = 7.371.673,06 €

Aandeel van de Gemeente: 2.132.635,27 €

TOTAAL: [werken + studie - zonder herzieningen en verrekeningen]: 8.504.308,33 €

**3.14.3 Renovatie van het zwembad Louis Namèche te Sint-Jans-Molenbeek
 Bijlage nr 1 bij protocol van 27.06.2007**

ARTIKEL 2 FINANCIERING (VERVANGT ARTIKEL 5 VAN HET PROTOCOL VAN 27.06.2007)

§1. Financiering via het Samenwerkingsakkoord

De financiële tussenkomst van het Samenwerkingsakkoord voor de werken in het kader van de renovatie van het zwembad Louis Namèche te Sint-Jans-Molenbeek is strikt beperkt tot 6.000.000 € (incl. btw). De prijsheteringen en verrekkingen in verband met de door het Samenwerkingsakkoord gefinancierde werken zijn niet inbegrepen in het budget en zijn eveneens tot een bedrag van 600.000 € (incl. btw) voor rekening van het Samenwerkingsakkoord.

Deze financiële tussenkomst werd formeel goedgekeurd door bijakte nr. 11 van het Samenwerkingsakkoord Betins. Het bedrag is een maximumbudget dat slechts kan overschreden worden door een formele beslissing van het Coördinatiecomité of het Samenwerkingscomité.

De financiering van de studies voor een totaalbedrag van 77.673,06 € (incl. btw) zijn dus geheel ten laste van het Samenwerkingsakkoord.

§2. Financiering door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek

De financiële tussenkomst van de gemeente voor de werken in het kader van de renovatie van het zwembad Louis Namèche te Sint-Jans-Molenbeek bedraagt 2.132.435,27 € (incl. btw). De prijsheteringen en verrekkingen in verband met de door de Gemeente gefinancierde werken zijn niet in dit budget inbegrepen en zijn eveneens voor rekening van de Gemeente.

De werken die in eerste instantie door de gemeente zijn worden gefinancierd worden als aanschaf aangeduid in de samenvattende meerstaat (VS 2). Deze samenvattende meerstaat wordt bevestigd ingehuld door de aannemer en goedgekeurd door de Staat, zal worden toegevoegd in bijlage.

Om de financiering te kunnen dragen, kan de Gemeente beroep doen op subsidies van andere instanties waarop zij als eigenaar wettelijk recht heeft. De Gemeente moet evenwel de Staat inlichten over alle subsidies die zij desgevallend zou ontvangen.

In het geval van overschrijding van het maximumbudget en in afwezigheid van een beslissing van het Coördinatie- of Samenwerkingscomité om het budget te verhogen, verbindt de Gemeente zich ertoe om de nodige budgettaire supplementen ten laste te nemen van haar eigen budget of van de subsidies die zij daartoe zou hebben bekomen. Indien door de gemeente geen uitkomend budget gevonden kan worden, zal de Staat, in samenspraak met de gemeente, beslissen tot de niet-uitvoering van een aantal werken teneinde het beschikbare budget te kunnen respecteren.

De verrekkingen/supplementen die niet nodig blijken te zijn voor de goede en noodzakelijke uitvoering van alle bijkomende werken zoals voorzien in het bestek, zullen betaald worden door de partij die ze vraagt.

De vastlegging en goedkeuring van voorgaande verrekkingen/supplementen gebeurt in overleg en in consensus tussen de Staat, de Gemeente en de aannemer. Ze worden wettelijk gemedieerd in de processen-verbaal van de verschillende werfvergaderingen.

§3. Betalingsvoorzwaarden

De gemeente stelt het bedrag van € 2.132.635,27 in: bfw op de rekening van het fonds Belsis. Hierop boekt de gemeente, voor de notificatie van de opdracht van werken, dit bedrag in het gemeentebudget die ze krachtens ondernavige bijakte ten laste neemt.

Bij het begin van zes werken zal de gemeente de door het Belfonds verschuldigde bedragen overmaken binnen de 60 kalenderdagen volgend op het schrijven betreffende de vraag tot betaling. De wettelijk van kracht zijnde intresten zijn van toepassing vanaf de 60^{de} dag.

§4. De tussenkosten van het personeel van de Gemeente, het Gewest en de Staat in het kader van onderhoudig project worden gratis generaliseerd en zullen in geen enkel geval gefactureerd worden aan een andere partij van deze bijakte.

ARTIKEL 3. Protocol

De bepalingen van de protocolovereenkomst van 27.06.2007 blijven van toepassing in zoverre ze niet afwijken van deze bijakte.

ARTIKEL 4. INVORGERING VAN ONDERNAVIGE BIJAKTE

Deze bijakte treedt in voege op het ogenblik dat het door alle partijen wordt ondertekend en bijgevoegd bij de protocolovereenkomst.

Opgesteld te Brussel op 12/12/2012 in zes exemplaren (3 in het Nederlands en 3 in het Frans). De Nederlandse en de Franse versie hebben dezelfde waarde.

Elke partij verklaart twee exemplaren (1 NL en 1 FR) te hebben ontvangen.

De Federale
Overheidsdienst Mobiliteit
en Vervoer,
Directie
Vervoerinfrastructuur

Het Brussels Hoofdstedelijke
Gewest

De Gemeente Molenbeek

Mevrouw J. ONKELINK,
vice-eerste minister
betreft met het
Samenwerkingsoakkoord
van
15.09.1993

De heer R. MADRANE,
staatssecretaris van het
Brussel Hoofdstedelijk
Gewest

Mevrouw
F. SCHEPMANS,
burgemeester van
de Gemeente
Molenbeek

De heer J. DE
WINNE,
gemeentesecretaris
van de Gemeente
Molenbeek

3.14.3 Renovatie van het zwembad Louis Haméche te Sint-Jans-Molenbeek
Bijakte nr 1 bij protocol van 27.06.2007

**Mijnheer Magerus, Mijnheer Chahid, Mevrouw El Belghiti, Mevrouw Piquard en
Mijnheer Azaoum verlaten de zitting.**

**Monsieur Magerus, Monsieur Chahid, Madame El Belghiti, Madame Piquard et
Monsieur Azaoum quittent la séance.**

